

Recueil des Actes Administratifs

TOME 1/4

Janvier 2017

SOMMAIRE

Délibérations.....Tome I page 1
Séance du 26 janvier 2017

Décisions..... Tome I page 101
Séance du 26 janvier 2017

Arrêtés Réglementaires..... Tome I page 161
Janvier 2017

Délibérations

**Adoptées en séance du Conseil municipal
Du 26 janvier 2017**

Séance publique du jeudi 26 janvier 2017

Convoqué le jeudi 19 janvier 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 janvier 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Christophe COUR, Perla DANAN, Vincent HALUSKA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS.

Absents :

Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.



ZAC de l'Ecole d'Application de l'Infanterie - EAI Bilan de la concertation Approbation du dossier de création de la ZAC

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) et de la réforme de la carte militaire, l'Ecole d'Application de l'Infanterie (E.A.I.) a fermé ses portes à l'été 2010.

La Ville a décidé de répondre sans tarder en engageant de façon volontariste la transformation de ce site désaffecté pour le remobiliser au service du développement de la ville, de son rayonnement, de sa qualité de vie et de la création d'emploi. Il s'agit là d'une opportunité exceptionnelle de réaménager un site stratégique au potentiel remarquable situé à moins d'un kilomètre à vol d'oiseau du centre historique. En date du 6 avril 2012, la Ville de Montpellier a acquis auprès de l'Etat le foncier de l'ancienne EAI.

La reconversion du site de l'EAI constitue l'un des projets majeurs de renouvellement urbain que mène la municipalité en complément du développement de nouveaux quartiers, en réintroduisant une variété d'occupations (mixité urbaine) et d'usages (mixité fonctionnelle) avec la volonté de produire une morphologie urbaine de qualité s'appuyant sur une plus grande compacité. Cette opération contribuera à répondre aux besoins de logements et d'emplois qui s'expriment sur la métropole. Soucieuse de maîtriser le développement de ce territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville, par délibération en date du 25 juin 2012, a confié à un aménageur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), l'opération de reconversion de l'E.A.I. sous la forme d'une concession d'aménagement.

Par délibération du 18 juin 2015, le conseil a défini les objectifs du projet et les modalités de la concertation.

La concertation étant achevée et le dossier de création de la ZAC prêt à être approuvé, il y a lieu d'une part de tirer le bilan de la concertation et d'autre part, de se prononcer sur la création de la ZAC.

1. Rappel des objectifs du projet

S'inscrivant dans une logique de développement durable, la réalisation de ce nouveau quartier vise particulièrement les objectifs d'aménagement suivants :

- Favoriser le recyclage de la ville par la mise en valeur des qualités existantes, de l'identité des lieux, la mémoire, l'histoire, les ambiances, ... mais aussi en transformant, complétant et enrichissant cet existant pour offrir de nouvelles qualités de vie et d'habiter.
- Proposer un nouveau type "d'écosystème" par la réalisation d'un quartier de haute qualité environnementale avec des objectifs de préservation des ressources existantes, de sobriété énergétique, d'appropriation par les habitants de leur cadre de vie.
- S'inscrire dans la continuité des faubourgs en s'engageant dans une forme urbaine où se côtoie une diversité des modes d'habiter et des activités, où le nouveau s'agrége à l'ancien sans l'effacer.
- Créer des nouvelles polarités culturelles et économiques avec l'ancienne caserne, où se mêlent activités innovantes, structures de formation, commerces de proximité et le parc Montcalm, lui aussi support, sur plus de 20 hectares, d'une multitude d'activités de loisirs et de sports urbains.

2. Principes d'aménagement

Le projet s'articule autour de cinq objectifs clés qui permettent de répondre aux différents objectifs.

Recycler la ville

L'Ecole d'Application de l'Infanterie est un lieu secret, caché, intime, lié à l'histoire de son occupation militaire qu'il s'agit d'intégrer, avec douceur, dans les faubourgs de Montpellier. Il faudra mettre en valeur les qualités existantes, mais aussi transformer, compléter, enrichir pour offrir de nouvelles qualités de vie et d'habiter. La matérialité de certains bâtiments comme la richesse du patrimoine végétal, seront intégrés à l'aménagement d'ensemble. Il est donc proposé un dispositif qui valorise le « déjà là ». Il s'agit d'une démarche légère et pragmatique pour mettre en valeur l'identité des lieux, la mémoire, l'histoire, les ambiances. L'objectif est de faire glisser ce site sans rupture d'un état à un autre.

Emergence d'une nouvelle polarité

Le projet propose de réaliser deux nouvelles polarités à l'échelle métropolitaine. L'ancienne caserne est amenée à être un quartier mixte où se côtoient logements et activités innovantes, formations et commerces de proximité ainsi que des équipements publics. La place d'Armes ainsi que les bâtiments existants réutilisés au cœur du quartier formeront une polarité économique et culturelle. Le parc est lui aussi le support d'une multitude d'activités.

Un vrai quartier de faubourgs

Le modèle urbain proposé s'inscrit dans l'identité du faubourg, offrant une diversité des occupations avec des commerces, services et activités et des équipements publics de proximité, ce qui représente une vraie offre alternative à l'étalement urbain. Ce projet contribuera également à dynamiser la requalification des quartiers aux abords. Le quartier offrira une diversité de formes urbaines allant de l'échelle des îlots urbains compacts à celle des maisons de ville denses. Les qualités d'habiter seront dans tous les cas au cœur des enjeux architecturaux à mettre en œuvre dans le projet.

Proposer une vision environnementale

Le projet d'aménagement de l'EAI est une opportunité pour réaliser un nouveau quartier de haute qualité environnementale avec des objectifs de préservation des ressources existantes, de sobriété énergétique, de maîtrise des périodes chaudes par l'ombre ... De manière plus structurante, l'ancien parc sportif bien qu'en dehors du périmètre de la ZAC, sera recomposé pour permettre de réaliser un important dispositif d'écroulement des eaux de crues du Lantissargues. La gestion spatiale des volumes de rétention nécessaires, doit être une opportunité pour modeler les sols du nouveau grand parc urbain. Ce nouveau projet proposera un nouveau type d'écosystème permettant des synergies, des solidarités entre les habitants et leur cadre de vie.

Une accessibilité métropolitaine

Au cœur de Montpellier, le site de l'EAI s'inscrit déjà dans un réseau métropolitain dense. Ce maillage sera renforcé au fur et à mesure de l'avancement du projet. Le système de circulation favorisera la desserte locale des îlots depuis des bouclages maillés sur les voiries principales et atténuera le transit au sein du nouveau quartier. Un dispositif de stationnements publics ou mutualisés pourra être étudié pour compléter la desserte par les transports publics. Le stationnement résidentiel sera aménagé au sein des îlots et répondra aux besoins de ce nouveau quartier. Le renforcement de la desserte en transport en commun sera étudié parallèlement à son développement.

3. Bilan de la concertation

3.1 Cadre réglementaire de la concertation

Afin d'assurer l'information du public sur la mise en œuvre d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC), une concertation avec la population a été organisée conformément aux dispositions de l'article L.103-2 du code de l'urbanisme.

Les objectifs et modalités de concertation et d'association du public relatif à l'aménagement d'une zone d'aménagement concerté en vue de l'urbanisation du site de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie ont été définis comme suit par la délibération du 18 juin 2015 :

- une réunion publique,
- une mise à disposition du public, en mairie de Montpellier et pour une durée d'au moins quinze jours, du dossier d'étude de création de la ZAC accompagné d'un cahier permettant de recueillir les observations des administrés. Le public sera averti des dates de cette mise à disposition par une information figurant sur le site internet de la Ville de Montpellier,
- un article dans le journal municipal.

3.2 Déroulement de la concertation

Du 17 octobre au 18 novembre 2016 inclus, un dossier d'études a été tenu à la disposition du public en Mairie de Montpellier, place Georges Frêche, constitué :

- du rapport de présentation,
- d'un plan de situation
- d'un plan du projet de périmètre de la ZAC
- de l'étude d'impact,
- de l'avis de l'autorité environnementale en date du 21 septembre 2016,
- d'un carnet de réponses à la suite de l'avis de l'autorité environnementale,
- du régime envisagé de la ZAC au regard de la taxe d'aménagement,
- de l'étude de faisabilité sur les potentiels de développement en énergies renouvelables.

Durant la même période et dans le même lieu, un registre à feuillets non mobiles a été mis à disposition afin de recueillir les observations du public.

Ces modalités de concertation ont été portées à la connaissance du public par un avis publié le 6 octobre 2016 dans deux journaux (la Gazette de Montpellier et Midi Libre) ainsi que sur le site internet de la Ville de Montpellier.

Le même jour, cet avis a fait l'objet d'un affichage sur les lieux au moyen de 6 panneaux au format A2 situés rue Fontcouverte, rue de la Croix du Capitaine, rue Lepic / Place du 56ème Régiment d'Artillerie, rue de Bugarel, rue des Chasseurs, affichage qui a été maintenu jusqu'au terme de la concertation soit le 18 novembre 2016.

Un article présentant le projet de ZAC est paru dans le bulletin municipal "Montpellier Notre Ville" du mois d'octobre 2016.

Enfin, une réunion publique s'est tenue le samedi 5 novembre 2016 à 10h00 dans la Maison Pour tous Marcel PAGNOL.

3.3 Analyse des observations du public

Conformément à l'article L.103-6 du Code de l'urbanisme, l'autorité compétente pour prendre la décision arrête le bilan à l'issue de la concertation.

Réunion publique

La réunion publique qui s'est tenue le samedi 5 novembre 2016 de 10h à 14h a été très largement suivie et a rassemblé environ 350 personnes. Durant ces 4 heures, de nombreux sujets ont été abordés et en particulier les questions liées à la construction de logements le long de la rue des Chasseurs, aux déplacements et à l'hydraulique. Cette réunion a fait l'objet d'un compte rendu synthétique, consultable sur le site internet de la Ville de Montpellier : <http://www.montpellier.fr/evenement/18948/3624-retour-sur-la-reunion-publique-de-concertation-sur-la-zac-eai.htm>.

Observations du public et réponses du maître d'ouvrage:

Le registre mis à disposition en mairie de Montpellier a consigné 40 commentaires ci-dessous développés.

Ces commentaires ont porté sur les thématiques suivantes :

- La construction de logements le long de la rue des Chasseurs

La grande majorité des commentaires porte sur le rejet de la construction de 600 logements sur la partie Montcalm/Chasseurs située à l'est du Lantissargues.

Le projet d'aménagement de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI) prévoit la construction de 600 logements le long de la rue des chasseurs dont la moitié sur des emprises déjà construites (jardinerie, bâtiment d'hébergement des militaires et emprise de la SNI). Il faut noter également que la démolition de bâtiments situés à l'ouest du Lantissargues (3 bâtiments d'hébergement des militaires, ancienne piscine, ancienne maison du général) vient fortement atténuer les effets de la construction d'une emprise aujourd'hui libre et a l'avantage d'agrandir notablement la superficie des espaces de parc laissés libres et d'un seul tenant.

- Les déplacements – le stationnement

Des inquiétudes sont exprimées à l'encontre du projet quant à l'augmentation de la circulation due à l'arrivée de nouveaux habitants et la nécessité de disposer pour les futurs résidents de places de stationnement. Il est également souhaité que le réseau actuel de transport en commun soit renforcé pour tenir compte de l'arrivée d'une population supplémentaire.

Tous les nouveaux projets de construction disposeront de places de stationnements répondant à leurs besoins et a minima offriront au moins une place de stationnement par logement familial. Mais bien plus encore, il est prévu que les bâtiments neufs réserveront dans leur volume des places de stationnements supplémentaires à l'usage des bâtiments non démolis, à raison d'au moins une place de stationnement par logement familial.

S'agissant du stationnement public sur voirie, des réserves de capacité ont été observées sur les voiries longeant le site de la Caserne (avenue de la Croix du Capitaine, rue des Chasseurs, rue du 56^e Régiment d'Artillerie, rue de Fontcouverte). Toutefois, pour répondre aux différents besoins liés aux visiteurs, commerces et services qui seront présents sur le site, des places de stationnement le long des voiries publiques seront créées et une réflexion sur la création d'un parc de stationnement public sera engagée.

Concernant les transports en commun, le secteur de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie et du parc Montcalm est aujourd'hui desservi par une offre de transport en commun constituée de 5 lignes de bus (6-7-11-17-38). Les lignes 6, 7 et 11 sont parmi les lignes les plus fréquentées du réseau de bus de la Métropole et offrent une fréquence moyenne de 10 minutes par sens. Elles présentent encore des réserves de capacité importantes. De plus, la future ligne 5 de tramway desservira également ce secteur, ce qui enrichira encore l'offre de transport. Afin de préserver l'intégrité du parc Montcalm, une adaptation ponctuelle du tracé de la

ligne 5 sera proposée, en conformité avec l'arrêté de déclaration d'utilité publique, après enquête publique modificative.

Enfin pour compléter l'offre de vélos en libre-service Vélomagg, l'implantation de stations sera étudiée en cohérence avec les stations existantes, afin de constituer un réseau continu, et le développement urbain du quartier.

- La question hydraulique

Il est souhaité que soit modélisée la zone inondable pour avoir une connaissance des hauteurs de crues. Des interrogations sont exprimées face aux constructions situées en zones bleues du Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI). Il est également souhaité une bonne intégration des bassins de rétention situés dans le parc Montcalm.

L'ensemble du dispositif hydraulique existant et à mettre en œuvre a été modélisé et fera l'objet d'une demande d'autorisation au titre de l'article L.214-1 et suivants du code de l'environnement, "dossier loi sur l'eau", qui sera soumis à une prochaine enquête publique. D'une manière générale, après la réalisation des travaux, le projet aura un impact positif sur le fonctionnement hydrologique du cours d'eau. Pour les crues fréquentes, les bassins permettront de concentrer l'ensemble des eaux excédentaires sans débordement du cours d'eau au-delà de son lit mineur.

Si la construction de logements est bien évidemment interdite en zone rouge du PPRI, elle est autorisée en zone bleue sous réserve que la sous-face des planchers soit calée au minimum à la cote de PHE (Plus Haute Eaux) + 30 cm. Il n'est donc pas prévu de construire en zone bleue de parties enterrées, ni des rez-de-chaussée habités. Il en ressort donc que les rez-de-chaussée des bâtiments abriteront les places de stationnements et les autres niveaux, des logements, ce qui aura pour avantage de protéger leur intimité en les mettant à distance du domaine public, et de les rendre sûrs face à un éventuel débordement du Lantissargues.

Enfin, toute la pertinence de l'aménagement du parc hors du périmètre de la ZAC est de transformer une contrainte forte, la contrainte hydraulique, en atout. Son dessin s'inspire de la géométrie du parc actuelle, avec ses lignes d'arbres, et ses cheminements doux. Il reprend ces lignes et les cheminements existants, les prolonge, et forme des écrins, dessinant ainsi une famille de jardins rectangulaires accueillant les bassins de rétention, chambres entourées de rangées d'arbres. Ces bassins deviennent des espaces de jeux amples et des espaces de respiration. Les bassins de rétention seront pour certains plantés et pour d'autres laissés libres permettant ainsi des pratiques variées.

- Installation d'une stèle

L'association nationale des cadres de Chelchell, officiers de réserve et élèves (ANCORRE-ceux de Chelchell) souhaite qu'une stèle soit érigée sur la ZAC pour marquer la mémoire et la présence de l'école Chelchell pendant une cinquantaine d'année.

Un des fondements de ce projet d'aménagement, est de s'attacher tout particulièrement à conserver la mémoire du lieu, à révéler l'histoire, à mettre en valeur l'identité du site et les ambiances. C'est notamment le cas avec le maintien d'une partie du patrimoine bâti, propre à l'architecture militaire, mais aussi par l'ordonnancement urbain proposé qui rappelle une certaine rigueur militaire. Le maintien de cette mémoire passera également par l'installation d'une stèle qui se fera en concertation avec l'association "ANCORRE-ceux de Chelchell".

- Le coût du projet

Il est demandé des indications quant au coût du projet d'aménagement.

Annuellement, le conseil municipal de la Ville de Montpellier approuve par délibération un compte-rendu annuel à la collectivité (CRAC) rendant compte de l'activité de son concessionnaire, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), pour les opérations d'aménagement qui lui ont été confiées. Le

conseil municipal a approuvé le 20 octobre 2016 le CRAC relatif à l'opération EAI (exercice 2015) auquel était notamment joint en annexe le compte rendu et un bilan prévisionnel de l'opération. Le bilan présenté s'établissait à 107 013 000 € HT en dépenses et en recettes, dont 18 248 000 € HT réalisés en dépenses et 1 838 000 € HT réalisés en recettes au 31 décembre 2015.

- Le périmètre de la Zone d'Aménagement Concerté

Des remarques sur le périmètre de la ZAC ont été formulées sollicitant les raisons de l'exclusion du parc Montcalm et de la rue des Chasseurs de ce périmètre.

S'agissant du parc Montcalm, il a été décidé de ne pas l'intégrer dans le périmètre de la ZAC d'une part car il s'agit d'un équipement bénéficiant à l'ensemble des montpelliérains et d'autre part pour rester cohérent avec les objectifs politiques énoncés de préservation de toute urbanisation d'un parc de 20 hectares. Aussi, le périmètre de la ZAC ne concerne que des espaces qui pourront être constructibles.

Concernant la rue des Chasseurs, seule la partie au droit du projet est intégrée dans le périmètre de la ZAC dans la mesure où elle accueillera des interventions sur des réseaux et un réaménagement des traversées piétonnes entre la caserne et le parc Montcalm. Par ailleurs, la Ville de Montpellier a intégré le réaménagement d'une partie de la rue des Chasseurs (rue du 56ème régiment d'artillerie – route de Lavérune) dans son programme de travaux pour l'année 2017.

- La concertation sur internet

Deux remarques ont porté sur l'absence de la mise en ligne du dossier de création de la ZAC.

Il est tout d'abord utile de préciser que les modalités de concertation et d'association du public relatif à l'aménagement de la zone d'aménagement concerté en vue de l'urbanisation du site de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie ont été conformes à celles qui ont été définies lors de la délibération du conseil municipal du 18 juin 2015. Le dossier de création de la ZAC, très lourd, n'a pas pu être mis en ligne et sa lecture aurait été malaisée. En revanche, le contenu de la réunion publique du 5 novembre 2016 comprenant un diaporama présentant les intentions du projet d'aménagement et un compte rendu, a été mis en ligne.

- La permaculture

Un membre d'une association de permaculteur offre le concours de son association (Humus sapiens) dans la perspective de développer un projet.

Le projet EAI se traduit par la mise en œuvre d'un véritable "écosystème" durable, respectueux de l'environnement, s'appuyant sur des objectifs de préservation des ressources existantes et de sobriété énergétique. Ainsi, au fur et à mesure de l'avancement du projet d'aménagement, des appels à projet ou manifestations d'intérêt pourront être lancés pour associer toutes les bonnes volontés à sa réussite.

3 Bilan de la concertation

Les mesures de publicité afin de mobiliser la population sur ce projet, ont permis de bénéficier d'un large public lors de la réunion du 5 novembre 2016, assurant ainsi un dialogue très ouvert, et de recueillir de nombreux commentaires sur le registre prévu à cet effet.

Il résulte de l'analyse qui vient d'être faite que les observations ainsi formulées ne sont pas de nature à empêcher la poursuite de l'opération d'aménagement.

4 Création de la ZAC

Conformément aux dispositions de l'article R.311-2 du Code de l'urbanisme, un dossier de création joint en annexe 1 de la présente délibération a été élaboré comprenant :

- un rapport de présentation, qui expose notamment l'objet et la justification de l'opération, comporte une description de l'état du site et de son environnement, indique le programme global prévisionnel des constructions à édifier dans la zone ;
- un plan de situation ;
- un plan de délimitation du périmètre composant la zone ;
- une étude d'impact définie à l'article R.122-5 du Code de l'Environnement ;
- l'indication du régime de la taxe d'aménagement ;
- en annexe, une étude faisabilité sur les potentiels de développement en énergies renouvelables.

L'étude de faisabilité a permis d'analyser les atouts et contraintes de l'opération pour la valorisation du potentiel en énergies renouvelables (EnR) du territoire d'implantation de la zone d'aménagement.

L'étude d'impact démontre que le projet a de nombreux impacts positifs à savoir des effets positifs sur la requalification urbaine, sur la limitation de l'extension urbaine et l'étalement urbain, sur la production de logements (amélioration et renouvellement) et sur la démographie, sur le paysage et l'insertion urbaine, sur la biodiversité, sur l'économie, sur le développement socio-économique du secteur (effets indirects), sur la vie artistique et culturelle, sur les activités sportives, sur l'attractivité du secteur, sur le cadre de vie (effets indirects), sur les déplacements et la desserte en transport en commun, sur la desserte et la sécurisation des modes doux, sur le patrimoine, vis-à-vis de la gestion des eaux et détermine les mesures d'évitement, de réduction ou de compensation des effets du projet sur l'environnement ou la santé humaine, les modalités de suivi des effets du projet sur l'environnement ou la santé humaine, le calendrier des bilans du suivi de ces effets et mesures.

Ces mesures, effets et modalités de suivi sont reprises dans le tableau de synthèse joint en annexe 2 de la présente délibération,

En application des articles L. 122-1 et suivants du Code de l'environnement, le dossier a été soumis à l'autorité environnementale laquelle a rendu son avis le 21 septembre 2016.

Il résulte notamment de cet avis que « l'étude d'impact présente un état initial globalement proportionné aux enjeux du projet. Au stade des études opérationnelles, la qualité des inventaires proposés et l'apport d'éléments plus précis concernant le projet et les modalités de sa mise en œuvre, devront permettre au maître d'ouvrage de qualifier précisément les effets du projet et de justifier les mesures qu'il propose de mettre en place ».

Cet avis a fait l'objet d'un carnet de réponses de la part de la Ville.

L'étude d'impact, l'avis de l'Autorité Environnementale et le carnet de réponses ont été mis à la disposition du public. Par délibération du 15 décembre 2016, le Conseil municipal :

- a approuvé le bilan de cette mise à disposition du public de l'étude d'impact accompagné de l'avis de l'Autorité Environnementale et du carnet de réponses ;
- a pris en considération les observations et propositions recueillies auprès du public au cours de cette procédure de mise à disposition ;
- a défini les modalités de mise à disposition du public du bilan de la mise à disposition de l'étude d'impact.

Ce bilan a ainsi été mis à disposition du public en mairie de Montpellier.

Au vu de ces différents éléments, le dossier de création peut être approuvé et la ZAC créée.

Le périmètre de la ZAC de l'EAI figurant en pièce n°3 du dossier de création annexé à la présente délibération, intègre uniquement les emprises urbanisables constituées des secteurs « Caserne » et « Chasseurs » ainsi qu'une emprise bâtie située à l'entrée de l'ancienne caserne.

Le programme global prévisionnel des constructions à édifier présenté au chapitre 4 du rapport de présentation figurant en pièce n°1 du dossier de création annexé à la présente délibération, comprend :

- environ 2 500 nouveaux logements, constituant une vraie offre alternative à l'étalement urbain et contribuant à dynamiser la requalification des quartiers riverains ;
- environ 30 000 m² de commerces, de services, d'activités se répartissant essentiellement dans les rez-de-chaussée et sur les axes structurants des secteurs de la caserne ;
- par ailleurs, deux équipements publics de proximité sont prévus dans le secteur Caserne: un groupe scolaire et une crèche.

Ainsi que mentionné en pièce n°5 du dossier de création annexé à la présente délibération, les constructions édifiées à l'intérieur du périmètre de la ZAC de l'EAI seront exclues du champ d'application de la part communale et intercommunale de la Taxe d'Aménagement conformément à l'article R.331-6 du Code de l'urbanisme.

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 311-1 et suivants et R. 311-1 et suivants.

Vu la délibération du conseil municipal du 18 juin 2015 précisant les objectifs et modalités de concertation et d'association du public relatif à l'aménagement d'une zone d'aménagement concerté en vue de l'urbanisation du site de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie.

Vu l'étude d'impact et l'avis de l'autorité environnementale,

Vu la délibération du conseil municipal du 15 décembre 2016 approuvant le bilan de la mise à disposition du public de l'étude d'impact et définissant les modalités de sa mise à disposition du public.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'arrêter le bilan de la concertation préalable à la création de la zone d'aménagement concerté de l'EAI tel que plus amplement exposé au rapport,
- prenant en considération l'étude d'impact, l'avis de l'autorité environnementale du 21 septembre 2016 et le bilan de la mise à disposition du public, de créer la zone d'aménagement concerté dénommée ZAC de l'EAI sur le périmètre tel que délimité par le plan figurant au dossier de création et en vue de réaliser un programme global prévisionnel des constructions comprenant environ 2 500 nouveaux logements, environ 30 000 m² de commerces, de services, d'activités et deux équipements publics de proximité soit un groupe scolaire et une crèche,
- de décider que les constructions réalisées à l'intérieur du périmètre de la ZAC seront exonérées du champ d'application de la part communale et intercommunale de la taxe d'aménagement, l'aménageur ou le constructeur prenant à leur charge au minimum le coût des équipements publics visés à l'article R.331-6 du code de l'urbanisme ;
- d'approuver le dossier de création de la zone d'aménagement concerté (ZAC) de l'EAI tel que figurant en annexe 1 de la présente délibération,
- d'approuver les mesures relatives à l'impact du projet sur l'environnement, les modalités de suivi des effets du projet et le calendrier des bilans de suivi de ces effets et mesures, tels qu'exposés dans le tableau (extrait de l'étude d'impact) joint en annexe 2 de la présente délibération,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 Janvier 2017



CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Montpellier

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier certifie qu'a été affiché, à compter du 20 Février 2017 inclus, sur le panneau d'affichage officiel de la mairie situé à l'extérieur de l'hôtel de Ville, la délibération n° 2017/1 en date du 26 Janvier 2017, concernant la ZAC de l'Ecole d'Application de l'Infanterie – EAI, Bilan de concertation, approbation du dossier de création de la ZAC.

Cet affichage est établi pour une durée d'un mois.

Montpellier, le 20 février 2017

**La Directrice de l'Aménagement
et de la Programmation**

Sylvie MAHOT





CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Montpellier

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier certifie qu'a été affichée, à compter du 20 Février 2017 inclus jusqu'au 24 Mars 2017 inclus, sur le panneau d'affichage officiel de la mairie situé à l'extérieur de l'hôtel de Ville, la délibération n° 2017/1 en date du 26 janvier 2017 concernant la ZAC de l'Ecole d'Application de l'Infanterie – EAI, bilan de concertation - approbation du dossier de création de la ZAC.

Montpellier, le 27 mars 2017

**La Directrice de l'Aménagement
et de la Programmation**


Sylvie MAHOT

Séance publique du jeudi 26 janvier 2017

Convoqué le jeudi 19 janvier 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 janvier 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Christophe COUR, Perla DANAN, Vincent HALUSKA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS.

Absents :

Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.



Quartier Cévennes Secteur « Grèzes » Instauration d'un périmètre d'étude (article L 424-1 du code de l'urbanisme) Approbation

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Situé à l'Ouest de Montpellier dans le quartier des Cévennes et d'une superficie totale d'environ 160 hectares, le site d'étude « des Grèzes » est délimité par la rue des Grèzes, la route de Lavérune, la rue du Pont de Lavérune, la rue des Bouisses et l'avenue de la Liberté.

Ce secteur est marqué par une topographie générale qui se caractérise par une succession de points hauts formant des belvédères surplombant la plaine de la Mosson. Apparaissent à la fois des ruptures de relief et des pentes plus douces avec des lignes de crêtes régulières. Cette topographie particulière rythme une succession de bassins versants et de circuits des eaux pluviales, et elle s'accompagne d'une série de parcs et de boisements qui compartimentent l'espace en lui offrant une très grande variété de paysage. Ce secteur est notamment concerné par le magnifique parc de Fontcolombe dessiné par l'architecte Daviler.

Sur ce site d'étude, prédomine un habitat essentiellement résidentiel constitué par un tissu urbain hétérogène avec de nombreux logements individuels implantés sur de grandes parcelles. Or, face aux besoins importants de logements existant sur la Ville de Montpellier d'une part, et aux perspectives de développement du réseau de transports collectifs d'autre part, une forte pression immobilière s'est emparée de ce secteur peu équipé, qui si elle se poursuit, contribuera à créer des déséquilibres urbains. Il apparaît aujourd'hui nécessaire que la Ville de Montpellier anticipe et encadre les évolutions de ce quartier de prescriptions urbaines et paysagères, avec une attention particulière sur le maintien des ambiances paysagères, la préservation des vues sur le grand paysage et le traitement des limites entre domaine privé et domaine public.

Le moment semble donc opportun pour s'interroger sur le devenir de ce grand secteur et accompagner son éventuelle évolution par une programmation cohérente des équipements publics. Il en résulte que plusieurs réflexions urbaines et paysagères sur les perspectives de la transformation maîtrisée du secteur des « Grèzes » dans une démarche durable et globale ont été poursuivies ; réflexions qui permettent également d'accompagner la révision du Plan Local d'Urbanisme en PLUi et celle du Schéma de Cohérence Territoriale portées par Montpellier Méditerranée Métropole.

Il en ressort plusieurs enjeux et en particulier:

- Programmer un développement urbain cohérent avec les perspectives d'évolution de la desserte en transports collectifs des quartiers ouest de la ville de Montpellier
- Composer avec le paysage particulièrement sensible en s'appuyant sur les continuités écologiques pour renforcer les qualités naturelles du territoire montpelliérain.
- Identifier les fonciers mutables et établir des préconisations en matière d'implantation des bâtiments par rapport à la voie (retrait, orientation), ainsi qu'en matière de volumétrie et de typologie.
- Révéler la topographie du site étant attentif aux vues sur le grand paysage ou depuis le grand paysage.
- Porter une attention particulière au maillage viaire de ce secteur et à son accessibilité tous modes de déplacement confondus.

Pour garantir l'atteinte de cet objectif, il convient de mettre en place les conditions nécessaires à l'évolution maîtrisée de ce secteur. Aussi, est-il proposé d'instaurer un périmètre d'étude au sens de l'article L.424-1 du code de l'urbanisme.

Cette disposition permettra à la collectivité d'opposer, le cas échéant, un sursis à statuer aux demandes d'autorisations de travaux, de construction ou d'installation qui pourraient porter préjudice à la mise en œuvre du projet d'aménagement envisagé.

La délimitation du périmètre d'étude est jointe en annexe à la délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre en considération la mise à l'étude de l'aménagement du secteur « Grèzes » ;
- d'instituer un périmètre d'étude délimitant les terrains concernés par l'opération, conformément aux dispositions de l'article L.424-1 du code de l'urbanisme ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 Janvier 2017



CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier certifie que sont affichées, à compter du 03 Février 2017 inclus, sur le panneau d’affichage officiel de la mairie situé à l’extérieur de l’hôtel de ville, la délibération n°2017/2 et son annexe (plan du périmètre), relatives à l’instauration d’un périmètre d’étude, dans le quartier Cévennes, sur le secteur « Grèzes ».

Ces affichages seront effectifs jusqu’au 05 Mars 2017 inclus.

Montpellier, le 03 Février 2017

**Pour Monsieur le Maire,
La Directrice de l’Aménagement
et de de la Programmation**

Sylvie MAHOT



CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier certifie qu'a été affiché, du 03 Février 2017 inclus jusqu'au 05 Mars 2017 inclus, sur le panneau d'affichage officiel de la mairie situé à l'extérieur de l'hôtel de ville, la délibération n°2017/2 et son annexe (plan du périmètre) relatives à l'instauration d'un périmètre d'étude, dans le quartier Cévennes, sur le secteur des Grèzes.

Montpellier, le 06 Mars 2017,

**Pour Monsieur le Maire,
La Directrice de l'Aménagement
et de de la Programmation**



Sylvie MAHOT



Séance publique du jeudi 26 janvier 2017

Convoqué le jeudi 19 janvier 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 janvier 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASILVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Christophe COUR, Perla DANAN, Vincent HALUSKA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS.

Absents :

Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (extension Phase 3) Agrément de candidature EIFFAGE IMMOBILIER (Lot E)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne – Consuls de Mer s'étend aujourd'hui sur une surface d'environ 25 hectares en rive droite du Lez. Engagée au début des années 1990 dans le prolongement d'Antigone, cette opération, qui fut l'une des premières du quartier Port Marianne, a d'ores et déjà permis de créer près de 3 000 logements, accompagnés de bureaux et de commerces de proximité.

Remarquablement desservi par les transports en commun grâce aux lignes de tramway 1, 3 et 4, ce quartier accueille également de nombreux équipements et aménagements publics ou privés :

- l'hôtel de police nationale et le groupe scolaire Jean Jaurès / Geneviève Anthonioz-De Gaulle, situés à l'ouest et au centre du quartier ;
- l'hôtel de ville de Montpellier, situé en bordure du Lez, au sud du quartier, ouvert au public en 2011 ;
- autour de l'hôtel de ville : la place Georges Frêche, un hôtel 4 étoiles, des commerces, un parc de stationnement, un grand parc paysager ainsi que des ouvrages hydrauliques et d'assainissement liés à la maîtrise des inondations et à l'amélioration de la qualité des eaux du Lez.

Répondant dans le temps aux besoins exprimés sur cette partie de la ville en matière de logements et d'équipements, la réalisation de la ZAC Port Marianne-Consuls de Mer s'est organisée jusqu'à aujourd'hui en quatre périmètres successifs :

- Le premier périmètre de ZAC établi en 1993 concerne un secteur de 12 ha environ correspondant à la partie nord du quartier. Conçu par l'architecte luxembourgeois Rob Krier et confié à la SERM en qualité d'aménageur, ce secteur est aujourd'hui totalement achevé et a permis la réalisation de 2800 logements, d'équipements publics et de commerces.
- L'extension du périmètre de la ZAC au sud, au-delà de l'avenue du Pr. E. Antonelli, a été décidée par le Conseil municipal en juillet 2003, afin d'accueillir autour des 6 000 m²

de la place Georges Frêche le nouvel hôtel de ville, un grand parking public de 700 places, des programmes mixtes de logements, de bureaux et de commerces, ainsi qu'un parc public de 4 hectares en bordure du Lez. Confiée aux architectes Jean Nouvel et François Fontès, cette extension est entrée en phase opérationnelle au printemps 2006 et est aujourd'hui achevée avec la réalisation des lots L1 et L2.

- Une nouvelle extension a été décidée par une délibération du Conseil municipal en date du 26 mars 2007 en vue de répondre à l'évolution rapide du contexte urbain du secteur, et notamment à la réalisation des 3^{ème} et 4^{ème} lignes de tramway. Cette extension se situe dans le prolongement direct de l'hôtel de ville, au sud et à l'ouest de celui-ci.
- Enfin, un nouveau dossier de création a été approuvé par le Conseil municipal en sa séance du 1^{er} octobre 2012. Les modifications apportées à l'opération concernent principalement l'adaptation du périmètre de l'opération sur différents secteurs et du programme global de constructions en résultant.

Le traité de concession initial de la ZAC a été autorisé par délibération du conseil municipal le 9 mai 1994 et a évolué dans le temps grâce à des modifications apportées par plusieurs avenants. Cette concession avec la SERM prévoit l'agrément par la Ville des attributaires de chacun des lots de la ZAC, sur proposition de la SERM.

Dans ce contexte, la SERM propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature de Eiffage en vue de la cession du lot E de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (extension Phase 3) permettant la réalisation du programme décrit ci-après :

- Dénomination du candidat :

EIFFAGE IMMOBILIER
8/14 allée Cervantes - CS 10075
13273 Marseille Cedex 9

- Localisation :

Lot E
ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (extension Phase 3)

- Références cadastrales du bien à céder :

Le lot E correspond à : les parcelles cadastrées DS 787p et 784p d'une superficie totale de 1 315 m² environ.

- Nature du projet :

Réalisation d'environ 45 logements collectifs.

- Surface de plancher (SDP) :

Surface envisagée : 3 600 m² SDP

La SERM précise que la candidature de EIFFAGE IMMOBILIER prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature de EIFFAGE IMMOBILIER en vue de la réalisation d'un programme comprenant environ 45 logements collectifs sur le lot E de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 Janvier 2017

Séance publique du jeudi 26 janvier 2017

Convoqué le jeudi 19 janvier 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 janvier 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabi YOUSOU.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Christophe COUR, Perla DANAN, Vincent HALUSKA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS.

Absents :

Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Transfert des biens Ville/Montpellier Méditerranée Métropole : Parcs et aires de stationnement publics non cadastrés

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a été créée par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 avec effet au 1^{er} janvier 2015.

Parmi les compétences dévolues par la loi aux métropoles figure la compétence relative aux déplacements.

Cette compétence emporte notamment la gestion des parcs et aires de stationnements publics.

En application de l'article L. 5217-5 du code général des collectivités territoriales, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier situés sur le territoire de la Métropole et utilisés pour l'exercice des compétences transférées doivent être transférés dans le patrimoine de la Métropole.

Les transferts sont réalisés à titre gratuit et ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité ou taxe, ni d'aucun droit, salaire ou honoraire.

En application de l'article L. 3112-1 du code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public.

S'agissant des parcs et aires de stationnements publics non cadastrés car situés en tréfonds du domaine public affecté à la voirie et à l'espace public, il convient d'opérer ce transfert par délibérations concordantes de la commune de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole, afin que ce dernier soit pleinement effectif.

Cela signifie que ce transfert sera effectif sans nécessité de procéder à la rédaction de titres de propriété notariés.

Les aires de stationnement et parcs de stationnements publics suivant sont concernés :

Nom du bien	Contenance	Nombre de places	N° inventaire	Montant inventaire
Parking Gambetta	10 950 m ²	482	BAT 41143	605 999,31 €
Parking des Arceaux	5 959 m ²	208	Non valorisé à l'inventaire	
Parking de la Comédie	21 824 m ²	824	BAT 41146	425 607,17 €
Parking Foch préfecture/Marché aux fleurs	10 750 m ²	678	BAT 41151	444 297,06 €
Parking Nombre d'or/Antigone	4 000 m ²	248	BAT 41144	3 146 185,58 €
Parking Europa	5 660 m ²	600	BAT 4142	4 417 672,01 €
Parking Arc de Triomphe	9 375 m ²	451	Non valorisé à l'inventaire	

Montpellier Méditerranée Métropole en assure d'ores et déjà la gestion. En ce qui concerne le parking aérien des Arceaux et le parking souterrain Arc de Triomphe, ces deux biens ne sont pas inscrits à l'inventaire comptable de la Ville de façon individualisée. La Métropole procèdera elle-même au calcul de leur valeur historique en vue de leur incorporation à l'inventaire comptable de la collectivité.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le transfert de propriété à titre gratuit de la totalité des parcs et aires de stationnement publics non cadastrés énumérés ci-dessus au profit de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 Janvier 2017

Séance publique du jeudi 26 janvier 2017

Convoqué le jeudi 19 janvier 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 janvier 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Brigitte ROUSSEL-GALIÀNA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabi YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Christophe COUR, Perla DANAN, Vincent HALUSKA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS.

Absents :

Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Agriparc du Mas Nouguier Convention d'occupation temporaire du domaine public par l'Association des Compagnons de Maguelone Aire de stationnement Chemin des Comportes Parcelle cadastrée EH 54partie

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 17 février 2014, le Conseil municipal a autorisé la Ville à céder le domaine du Grand Puy, maison de maître située dans le périmètre de l'agriparc du Mas Nouguier, à l'association « Les Compagnons de Maguelone ». L'association « Les Compagnons de Maguelone » a été sélectionnée par la Ville parmi plusieurs candidats sur la base d'un appel à projet de son choix, adapté au site, à la suite d'une mise en vente publique de ce bien.

« Les Compagnons de Maguelone » est une association laïque loi 1901 créée le 6 mai 1969 sur la base d'une mission médico-sociale principale, mission de service public visant à l'accueil, l'accompagnement, la mise au travail et l'insertion sociale des personnes en situation de handicap, mission qui s'est élargie aux actions patrimoniales et culturelles sur le site de la cathédrale de Maguelone.

Une fois la réhabilitation du site exceptionnel du Grand Puy achevée, l'association a pour objectif d'y développer diverses activités : restauration, salon de thé, point de vente de produits locaux, marché paysan ou bouquinistes, accueil occasionnel des associations d'habitants, organisation d'événements notamment musicaux ou d'exposition, location de salles de séminaires ou de réception.

Le projet vise à créer une entreprise adaptée, dont le domaine du Grand Puy sera le siège, afin d'en faire, en synergie avec l'agriparc municipal, un lieu d'animation et d'attraction économique, culturel et social, inscrit dans les activités pédagogiques et de promotion de l'espace agricole, ouvert au public.

La réalisation de ce projet, l'accueil de séminaires, réceptions et expositions en particulier, nécessite de mettre à la disposition des usagers et clients des places de stationnement tout en n'obérant pas les usages du quartier.

Parallèlement, l'accueil quotidien des visiteurs et usagers de l'agriparc et le potentiel d'organisation d'événementiels par la Ville pour faire vivre ce poumon vert et agricole, nécessitent également l'aménagement de places de stationnement.

Ainsi, dans le cadre de la vente, la Ville a pris l'engagement, par la délibération du 17 février 2014 précitée, de « réaliser une aire de stationnement de l'Agriparc du Mas Nouguier, commune à l'Agriparc et au site cédé à l'association des Compagnons de Maguelone », lorsque le site réhabilité sera ouvert au public, aménagement financé par la recette issue de la vente.

Compte-tenu des besoins exprimés pour le stationnement des véhicules dans le cadre de l'accueil de l'agriparc, mais également du besoin spécifique généré par les événementiels organisés soit par la Ville, soit par l'association, la Ville doit créer sur le site de l'agriparc municipal deux aires publiques de stationnement :

- une aire de stationnement de 50 places permanente ouverte au public sur la parcelle cadastrée DZ 115 située directement en contrebas de la voie d'accès au mas du Grand Puy, afin de faciliter l'accessibilité du site à l'ensemble des usagers du parc et du mas du Grand Puy,
- une aire de stationnement temporaire sommairement aménagée de 50 places sur la parcelle cadastrée EH54, qui sera équipée d'un dispositif de contrôle d'accès. Ce parking ne sera ouvert au public que lorsque des manifestations spécifiques auront lieu sur le domaine du Grand Puy et sur l'agriparc, par foisonnement d'usage.

L'association « Les Compagnons de Maguelone » devra pouvoir disposer de ce parking, comme la Ville, dans le cadre d'événements particuliers, sans que ce dernier contribue à favoriser un surplus de stationnement dans le quartier.

Conformément aux engagements pris en 2014, il vous est proposé la convention ci-jointe dont l'objet est de définir les conditions d'utilisation de cette seconde aire de stationnement.

La convention proposée définit les conditions dans lesquelles l'association occupante sera autorisée, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à utiliser la seconde aire de stationnement située sur la parcelle cadastrée EH 54 en application des principales dispositions suivantes :

- occupation consentie pour une durée initiale de 5 ans, renouvelable par tacite reconduction pour une durée égale, à défaut de dénonciation avant l'échéance ;
- une redevance qui sera établie à titre gratuit, sur la base de l'article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

En effet, compte tenu, d'une part, de l'intérêt public local des manifestations organisées par l'association « Les Compagnons de Maguelone » destinées à animer l'agriparc en synergie avec les actions de la Ville et, d'autre part, de la qualité de l'association comme personne morale spécifique à statut associatif loi 1901 à but non lucratif, exerçant au principal une mission de service public, il est proposé la gratuité de l'occupation.

Au titre de la réglementation, cette occupation à titre gratuit sera considérée comme subvention en nature et sera inscrite comme telle dans les comptes de l'association et au compte administratif de la Ville.

Par ailleurs, les aménagements devant être financés après paiement du prix de la vente du domaine du Grand Puy à l'association, paiement prévu fin janvier 2017 à la réitération de la vente, et le projet de réhabilitation du

domaine ayant été validé par octroi d'un permis de construire en date du 21 septembre 2016, la convention ne prendra effet qu'à compter de la réalisation des travaux d'aménagement des aires de stationnement, concomittants avec les travaux de réhabilitation du domaine.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la Ville à signer avec l'association « Les Compagnons de Maguelone » une convention d'occupation temporaire, à titre gratuit, de l'aire de stationnement publique à aménager par la Ville sur le terrain cadastré EH 54 situé Chemin des Comportes ;
- de dire que cette convention ne sera signée qu'après travaux d'aménagement de ladite aire de stationnement par la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 Janvier 2017

Mission Grand-Coeur
Service Accueil / Espace
public, communication

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2017 / 6



Séance publique du jeudi 26 janvier 2017

Convoqué le jeudi 19 janvier 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 janvier 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabi YOUSSOUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Christophe COUR, Perla DANAN, Vincent HALUSKA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS.

Absents :

Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

MONTPELLIER GRAND COEUR

Nouvelles halles A. Laissac

Approbation de l'avant-projet détaillé

Validation du coût prévisionnel définitif des travaux

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les futures halles Laissac sont situées en cœur de ville, aux abords du boulevard du Jeu de Paume et de son attractivité retrouvée et à l'intersection de 4 lignes de tramway. Il s'agit de faire des nouvelles halles un pivot dans un secteur en plein renouveau entre la gare et le futur musée d'art contemporain et le cœur marchand de l'Ecusson au patrimoine architectural emblématique, comme la tour de la Babotte notamment et le futur pôle commercial de la ZAC du Nouveau St Roch. Le concept est une halle légère et transparente en lien étroit avec sa place et les quartiers environnants. En référence avec le style « Baltard » (charpente métallique, lanterneau, verre et brises soleil), elles se déclinent néanmoins avec une écriture architecturale et une technologie contemporaine, notamment par la toiture recouverte en grande partie par des panneaux photovoltaïques permettant de produire l'énergie consommée, voire plus !

Le programme de reconstruction des nouvelles halles a fait l'objet d'une large concertation à diverses étapes de son élaboration. Il prévoit de situer le bâtiment à l'emplacement des anciennes halles dans une volonté d'insertion urbaine affirmée. Ce bâtiment circulaire s'organise autour d'un « mall » central et éclairé par un lanterneau. Il contient jusqu'à 24 étals. En fonction des conditions climatiques, l'équipement pourra fonctionner en mode fermé ou ouvert. L'emprise au sol du bâtiment est de 1100 m².

Par ailleurs, l'ensemble de la place sera réaménagé et piétonnisé et la rue A France, reconfigurée au droit de l'opération (accès à l'aire piétonne, emplacements dédiés aux livraisons des halles et à l'enlèvement des achats par les clients...).

Ce projet complète le « bouclage » du circuit du circuit marchand constitué des rues de la Loge, St Guilhem, Grand'rue J Moulin et bd du Jeu de Paume, il en constitue un « point d'orgue » comme les halles Castellane.

La commercialité des halles fonctionne en synergie avec les commerces de la place et avec ceux, très qualitatifs, de la rue du Faubourg de la Saunerie. Les nouvelles halles influenceront sur la dynamisation des commerces, non seulement de la place, mais aussi des rues Durand et Alger en relevant le niveau qualitatif.

La maîtrise d'ouvrage est déléguée par la Ville à la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (décision n°2016/0448 du 19 décembre 2016), par mandat notifié le 29 décembre 2016. La Maîtrise d'œuvre est gérée par la Direction de l'architecture et de l'immobilier de la Ville.

Le montant prévisionnel définitif des nouvelles halles est de 8 595 000 € TTC, dont 7 453 000 € TTC de travaux, sur la base d'un classement ERP (établissement recevant du public) en catégorie 3, à confirmer par la commission sécurité lors de l'instruction du permis de construire. La dépense est imputée au budget de la Ville, CRB 28500, chapitre 908.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'avant-projet détaillé joint en annexe pour la réalisation de l'opération des halles Laissac,
- de valider le montant prévisionnel définitif des nouvelles halles,
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou toute personne ayant délégation à signer tout document relatif à cette affaire ;

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 Janvier 2017

Mission Grand Cœur
Patrimoine historique -
Ravalement

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier**
n° 2017 / 7



Séance publique du jeudi 26 janvier 2017

Convoqué le jeudi 19 janvier 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 janvier 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Christophe COUR, Perla DANAN, Vincent HALUSKA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS.

Absents :

Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

MISSION GRAND COEUR

Instruction du subventionnement dans le cadre de découvertes fortuites ou de travaux lourds sur un patrimoine historique ayant été altéré Composition de la commission compétente

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur », un dispositif de subventionnement visant à favoriser la bonne restauration/restitution de vestiges rares voire uniques, ainsi que les dispositions remarquables d'édifices ayant un intérêt architectural ou historique, a été mis en place en 2010.

Ces subventions sont allouées sous condition de la participation financière conjointe de la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) qui peut subventionner des travaux intérieurs et extérieurs en secteurs protégés et sur les bâtiments protégés au titre des monuments historiques. Le montant de la subvention allouée par opération est au maximum égal au montant de la subvention versée par la DRAC. Les sommes afférentes sont imputées sur la ligne subventions ravalement de la mission Grand Cœur du budget de la Ville (CRB 28500, nature 20422, chapitre 908). Elles sont précisées annuellement dans le cadre du budget

Pour poursuivre ce dispositif et participer au financement du surcoût engendré dans le cas de découvertes fortuites ou de travaux lourds sur un patrimoine historique ayant été altéré, il est nécessaire d'actualiser la composition de la commission chargée d'instruire les demandes de subvention, et d'actualiser le règlement.

Les demandes de subventionnement retenues par la commission sont ensuite soumises à la validation du Conseil municipal.

Il est proposé d'actualiser cette commission avec les membres suivants :

- le Maire de Montpellier ou son représentant,
- le conservateur régional des monuments historiques, ou son représentant,

- le conservateur régional de l'archéologie, ou son représentant,
- l'architecte des Bâtiments de France ou son représentant,
- le directeur de la mission Grand Cœur ou son représentant,
- le responsable du service patrimoine historique de la mission Grand Cœur ou son représentant.

Le règlement est actualisé comme suit :

Page 2, dans les articles 2, 3, et 5 : « *service territorial de l'architecture et du patrimoine* », est remplacé par « *unité départementale de l'architecture et du patrimoine* ».

Page 2, article 3, les intitulés des services de la ville pour obtenir les autorisations administratives, ainsi que leur adresse sont mis à jour.

Page 3, article 7, « *La demande de subvention (dossier administratif) sera déposée auprès de Madame le Maire de la Ville de Montpellier (mission Grand Cœur).* » est remplacé par « *La demande de subvention (dossier administratif) sera déposée auprès de Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier (mission Grand Cœur).* »

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le règlement modifié comme indiqué ci-dessus et annexé à la présente délibération ;
- d'approuver l'actualisation de la constitution de la commission ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 Janvier 2017

Séance publique du jeudi 26 janvier 2017

Convoqué le jeudi 19 janvier 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 janvier 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Christophe COUR, Perla DANAN, Vincent HALUSKA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS.

Absents :

Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le code de la construction et de l'habitation, mis en place par la Ville de Montpellier par délibérations du Conseil municipal sur Grand Cœur, des subventions sont accordées en application du règlement créé par délibération du Conseil municipal du 6 mai 2004, modifié par les délibérations du 21 décembre 2006, du 4 février 2009, du 22 juin 2009, du 13 décembre 2010 et du 23 juillet 2012.

Après contrôle des travaux pour vérifier la conformité avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, la subvention suivante est attribuable :

Mme Marie MALZAC syndic de copropriété, 5 rue Raoux (50 % de la subvention)	888,57 €
Total :	888,57 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement de la subvention d'un montant total de 888,57 € correspondant à l'immeuble listé ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Chapitre 908),
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Séance publique du jeudi 26 janvier 2017

Convoqué le jeudi 19 janvier 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 janvier 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASILVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabbï YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Christophe COUR, Perla DANAN, Vincent HALUSKA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS.

Absents :

Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

MONTPELLIER GRAND COEUR

Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités

Attribution de subvention

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre des aides à la requalification des devantures des locaux d'activités du cœur marchand de la Ville de Montpellier, des subventions sont attribuées à des entreprises (commerce, artisanat ou autre) pour les inciter à restaurer leur devanture. Les restaurations, réalisées dans le respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, participent au renforcement de l'attractivité économique du cœur marchand de Montpellier.

Instaurées par les délibérations du 29 mai 2012 n°2012/284, du 17 juin 2013 n°2013/237 et renforcées par la délibération du 2015/151 du 07 mai 2015 élargissant le périmètre et modifiant les taux de subventionnement, ces campagnes ont été conduites jusqu'au 9 novembre 2015 en partenariat avec le FISAC (Fonds national d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce) afin de renforcer l'efficacité du dispositif.

Les dossiers déposés avant le 9 novembre 2015 sont subventionnés à hauteur de 65 % (50 % apportés par la Ville de Montpellier et 15 % par le FISAC). A cela s'ajoute une subvention communale pour le surcoût de travaux d'intérêt architectural (TIA) ainsi qu'une prime pour les travaux liés à l'accessibilité (PMR).

Les dossiers déposés après le 9 novembre 2015 reçoivent une subvention unique de la Ville de Montpellier de 50 % du montant hors taxe des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre (hors subventions spécifiques TIA et/ou PMR).

Le règlement permet l'attribution d'un acompte de 50 % de la subvention allouée, le solde étant versé après conformité de la totalité des travaux.

Après validation des travaux réalisés par l'équipe chargée du dispositif de la mission Grand Cœur et de la Chambre de commerce et d'industrie de Montpellier, associée à l'instruction des dossiers et à l'animation de cette action, les subventions suivantes sont attribuables :

<p>EURL CHARLOTTE AUX LEGUMES, enseigne « CHARLOTTE AUX LEGUMES », Gérante : Mme Charlotte CANAL 4 rue Marioge</p> <p>- 5 033,82 € de subvention travaux, - 520 € de subvention pour maîtrise d'œuvre,</p> <p style="text-align: right;">Part Ville : 4 772,17 € Part Etat (FISAC) : 1 281,65 €</p> <p style="text-align: right;">Montant total de la subvention : 6 053,82 €</p>	
<p>HOME JEU DE PAUME SARL, enseigne « HOME COFFEE », Gérant : M. Stéphane RANSOU 18 boulevard du Jeu de Paume</p> <p>- 7 800 € de subvention travaux (plafonnée), - 650 € de subvention pour maîtrise d'œuvre,</p> <p style="text-align: right;">Part Ville : 6 500,00 € Part Etat (FISAC) : 1 950,00 €</p> <p style="text-align: right;">Montant total de la subvention : 8 450,00 €</p>	
<p>SARL BENEZETH, enseigne « CAFE DE L'ESPLANADE », Gérant : M. Gérard BENEZETH 21 boulevard Sarraill</p> <p>- 7 800 € de subvention travaux (plafonnée), - 1 300 € de subvention pour maîtrise d'œuvre (plafonnée),</p> <p style="text-align: right;">Part Ville : 7 000,00 € Part Etat (FISAC) : 2 100,00 €</p> <p style="text-align: right;">Montant total de la subvention : 9 100,00 €</p>	
<p>SARL AUX LILAS, enseigne « BAR des LILAS », Gérant : Gultekin AYDOGDU 1 place Bouschet de Bernard</p> <p>Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés.</p> <p>- 7 800 € de subvention travaux (plafonnée),</p> <p style="text-align: right;">Part Ville : 3 000,00 € Part Etat (FISAC) : 900,00 €</p> <p style="text-align: right;">Montant total de la subvention : 3 900,00 €</p>	
<p>THE BLACK SHEEP, enseigne « THE BLACK SHEEP », Gérant : M. Frédéric CHASSANG 21 boulevard Louis Blanc</p> <p>Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés.</p> <p>- 7 800 € de subvention travaux (plafonnée), - 780 € de subvention pour maîtrise d'œuvre,</p> <p style="text-align: right;">Part Ville : 3 300,00 € Part Etat (FISAC) : 990,00 €</p> <p style="text-align: right;">Montant total de la subvention : 4 290,00 €</p>	

Dossiers déposés après le 9 novembre 2015 et bénéficiant d'une subvention Ville de 50 %

SAS MCB FOOD, enseigne « **STREET CROQUE** »,
Gérante : Mme Mariane BOURGEOIS
35 rue de l'Université

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés.

- 4 496 € de subvention travaux,
- 1 000 € de subvention pour maîtrise d'œuvre (plafonnée),

Montant de la subvention : 2 748,00 €

LMV OPTICIENS SAS, enseigne « **LA MAISON DE LA VISION** »,
Gérant : M. Jacques LEMEUNIER
2 passage Lonjon

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés.

- 6 000 € de subvention travaux (plafonnée),

Montant de la subvention : 3 000,00 €

Conformément au règlement attributif des subventions en vigueur au moment des dépôts des dossiers (délibération du 7 mai 2015 n°2015/151, puis modifié par délibération du 26 janvier 2016 n°2016/8), les versements de ces subventions seront réalisés après visite de conformité des travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser les paiements de ces subventions pour un montant total de 37 541,82 € correspondant aux requalifications de devantures des locaux commerciaux listés ci-dessus ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Ville (CRB : 28500 - Chapitre 908) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 Janvier 2017

Séance publique du jeudi 26 janvier 2017

Convoqué le jeudi 19 janvier 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 janvier 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabi YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Christophe COUR, Perla DANAN, Vincent HALUSKA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS.

Absents :

Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Convention de coordination entre la Ville de Montpellier et la Préfecture de l'Hérault précisant la nature, les lieux et les modalités d'interventions des services de sécurité, de tranquillité et de prévention de la délinquance de la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément aux dispositions de la Loi n° 99-291 du 15 avril 1999, relative aux polices municipales et au décret 2012-2 du 2 janvier 2012, une convention de coordination entre les services de sécurité de l'Etat et les collectivités locales doit être établie dès lors qu'elles disposent d'un effectif de police municipale supérieur à 5 agents.

Cette convention, d'une durée de trois ans, reprend tout ou partie des clauses de la convention type, tout en en l'adaptant, le cas échéant, aux besoins locaux. La convention fait l'objet d'une signature conjointe entre le Maire, le Préfet de département après avis du Procureur de la République.

En conformité avec l'article L.512-4 du Code de la Sécurité Intérieure, une convention avait été signée entre la Ville de Montpellier et les services de l'Etat en date du 12 février 2012.

Cette convention précisait les modalités selon lesquelles les interventions sont coordonnées avec celles des forces de sécurité de l'Etat et, notamment la nature et les lieux d'interventions de la police municipale, ainsi que les modalités de gestion des images issues du Centre de Supervision Urbain (CSU).

Au regard des évolutions récentes de la Police Municipale et de la réorganisation des services composant la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique (DRTP) concourant à la sécurité, à la tranquillité et la prévention de la délinquance, il apparaît aujourd'hui nécessaire de refondre cette

convention, en l'adaptant aux nouveaux enjeux liés à la gestion de la sécurité et de la tranquillité publique au sein du territoire communal montpelliérain, dans le respect des compétences de chacun.

La nouvelle convention établie pour la période 2017-2019, porte sur les modalités organisationnelles et opérationnelles de coordination des missions de la Police Municipale (PM) avec les forces de sécurité de l'Etat. Elle intègre également le Centre de Supervision Urbain (CSU), le Service de Surveillance de la Voie Publique et de l'Environnement Urbain (SVPEU) ainsi que le Service Sécurité Civile (SSC) de la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de coordination entre la Ville de Montpellier et les services de l'Etat, représenté par Monsieur le Préfet du département de l'Hérault, annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe au Maire déléguée à la sécurité, à signer ladite convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 Janvier 2017

Séance publique du jeudi 26 janvier 2017

Convoqué le jeudi 19 janvier 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 janvier 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabi YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Christophe COUR, Perla DANAN, Vincent HALUSKA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS.

Absents :

Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Modification de la carte scolaire à la rentrée 2017

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément aux articles L131-5 et L212-7 du Code de l'Éducation modifiés par la loi n°2004-809 du 13/08/2004, il appartient au Conseil Municipal de déterminer par délibération le ressort de chaque école publique lorsque la commune en compte plusieurs.

Lors de l'inscription scolaire d'un enfant dans une école publique, sous la responsabilité de la commune, les familles doivent se conformer à cette délibération et un certificat d'inscription leur est alors délivré par la Ville.

Il est proposé de modifier la carte scolaire pour deux secteurs de la Ville afin de ré-équilibrer les effectifs scolaires compte tenu des évolutions de la population.

1. Ecoles du quartier des Près d'Arènes

Un rééquilibrage entre écoles est nécessaire dans le quartier Près d'Arènes.

Un redécoupage en élargissant le périmètre scolaire de l'école primaire Dickens/Frank permettrait un apport d'élèves et conduirait à un secteur au contour plus harmonieux.

Les 112 nouveaux logements prévus rue Montrouzier jusque là rattachés au groupe scolaire Eluard/Macé et livrables au premier trimestre prochain dépendraient ainsi de l'école Frank/Dickens.

Quelques rues appartenant au secteur des écoles Florian et Simon (quartier Gare) seraient également rattachées à l'école Frank/Dickens.

Les rues ou tronçons de rues suivants seraient rattachés à l'école Frank/Dickens :

- rue du Moulin des 7 Cans
- rue Cité Saint Roch
- Rue Tourel
- Rue du petit train (côté pair)

- Rue Montrouzier
- Rue Centrayrargues (du 851 au 1103 Impair)-(Pair du 896 au 1148)-(Pair du 418 au 778)
- Chemin de Moulares (du 267 à fin –côté impair)
- Rue de la Maitairie de Sayssset (du 1 au 25 (Impair) et du 2 au 38 (Pair)

2. Ecoles du quartier Aiguelongue et du quartier des Beaux-Arts :

Un rééquilibrage entre écoles du quartier Aiguelongue et du quartier Beaux-Arts est opportun.

L'école maternelle La Fontaine et l'école Jules Verne ne sont plus en capacité d'accueillir tous les élèves résidant dans leur périmètre scolaire ce qui nécessite un ajustement de leur secteur.

Les écoles Camoens et Freud disposent de capacités d'accueil nécessaires.

Les rues ou tronçons de rues suivants seraient rattachés à l'école Freud/Camoens :

- Avenue de Castelnau (du 21 à fin – du 32 à fin)
- Avenue Saint Lazare (Impair : du 23 à fin – Pair du 2 au 44°)
- Rue du jeu de Mail des Abbés (Pair du 330 à fin)
- Rue Max Mousseron (Impair)
- Avenue de la reine d'Italie (Impair et Pair du 328 à fin)
- Cour Jacques Thibaud
- Rue Alfred Cortot
- Cour Marguerite Long
- Rue Pierre Cochereau
- Rue Pablo Casals
- Rue Francois Delmas (Impair du 1 à 69).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de valider les nouveaux secteurs scolaires présentés qui entreront en vigueur à la rentrée de septembre 2017 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe au Maire déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 Janvier 2017

Séance publique du jeudi 26 janvier 2017

Convoqué le jeudi 19 janvier 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 janvier 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabi YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code
Général des Collectivités Territoriales :**

Sophia AYACHE, Christophe COUR, Perla DANAN, Vincent HALUSKA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS.

Absents :

Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Ville de MONTPELLIER "Ville amie des enfants" - Signature d'une convention d'objectifs avec l'UNICEF France

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de MONTPELLIER souhaite développer son partenariat avec UNICEF France et obtenir le label de « Ville Amie des Enfants ».

Cette initiative, portée par l'UNICEF, s'inscrit dans la continuité de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant, adoptée en 1989, par laquelle les Etats signataires s'engagent à garantir à tous les enfants un accès à des conditions de vie et un environnement qui favorisent leur développement et leur bien-être. En 1996, la conférence d'Istanbul Habitat II a acté la place des villes dans la réalisation de cette ambition, en prenant la résolution de faire des villes des lieux vivables pour tous et en déclarant que « le bien-être des enfants est l'indicateur suprême d'un habitat sain, d'une société démocratique et d'une bonne gestion des affaires publiques ». Depuis cette date, la dynamique « Ville Amie des Enfants » se développe dans plus de 50 pays, et en particulier en France à partir de 2002. Elle vise à constituer un réseau de bonnes pratiques, au service de l'implantation des droits de l'enfant dans les villes, pour placer l'enfant et l'adolescent au cœur des politiques publiques.

A Montpellier, cette démarche correspond pleinement à la volonté portée par la Ville qui met l'Enfance et la Jeunesse au cœur de sa politique municipale.

Pour étayer cette candidature, la Ville et le Comité local de l'UNICEF ont identifié 51 actions ou projets innovants portés par la ville et destinés aux enfants et aux jeunes, dans les 10 domaines prioritaires suivants :

- Bien-être et cadre de vie,
- Non-discrimination et égal accès aux services et la lutte contre la pauvreté,
- Participation citoyenne des enfants et des adolescents,
- Sécurité et protection,

- Parentalité,
- Santé, hygiène et nutrition,
- Prise en compte du handicap,
- Education,
- Accès au jeu, sport, culture et loisirs,
- Engagement pour la solidarité internationale.

Ces actions, portées par une dizaine de directions municipales, sont décrites dans le dossier de candidature joint en annexe.

Aux termes de la convention d'objectifs qui sera signée par la Ville et par le Comité Français pour l'UNICEF, la Ville s'engage à :

- mettre en œuvre la Convention des Droits de l'Enfant au niveau local : il sera tenu compte des droits de l'enfant dans les politiques publiques locales, les dispositifs locaux dirigés vers les enfants, les jeunes et leurs familles mais aussi les budgets de la collectivité.
- développer des actions innovantes pour apporter les réponses les mieux adaptées aux situations que connaissent les enfants et les jeunes et en particulier les plus fragiles.
- encourager les enfants et les jeunes à être des acteurs de la vie sociale. Leurs besoins, leur voix, leurs opinions, leurs projets seront pris en compte et influenceront, dans tous les domaines qui les concernent, la prise de décision des élus locaux.
- faire connaître les droits de l'enfant et à en évaluer l'application sur son territoire.

La Ville s'engage par ailleurs pour la durée de la convention à prioriser des actions en direction des enfants et des adolescents dans les domaines prioritaires précités.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'adopter le dossier de candidature comprenant 51 actions ou projets innovants qui placent les enfants et les adolescents au cœur des politiques publiques,
- D'autoriser le Maire ou son représentant à signer la présente convention d'objectifs pour une durée de 3 ans et à prendre toutes les mesures nécessaires à son application,
- D'accepter l'adhésion de la ville à UNICEF France pour un montant de cotisation annuelle de 200€,
- D'imputer la dépense sur le budget de fonctionnement de la Ville de Montpellier chapitre 922, nature 6281.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 Janvier 2017

Séance publique du jeudi 26 janvier 2017

Convoqué le jeudi 19 janvier 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 janvier 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASILVA, Michael DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabi YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Christophe COUR, Perla DANAN, Vincent HALUSKA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS.

Absents :

Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Aménagement des Archives de la Ville de Montpellier dans l'ancien bâtiment des Archives départementales de l'Hérault. Approbation du nouveau programme, attribution d'un nouveau budget, autorisation à la Société d'Aménagement Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) de lancer une nouvelle procédure de maîtrise d'œuvre et établissement d'un avenant à la convention signée avec la SA3M

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

En 2013, la Ville de Montpellier a acquis l'ancien bâtiment des Archives départementales de l'Hérault, situé 2 avenue de Castelnau, pour y installer les Archives municipales.

Par délibération du 23 juillet 2015, la Ville de Montpellier a confié à la SA3M un mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de l'opération d'aménagement des Archives municipales dans ce bâtiment avec un budget de 5 206 121 € TTC intégrant le mandat et la maîtrise d'œuvre hors déménagement et mobilier.

Une procédure de maîtrise d'œuvre a été lancée le 2 novembre 2015 sous la forme d'un marché négocié. Cette procédure a été déclarée sans suite par arrêté n°2017/0002/T/R, aucun des trois maîtres d'œuvres en compétition n'ayant été en capacité de proposer la réalisation du programme d'aménagement avec le budget initialement prévu.

Il apparaît nécessaire d'augmenter le budget affecté à réalisation de cette opération en le portant à 7 029 848 € TTC et de modifier le programme en y ajoutant notamment le coût du déménagement et du mobilier ainsi que des travaux assurant l'inertie thermique du bâtiment (changement des châssis, isolation de la toiture et réfection de l'étanchéité).

La SA3M devra lancer une nouvelle procédure concurrentielle avec négociation de maîtrise d'œuvre et pour cela un avenant à la convention passée avec la SA3M devra être établi portant le montant de la convention de mandat à 227 260 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'augmentation du budget de l'opération en le portant 7 029 848 € TTC ;
- d'approuver la modification du programme de l'opération ;
- d'approuver l'avenant à la convention de mandat passée avec la SA3M ;
- d'autoriser la SA3M à relancer une procédure de maîtrise d'œuvre ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjointe déléguée à signer l'avenant à la convention de maîtrise d'ouvrage ainsi que tous les actes ou documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 Janvier 2017

Séance publique du jeudi 26 janvier 2017

Convoqué le jeudi 19 janvier 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 janvier 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASILVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabi YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Christophe COUR, Perla DANAN, Vincent HALUSKA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS.

Absents :

Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Agora des Savoirs 8e saison Cycle de conférences 2016 – 2017 Agora Junior

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 5 octobre 2009, le Conseil municipal a validé la création de l'Agora des savoirs. L'Agora des Savoirs est une grande manifestation populaire axée sur la diffusion et le partage des connaissances scientifiques et des dernières avancées de la recherche. Ouverte à tous et gratuite, elle met en lumière le rôle si nécessaire du chercheur dans nos sociétés et souhaite contribuer à faire connaître les différentes disciplines du savoir humain.

Pour sa 8^e saison, l'Agora des Savoirs souhaite poursuivre l'action Agora des Savoirs Junior et étendre ainsi le principe de la diffusion des connaissances aux élèves du primaire. Concrètement, il s'agira de permettre à des conférenciers qui l'ont souhaité, la semaine de leur conférence grand public (généralement le lendemain), d'intervenir sur un mode pédagogique auprès d'élèves des écoles du primaire. Ce procédé, adopté lors des saisons 2, 3, 6 et 7, avait rencontré un franc succès auprès des élèves comme des conférenciers. Il permet de plus de sensibiliser un nouveau public et de nouveaux quartiers à la manifestation.

Ces rencontres seront organisées en dialogue avec le Rectorat d'Académie et la Direction de la Réussite éducative. Les classes seront sélectionnées selon les candidatures reçues et dans le respect d'une juste répartition sur le territoire montpelliérain, avec l'objectif de permettre un accès égal aux rencontres à toutes les écoles de la Ville.

Cinq Agoras des Savoirs Junior seront organisées lors de cette 8^e saison, sur les thèmes et par les conférenciers suivants, en écho avec la conférence grand public prononcée le mercredi de la même semaine :

- Évelyne Heyer, *l'évolution et la diversité génétique de notre espèce* (1 février 2017)
- Élise Huchard, *repenser la frontière homme-animal* (22 mars 2017)
- Arnaud Fontanet, *qu'est-ce qu'une pandémie ?* (28 mars 2017)

- Yaël Nazé, *art et astronomie* (19 avril 2017)
- Carole Samdja, *les origines de la diversité biologique* (26 avril 2017)

L'intervention des conférenciers dans une classe se fera en plus de ces interventions, sur la base du volontariat.

Afin de préparer les classes sélectionnées, la Ville offrira à chaque élève concerné un exemplaire d'un livre en rapport avec la thématique abordée par celui-ci.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De valider le principe de l'Agora des Savoirs Junior,
- D'autoriser l'achat des livres destinés aux élèves, pour un montant maximum de 3 500 euros pour l'ensemble de la saison ;
- De prélever ces dépenses sur les crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 923.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 Janvier 2017

Séance publique du jeudi 26 janvier 2017

Convoqué le jeudi 19 janvier 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 janvier 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Christophe COUR, Perla DANAN, Vincent HALUSKA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS.

Absents :

Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Théâtre Jean Vilar

Conventions de partenariat avec les lycées Victor Hugo de Lunel et Frédéric Bazille de Montpellier pour l'organisation de l'option facultative théâtre Demande de subvention à la DRAC

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le théâtre Jean Vilar, par son implication en matière d'éducation artistique et culturelle, participe au lien social et à la démocratisation culturelle. Partenaire de l'Education nationale et du Ministère de la Culture, il est référent dans le domaine de l'art à l'école. Deux partenariats sont ainsi renouvelés dans le cadre de l'option facultative théâtre, avec les lycées Victor Hugo de Lunel et Frédéric Bazille de Montpellier. Les créations des élèves sont présentées sur la scène du théâtre, dans le cadre de la manifestation la Cour des Arts, rencontres scolaires des arts de la scène à la Mosson.

L'option facultative théâtre menée au lycée Victor Hugo, participe depuis 2010 au rayonnement culturel de la Ville ; elle prend la forme de 3 ateliers d'une durée totale de 180 heures, encadrés par des comédiens montpelliérains. Dans le cadre de ce partenariat, le lycée organise l'activité et finance 50 % de la rémunération des compagnies théâtrales, pour un montant de 4 320 € pour l'année scolaire 2016-2017 (90 heures à 48 € de l'heure)

Le théâtre Jean Vilar accueille les élèves aux représentations des spectacles *Débrayage* et *Ubu Roi* ainsi qu'au stage « Ecole du spectateur » prévu les 2 et 3 avril 2017 ; il finance également 50% de la rémunération des compagnies participantes, pour un montant de 4 500 € (90 heures à 50 € de l'heure).

Deux actions complémentaires sont initiées et financées par le théâtre Jean Vilar : 6 heures d'intervention autour du spectacle *Ubu roi* (300 €) et 15 heures d'intervention à destination du niveau Terminale pour la Cour des Arts (750 €).

Une convention pluriannuelle 2016-2019 et un avenant pour l'année scolaire 2016-2017, joints en annexe, définissent les modalités de collaboration entre le théâtre Jean Vilar et le lycée Victor Hugo de Lunel.

Le lycée Frédéric Bazille (route de Mende), dans le cadre de son option facultative théâtre, travaille également depuis 2015 avec le théâtre Jean Vilar et souhaite renouveler ce partenariat pour l'année scolaire 2016-2017, par le biais d'un avenant à la convention pluriannuelle signée en 2016 ; cette option prend la forme d'un atelier d'une durée totale de 90 heures, encadré par une comédienne montpelliéraine. Le lycée Frédéric Bazille organise l'activité et finance 50 % de la rémunération de la comédienne (soit 2 250 €). Le théâtre Jean Vilar accueille les élèves aux représentations et prend en charge 50% de la rémunération de l'intervenante (2 250 €) et l'organisation d'un week-end de répétitions autour du spectacle (1 300 €).

Ces actions sont entièrement financées par des subventions de l'Etat, Ministère de la Culture et de la Communication, au titre du programme d'éducation artistique et culturelle.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention pluriannuelle de partenariat, jointe en annexe, entre la Ville, théâtre Jean Vilar et le lycée Victor Hugo de Lunel, pour l'organisation de l'option facultative théâtre, ainsi que l'avenant 2016-2017 à cette convention, également joint en annexe ;
- D'approuver l'avenant 2016-2017 à la convention pluriannuelle de partenariat entre la Ville, théâtre Jean Vilar et le lycée Frédéric Bazille, joint en annexe ;
- De dire que les dépenses correspondantes, soit 5 550 € pour le partenariat avec le lycée Victor Hugo et 3 550 € pour le partenariat avec le lycée Frédéric Bazille, seront imputées sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser le dépôt de demandes de subvention pour un montant équivalent au Ministère de la Culture et de la Communication (D.R.A.C.), conformément aux attributions prévues par l'Etat au titre de son programme d'éducation artistique et culturelle.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 Janvier 2017

Séance publique du jeudi 26 janvier 2017

Convoqué le jeudi 19 janvier 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 janvier 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code
Général des Collectivités Territoriales :**

Sophia AYACHE, Christophe COUR, Perla DANAN, Vincent HALUSKA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS.

Absents :

Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Culture et Patrimoine

Attribution de subventions à des associations culturelles et modification de nom d'une association

Exercice 2017

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpelliérain.

L'accès à la culture est à nos yeux l'un des fondements de l'épanouissement intellectuel, de l'éducation et du lien social pour les Montpelliérains, son impact économique et social est essentiel pour notre commune.

L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de notre ville.

Les arts plastiques, les arts visuels, la littérature, le patrimoine, le pluri discipline ainsi que le spectacle vivant sont autant de domaines d'intervention soutenus par la Ville de Montpellier.

Afin d'assurer la transparence de notre action en faveur du tissu associatif, nous soutenons des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

Après examen des dossiers, il est proposé aujourd'hui l'attribution de subventions aux 2 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 31 000 € au titre de l'exercice 2017.

Code	Nom de la Structure	Nature	Montant
4081	Grain d'image	P	18 000
3988	Maison de la Poésie	P	5 000
3988	Maison de la Poésie	F	8 000
	TOTAL		31 000

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

Par délibération 2016/492 du 15 décembre 2016, la Ville de Montpellier a attribué une subvention de 900 € au titre du fonctionnement 2017 à l'association Escola dau Paratge de Montpelhier.

Suite à un changement statutaire, il y a lieu de modifier l'attribution de la subvention comme suit :

Code	Structure	Type	Montant accordé
184	LOU PARAGE DE MOUNT PELIE	Fonctionnement	900 €

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De proposer l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions types et spécifiques le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2017 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de 31 000 € ;
- D'approuver les lettres d'engagement, les conventions types et spécifiques annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 Janvier 2017

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2017 / 17**

**Séance publique du
jeudi 26 janvier 2017**

Convoqué le jeudi 19 janvier 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 janvier 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabi YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Christophe COUR, Perla DANAN, Vincent HALUSKA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS.

Absents :

Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

**Appel à projet « Arrêt Cardiaque et Premiers secours » de la fondation CNP
Assurances- acceptation par la Ville de la dotation**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le thème « Adoptons les comportements qui sauvent » a été retenu par le Premier ministre comme grande cause nationale 2016. En effet, au-delà de la menace, avérée, d'attentats, les risques majeurs s'accroissent et, chaque année, davantage de personnes sont blessées ou tuées lors d'inondations ou de tempêtes. Il en va de même pour les accidents de la vie courante dont les chiffres sont éloquentes.

C'est dans ce contexte que la Fondation CNP Assurances a lancé un appel à projets dédié aux collectivités territoriales qui s'engagent pour implanter des défibrillateurs cardiaques et former la population à leur utilisation.

La Ville de Montpellier, forte d'une politique volontariste autour des « gestes qui sauvent » a reçu en 2014, les 3 cœurs du label « Ma Commune a du Cœur », lancé par l'Association RMC/BFM. Ce label qui valorise les bonnes pratiques locales en matière de prévention des accidents cardiaques, a récompensé le travail de la collectivité dans la formation du grand public et l'installation de 50 Défibrillateurs Automatisés Externes (DAE) sur son territoire.

La Ville de Montpellier a donc répondu à l'appel à projet en octobre 2016. Le conseil d'Administration de la Fondation CNP Assurances, lors de sa délibération du 16 novembre 2016, a décidé d'attribuer un soutien financier d'un montant global de 10717 € :

- 700 € pour l'installation du défibrillateur placé en extérieur place de la comédie
- 200 € pour l'acquisition d'un boîtier communicant pour protéger ce défibrillateur
- 9817 € pour la sensibilisation de la population à son utilisation.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de partenariat, précisant l'attribution d'une dotation de 10717 € par la fondation CNP Assurances à la Ville de Montpellier ainsi que les engagements réciproques des deux parties ;
- d'autoriser la Ville de Montpellier à faire recette de cette dotation ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 Janvier 2017

**Direction de l'Attractivité,
du Tourisme et des
Relations Internationales**
Direction de l'Attractivité, du
Tourisme et des Relations
Internationales

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2017 / 18**

Séance publique du jeudi 26 janvier 2017

Convoqué le jeudi 19 janvier 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 janvier 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabi YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Christophe COUR, Perla DANAN, Vincent HALUSKA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS.

Absents :

Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Accord de coopération avec la Ville d'Obninsk et l'Agence Régionale de Développement par l'Innovation de la Région de Kalouga en Russie- Autorisation de signature

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Conseil Municipal du 15 décembre 2016 a voté la création d'un service commun de direction de l'attractivité, du Tourisme et des Relations Internationales entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole (DCM 2016/552). L'une des ambitions de cette nouvelle direction est de développer une politique de rayonnement international commune au service du développement économique de notre territoire ainsi que l'identification, l'exploration et l'activation de l'ensemble des leviers contribuant à l'attractivité de la Ville et de sa Métropole.

Dans le cadre de cette stratégie d'internationalisation, et notamment en facilitant par exemple l'implantation réciproque des entreprises ou l'échange de technologies, Montpellier et sa Métropole ont identifié des pays cibles parmi lesquels la Russie et plus particulièrement la région de Kalouga et la ville d'Obninsk.

Comptant 107 000 habitants, Obninsk a un profil économique varié, combinant la recherche, l'industrie, l'éducation et la médecine avec 10 centres de recherche et plus de 2300 PME. Le 6 mai 2000, une Ordonnance du Président de la Fédération de Russie a attribué à la ville le statut de Ville de Science. Les réalisations obtenues par ses chercheurs dans les différents domaines font partie du patrimoine scientifique mondial.

A l'occasion du déplacement financé par la Métropole de Montpellier, du 29 janvier au 3 février 2017, à Obninsk, Kalouga et Volgograd en Russie, il est proposé à la Ville de Montpellier de signer l'accord de coopération avec la Ville d'Obninsk et l'Agence Régionale de Développement par l'Innovation de la Province de Kalouga. Cet accord a pour objectif de promouvoir la coopération bilatérale dans le domaine des sciences, de la technologie, de l'innovation et des échanges commerciaux dans un esprit de partenariat ouvert et amical.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- d'approuver la signature de l'accord de coopération avec la Ville d'Obninsk et l'Agence Régionale de Développement par l'Innovation de la Région de Kalouga, dans le cadre de la mission d'affaire financée par la Métropole du 29 janvier au 3 février 2017,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 Janvier 2017

**Direction de l'Attractivité,
du Tourisme et des
Relations Internationales**
Direction de l'Attractivité, du
Tourisme et des Relations
Internationales

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2017 / 19**

Séance publique du jeudi 26 janvier 2017

Convoqué le jeudi 19 janvier 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 janvier 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabi YOUSOU.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Christophe COUR, Perla DANAN, Vincent HALUSKA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS.

Absents :

Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Signature d'un Mémorandum d'entente sur le Partenariat éducatif international

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les villes de Montpellier et Chengdu (Province du Sichuan-Chine) ont signé en 1981, le premier accord de jumelage entre une ville française et une ville chinoise.

Depuis cette année-là, les échanges n'ont cessé de se développer dans des domaines variés tels que l'économie, l'innovation, le tourisme, la mobilité étudiante, la santé, l'éducation, le sport, la culture...

L'année 2016 a été marquée par la célébration du 35ème anniversaire de la relation bilatérale entre les deux villes. M. le Maire de Montpellier a reçu M. Liangzhi TANG, Maire de Chengdu, au printemps 2016. Cette rencontre a été l'occasion de signer un mémorandum d'entente pour la période 2016-2020 dont l'objet était de consolider les relations réciproques entre les deux villes jumelles et Montpellier Méditerranée Métropole en participant à l'attractivité, au rayonnement international et économique des deux villes jumelles.

Dans le cadre de la mise en œuvre de cet accord, il est proposé de signer un mémorandum d'entente sur le Partenariat éducatif international entre le Bureau des affaires étrangères, des affaires des Chinois d'Outre-mer, le comité administratif de la zone Hi-Tech de la ville de Chengdu et la Ville de Montpellier. Ce dernier s'inscrit dans le prolongement de la convention tripartite entre le Bureau de l'Education de la Ville de Chengdu, la Ville de Montpellier et le Rectorat de l'Académie de Montpellier signée en 2012 et renouvelée en 2014. La signature de ce nouvel acte réaffirme la volonté commune de renforcer les échanges et la coopération dans le domaine de l'éducation préscolaire et élémentaire avec la création, notamment, d'un groupe scolaire à Chengdu, qui portera le nom de « Montpellier ».

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- De signer le Mémoire d'entente sur le Partenariat éducatif international entre le Bureau des affaires étrangères, des affaires des Chinois d'Outre-mer, le comité administratif de la zone Hi-Tech de la ville de Chengdu et la Ville de Montpellier,
- D'autoriser l'appellation « Montpellier », comme nom du groupe scolaire à Chengdu,
- D'autoriser M. le Maire à prendre tous les actes relatifs à ces activités de nature internationale.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 Janvier 2017

Direction de l'Attractivité,
du Tourisme et des
Relations Internationales
Direction de l'Attractivité, du
Tourisme et des Relations
Internationales

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2017 / 20**

Séance publique du jeudi 26 janvier 2017

Convoqué le jeudi 19 janvier 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 janvier 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabi YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Christophe COUR, Perla DANAN, Vincent HALUSKA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS.

Absents :

Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Représentation de la Ville de Montpellier au vernissage de l'exposition Elina Brotherus, à Turku en Finlande du 15 au 17 février 2017- Autorisation de déplacement

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Du 29 juin au 25 septembre 2016, La Ville de Montpellier a accueilli, au Pavillon Populaire, une exposition inédite de la photographe finlandaise, Elina Brotherus. Coproduite avec « la galerie Fotohof » à Salzburg en Autriche et le « Turku Art Museum » en Finlande, cette première rétrospective de l'artiste finnoise rassemble, sous le titre « La lumière venue du Nord », son travail visuel alliant la photographie et la vidéo, interrogeant les genres de l'histoire de l'art, autour du corps et du paysage.

Après un passage par Salzburg en Autriche, cette exposition sera visible, du 17 février au 21 mai 2017, au Musée des Beaux-Arts de la ville de Turku, en Finlande.

Dans le cadre de la collaboration engagée entre les deux pays et les deux villes sur cette exposition, le représentant de la Ville de Montpellier, M. Bernard Travier, Conseiller Municipal, a été invité à participer au vernissage qui se déroulera le 16 février 2017.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'accorder à M. Bernard Travier, Conseiller Municipal, un mandat spécial pour le déplacement en Finlande du 15 au 17 février 2017,
- D'autoriser le déplacement d'administratifs qualifiés invités par M. le Maire,
- D'autoriser M. Travier à prendre tous les actes relatifs à ces activités de nature internationale;
- De prélever les dépenses inhérentes à ce déplacement, sur le budget de la Direction Attractivité, Tourisme et Relations Internationales de la Ville de Montpellier.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 Janvier 2017

Séance publique du jeudi 26 janvier 2017

Convoqué le jeudi 19 janvier 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 janvier 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code
Général des Collectivités Territoriales :**

Sophia AYACHE, Christophe COUR, Perla DANAN, Vincent HALUSKA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS.

Absents :

Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Participation d'un chef cuisinier à la 5ème édition de la Semaine de la Gastronomie Française en Israël du 5 au 10 février 2017

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La ville jumelle de Montpellier, Tibériade en Israël, en partenariat avec l'Ambassade de France, l'Institut Français d'Israël, le service de coopération économique et Business France, organise pour la cinquième année consécutive la Semaine de la Gastronomie Française en Israël du 5 au 10 février 2017.

Pour cette nouvelle édition, la Ville de Tibériade renouvelle auprès de la Ville de Montpellier sa proposition d'inviter un chef cuisinier local. L'ensemble des frais relatif à ce séjour est pris en charge par la ville hôte, seul les frais de déplacement seront à la charge de la Ville de Montpellier.

Le chef cuisinier sélectionné participera à plusieurs événements célébrant la cuisine française dans différents hôtels et restaurants de qualité à Tibériade pendant trois jours et les trois jours restants dans d'autres villes israéliennes. Il donnera également une « Master class » aux élèves de l'école Rimomim de Tibériade afin d'enseigner certaines de ses techniques aux étudiants cuisiniers. Le chef sera également invité à participer à d'autres événements durant le Festival à travers le pays: Tel Aviv, Haïfa, Nazareth... afin de promouvoir Montpellier et ses alentours par le biais de son savoir-faire gastronomique.

Dans le cadre du fort positionnement euro-méditerranéen, la Ville de Montpellier souhaite développer les échanges de coopération économique et promouvoir l'attractivité du territoire ainsi que la gastronomie française en Israël. L'Office de Tourisme Métropolitain a proposé différents chefs exerçant leur activité sur l'aire montpellieraine. En partenariat avec l'association les Chefs d'Oc et en association avec la Ville de Palavas-les-Flots, M. Paul COURTAUX, Chef du restaurant « le Saint Georges » a été retenu.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le déplacement de M. Paul COURTAUX en Israël du 5 au 10 février 2017 afin de promouvoir l'aire montpelliéraine,
- De prélever les dépenses inhérentes à ce déplacement sur le budget 2017 de la Direction Attractivité, Tourisme et Relations Internationales de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole.
- D'autoriser M. le Maire à signer tous les actes relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 Janvier 2017

Séance publique du jeudi 26 janvier 2017

Convoqué le jeudi 19 janvier 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 janvier 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSOU.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Christophe COUR, Perla DANAN, Vincent HALUSKA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS.

Absents :

Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Maison d'enfants Marie Caizergues - Désignation d'une nouvelle personnalité qualifiée

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément aux dispositions statutaires de l'Association, la Ville de Montpellier est représentée au sein du Conseil d'Administration de la Maison d'enfants Marie Caizergues par trois membres du Conseil Municipal (désignés par délibération du Conseil municipal du 18 juin 2015) et deux personnalités qualifiées (désignés par délibération du Conseil municipal du 26 juin 2014).

Le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier, acteur majeur de la mise en œuvre de la politique sociale communale sur le territoire montpelliérain, compte depuis le 2 janvier un nouveau Directeur.

En conséquence, il est proposé de remplacer au sein du Conseil d'administration, parmi les deux personnalités qualifiées désignées par la Ville de Montpellier, Mme Dominique BETTSCHART, ayant exercé les fonctions de Directrice par intérim du CCAS, par M. M'hamed BELHANDOUZ, nouveau Directeur.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de procéder à cette désignation.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Séance publique du jeudi 26 janvier 2017

Convoqué le jeudi 19 janvier 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 janvier 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabi YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Christophe COUR, Perla DANAN, Vincent HALUSKA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS.

Absents :

Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Mise à disposition de locaux associatifs. Autorisation de signer les conventions

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, la Ville de Montpellier souhaite poursuivre son action auprès des acteurs associatifs de la cité en signant des conventions jusqu'au 31 Décembre 2017.

Au vu de l'intérêt communal attaché à chacune de ces structures, un loyer minoré leur sera proposé. Le loyer ou la redevance minorée constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée :

Association	Adresse des locaux	Valeur locative annuelle	Montant du loyer minoré	Aide annuelle en nature
Alcool et les proches	2, rue des Tourterelles 34000 - Montpellier	130 € 00 (12 h/mois)	35 €	95 €
Ecole des Arts Martiaux	2, rue des Tourterelles 34000 - Montpellier	130 € 00 (12 h/mois)	35 €	95 €
Bien Vivre à Aiguelongue	2, rue des Tourterelles 34000 - Montpellier	420 € 00 48 h/mois)	35€	385 €
Blouses roses	2, rue des Tourterelles 34000 - Montpellier	302 € 00 (32 h/mois)	35 €	267 €
Bonsai Club	2, rue des Tourterelles 34000 -	180 € 00 (8 h/mois)	35 €	145 €

	Montpellier			
APAJ Centre gitan	2, rue des Tourterelles 34000 - Montpellier	302 € 00 (32 h/mois)	35 €	267 €
Aiguelongue et Justice en Choeur	2, rue des Tourterelles 34000 - Montpellier	260 € (24 h/mois)	35 €	225 €
Conseil Citoyens	2, rue des Tourterelles 34000 - Montpellier	360 € (8 soirs/mois)	35 €	325 €
Association Française des Usagers des Banques	2, rue des Tourterelles 34000 - Montpellier	180 € (16h/mois)	35 €	145 €
Myosotis	Ex MpT Emma Calvé	25 € 00 (5h/mois)	35 €	-
Radio Campus (ADOREM)	Ex MpT Emma Calvé	885 € 00 (50h/mois)	35 €	850 €
Six Sens	Ex MpT Emma Calvé	448 € (68h /mois)	35 €	403 €
Comité de quartier Nord	Ex MpT Emma Calvé	156 € 00 (24 h/mois)	35 €	121 €
Amitié Franco Vietnamienne	Ex MpT Emma Calvé	224 € 00 (34 h/mois)	35 €	189 €
AFTOC	Ex MpT Emma Calvé	21€ 00 (3h30/mois)	35 €	-
Association Philatélique Montpelliéraine	9, rue de la Poésie	542 € 00 (20 h/mois)	35 €	507 €
Montpel Libre	9, rue de la Poésie	216 € 00 (8 h/mois)	35 €	181 €
Toranomaki	9, rue de la Poésie	357 € 00 (14 h/mois)	35 €	322 €
Le Baobab	La Ruche 11, rue des Abeilles	252 € 00 (12 h/mois)	35 €	217 €
Amicale des Radesthésistes	La Ruche 11, rue des Abeilles	192 € 00 (10 h/mois)	35 €	157 €
Bout'Entrain	La Ruche 11, rue des Abeilles	378 € 00 (18 h/mois)	35 €	343 €
Confédération syndicale des familles	La Ruche 11, rue des Abeilles	252 € (12 h/mois)	35 €	217 €
Passe Pierres	Jacques Prévert 14, rue des Sureaux	115 € 00 (24 h/mois)	35 €	70 €
ANR 34	Jacques Prévert 14, rue des Sureaux	172 € 00 (36 h/mois)	35 €	137 €
Amis des étudiants	Jacques Prévert 12, rue des Sureaux	345 € 00 (72 h/mois)	35 €	310 €
Arceaux Montpellier (foot)	Jacques Prévert 14, rue des Sureaux	432 € 00 (stockage)	35 €	397 €

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les 26 conventions de location du domaine public et privé de la Ville jointes en annexe ;
- d'approuver les loyers et redevances minoré proposés aux 26 associations listées ci-dessus et de porter au Compte administratif de la Ville le montant de ces aides en nature pour un total général de 6370 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 Janvier 2017

Séance publique du jeudi 26 janvier 2017

Convoqué le jeudi 19 janvier 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 janvier 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Christophe COUR, Perla DANAN, Vincent HALUSKA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS.

Absents :

Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Mise à disposition à titre gratuit de salles des Maisons pour tous

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Le Conseil Municipal du 29 Septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous, qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons pour tous par ces associations.

Il est proposé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2016/2017, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 5 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 1075 €

Les associations concernées sont :

MPT CAMUS : RC Lemasson 575€

MPT CHOPIN : Epilepsie France 110€

MPT COLUCCI : Creche La Ribambelle 140€, Lyu Taiko 140€

MPT MERCOURI : Parkpour 110€

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 26 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 2940€

Les associations concernées sont :

MPT BRASSENS : Association Passeurs de cultures, passeurs d'images 220€

MPT CURIE : Fédération national des Cie de théâtre et d'animation 110€, Association St Paul Ste croix 110€, As Celleneuve football 55€

MPT DUBOUT : Justice hirondelle 55€

MPT COLUCCI : Crèche Bamboubulle 55€

MPT ESCOUTAIRE : Aizakadja 165€, Jasmin d'orient 220€, Axents 55€, Comité des fêtes 55€, Crazy rebels 110€, Féminateliens 245€, Enfants Bulgares à Montpellier 55€

MPT PAGNOL : Amitié Franco Malgache 55€, FAC Pas du Loup 110€

MPT VOLTAIRE : Afrikante 110€, Surdi 34 55€, Alavie 275€, Les Amis de la Rochelle 110€, Mare Nostrum 55€, Mad series 110€

MPT PARKS : Amélie deux ailes 55€

MPT LAGRANGE : Bosphore 110€

MPT MERCOURI : Jazz à tous les étages 220€, Eurogrèce 55€, Alisé 110€

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 17 décembre 2015

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature des conventions avec ces associations selon le cadre défini dans le projet d'orientation des Maisons pour tous voté lors du Conseil municipal du 29 septembre 2015.
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 Janvier 2017

**Direction Architecture et
Immobilier**
 Service Gestion Active de la
 Propriété et Sécurité

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier**
n° 2017 / 25

Séance publique du jeudi 26 janvier 2017

Convoqué le jeudi 19 janvier 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 janvier 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michael DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabi YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Christophe COUR, Perla DANAN, Vincent HALUSKA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS.

Absents :

Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Extension de la fourrière municipale Villa chemin de Poutingon Autorisation de dépôt de permis de démolir

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la gestion active de son patrimoine et en vue de garantir la valeur de ses biens immobiliers, la Ville a prévu pour l'année 2017, d'effectuer des travaux de démolition en vue de permettre l'extension de la fourrière municipale.

Ainsi pour mener à bien cette opération, il est nécessaire de déposer le permis de démolir pour les bâtiments suivants : le garage et la maison du gardien Villa chemin de Poutingon - 280 chemin de Poutingon – 34000 MONTPELLIER.

Les travaux consisteront à désamianter et démolir la maison du gardien et le garage, pour un montant estimé des travaux qui s'élève à 75 000€ TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les travaux de démolition des bâtiments susmentionnés ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant l'Adjoint Délégué à signer et déposer le dossier de permis de démolir nécessaire à la réalisation de cette opération ;
- d'autoriser l'imputation des dépenses sur le budget 2017 – chapitre 900 – Fonction 207 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 Janvier 2017

**Direction Architecture et
Immobilier**
Service Gestion Active de la
Propriété et Sécurité

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier**
n° 2017 / 26

Séance publique du jeudi 26 janvier 2017

Convoqué le jeudi 19 janvier 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 janvier 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASILVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabi YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code
Général des Collectivités Territoriales :**

Sophia AYACHE, Christophe COUR, Perla DANAN, Vincent HALUSKA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS.

Absents :

Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Avenant n°2 à la convention conclue entre l'Etat et la Ville de Montpellier en date du 15 octobre 2013 relative à l'installation ou au raccordement de sirènes étatiques au système d'alerte et d'information des populations (SAIP)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre du livre blanc sur la défense et la sécurité nationale de 2008, le gouvernement a décidé de doter les autorités de l'Etat ainsi que les communes d'un « *réseau d'alerte performant et résistant* » constitué de sirènes.

Les services de la direction générale de la sécurité civile et de la gestion de crise (DGSCGC) ont en conséquence conçu un nouveau dispositif, le système d'alerte et d'information des populations (SAIP), qui repose sur une logique de bassins de risques sur lesquels seront positionnés les moyens d'alerte les plus efficaces dont les sirènes d'alerte, eu égard aux circonstances locales (urbanisme, bruit ambiant, sociologie de la population).

Par convention en date du 15 octobre 2013, plusieurs sirènes, appartenant à l'Etat, ont été installées sur 7 bâtiments appartenant à la Ville de Montpellier.

Le présent avenant est établi dans le cadre du renforcement du dispositif d'alerte de la population par l'attribution d'une nouvelle sirène étatique installée sur l'école maternelle François Mitterrand située 297 rue Henri Lagattu.

Toutes les conditions et obligations figurant dans la convention conclue le 15 octobre 2013 entre l'Etat et la Ville de Montpellier demeurent inchangées.

En conséquence, il est proposé au conseil municipal :

- d'approuver l'avenant n°2 à la convention conclue le 15 octobre 2013 entre l'Etat et la Ville de Montpellier, portant sur l'attribution d'une nouvelle sirène étatique installée sur l'école maternelle François Mitterrand, joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 Janvier 2017

Séance publique du jeudi 26 janvier 2017

Convoqué le jeudi 19 janvier 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 janvier 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code
Général des Collectivités Territoriales :**

Sophia AYACHE, Christophe COUR, Perla DANAN, Vincent HALUSKA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS.

Absents :

Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Copropriété Ensemble Centre Commercial et Parking du Polygone Participation de la Ville en tant que copropriétaire aux charges exceptionnelles induites par le projet de rénovation

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le centre commercial du Polygone est un ensemble immobilier commercial ouvert en 1975 et, depuis lors, locomotive commerciale du centre-ville montpelliérain.

Le centre commercial a connu, en 1990, une phase de travaux importants qui a conduit à une surélévation d'un troisième niveau de surface commerciale supplémentaire.

Depuis 1990, le centre n'a fait l'objet que de travaux d'entretien et de relooking commercial.

Autour de 111 enseignes et un peu plus de 45 400 m² de surface commerciale utile (GLA) le composent à l'heure actuelle.

Outre l'intérêt que la Ville porte à cet outil commercial majeur, elle en est également directement copropriétaire au titre des 930 places de stationnement (lots de copropriété 7014 et 7016) situées dans le parking souterrain, et qui appartiennent à l'ensemble immobilier « Copropriété de l'ensemble immobilier Parkings et Centre Commercial du Polygone ».

Face à la nécessité de conforter cet outil, de le moderniser, mais également de procéder à une mise aux normes en particulier des parkings exigée par la réglementation, la copropriété de l'ensemble immobilier a décidé lors de son assemblée générale du 22 juillet 2016 de lancer un programme complet de rénovation du centre et des parkings.

Ce programme de rénovation ne comprend aucune extension de surface commerciale et a principalement pour objet :

- De procéder à un relooking commercial complet,
- D'améliorer le confort - client principalement par le biais d'un apport en luminosité en réalisant un geste architectural fort : la construction d'une verrière toute longueur,

- De reprendre les façades,
- De réaménager l'ensemble des circulations horizontales et verticales, en agrandissant en particulier le mail central,
- D'engager la mise aux normes des parkings souterrains.

La Ville est partie prenante du projet en qualité de détenteur des lots 7014 et 7016 (47 % des parkings), qui correspondent à un peu plus de 10 % de détention de l'ensemble immobilier global, mais également de bénéficiaire depuis 1975 d'une servitude de passage public depuis la place Paul Bec – Echelles de la ville jusqu'à la fin de la dalle du Triangle et donc comprenant le centre commercial du Polygone et son mail central. La copropriété est constituée au-delà de la Ville de 5 autres copropriétaires : la société Citynove - Grands Magasins des Galeries Lafayette, la SCI POLLYMAIR (propriétaire des murs de l'enseigne Monoprix), la société Redevco (propriétaire des murs de l'enseigne C&A), les sociétés SNC Polygone I et II (groupe SOCRI), la société SNC Société des Parkings du Polygone (groupe SOCRI).

Le coût prévisionnel de l'opération de rénovation stricto sensu est de 34,535 M€ HT.

La maîtrise d'ouvrage déléguée par les copropriétaires a été attribuée à la société SOCRI Promotions.

Le calendrier opérationnel prévoit le dépôt de la demande de permis de construire début 2017 pour un octroi à l'été 2017, et un démarrage des travaux au mois de janvier 2018 pour une livraison fin 2018.

Etant donné la qualité diverse des parties prenantes au projet, et en particulier de la Ville qui ne détient que des places de stationnement et des parties communes, à défaut bien entendu de tout espace commercial, l'Assemblée générale du 22 juillet a validé le principe de non-respect des règles de répartition des tantièmes de copropriété pour le financement du programme de rénovation.

Ainsi, bien que détenteur d'un peu plus de 10% de la copropriété, la participation de la Ville est ramenée à 3,52 % soit 1,217 M€ HT.

Ce taux négocié revient à limiter la participation de la Ville à la seule mise aux normes des parkings.

Par ailleurs, en qualité de bénéficiaire de la servitude de passage public de 1975 précitée, elle est également appelée à financer une opération connexe, étude d'esquisse et d'intentions concernant l'aménagement de l'entrée principale du centre commercial côté Comédie et de réaménagement des sols, chiffrée à 21 000 € HT, budget total maximum, à cheval sur le parcellaire de la copropriété, le domaine public et la dalle du Triangle, à hauteur de 10 500€ HT maximum, étude menée dans le cadre de la même opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la Ville à participer à hauteur de 3,52 % capés à 1,217 M€ HT, au titre de charges exceptionnelles de copropriété, au programme de rénovation de l'ensemble immobilier du centre commercial et des parkings du Polygone dont elle copropriétaire,
- D'autoriser la Ville, en qualité de copropriétaire et de bénéficiaire d'une servitude de passage public, à financer à hauteur de 50% capés à 10 500 € HT maximum, l'étude d'intention complémentaire relative à l'aménagement de l'entrée principale du centre commercial côté Comédie et de réaménagement des sols de la dalle du Triangle,
- De dire que les crédits seront prélevés sur le budget de la Ville au titre de sa politique de gestion patrimoniale des biens municipaux,
- D'autoriser le Maire et, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 Janvier 2017

Séance publique du jeudi 26 janvier 2017

Convoqué le jeudi 19 janvier 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 janvier 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabi YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Christophe COUR, Perla DANAN, Vincent HALUSKA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS.

Absents :

Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Attributions de subventions et modifications d'attributions de subventions - Exercice 2017

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

1) Attributions de subventions

○ Dans le cadre de la thématique **SOCIAL / DROIT DES FEMMES**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
55	UNION FEMININE CIVIQUE ET SOCIALE	F		1 400 €
1853	FEMMES ACTIVES MOUV	M	ATELIER FAM	900 €
3855	MOUVEMENT CITOYENNES MAINTENANT	F		500 €
4703	AMICALE DU NID	F		1 300 €
5377	CICADE	M	LIEU DE RESSOURCE SUR LE DROIT DE LA FAMILLE DES FEMMES ETRANGERES OU	1 200 €

			ISSUES DE L'IMMIGRATION	
6370	BIEN VIVRE À AIGUELONGUE	M	ATELIER SANTE CITOYENNETE ET DROIT DES FEMMES	250 €
TOTAL				5 550 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25723, nature 6574, chapitre 925

- Dans le cadre de la thématique **SANTE**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
578	AVENIR SANTE	F		4 000 €
578	AVENIR SANTE	M	LOS ANGELS DE LA NUECH	12 000 €
TOTAL				16 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17563, nature 6574, chapitre 925

- Dans le cadre de la thématique **REUSSITE EDUCATIVE**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
551	OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE DE L'HERAULT	M	OFFRE CULTURELLE	960 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922

2) Modifications d'attributions de subventions

- Dans le cadre de la thématique INTERNATIONAL, par délibération n°2016/499, la Ville de Montpellier a attribué une subvention de 5 000 € à l'association AMICALE DES CATALANS DE MONTPELLIER pour la réalisation du projet « APLEC de Montpellier ». La structure bénéficiaire ne pouvant réaliser le projet, il y a lieu d'annuler l'attribution de cette subvention.
- Dans le cadre des temps d'activités périscolaires, par délibération n°2016/157, la Ville de Montpellier a attribué une subvention de 5 400 € à l'association OAQADI ON A QUELQUE CHOSE À DIRE pour la réalisation du projet « Découverte de la radio, un outil éducatif ». La structure bénéficiaire ne pouvant réaliser intégralement le projet, il y a lieu de modifier l'attribution de cette subvention comme suit :

Code	Structure	Projet	Ancienne attribution	Nouvelle attribution
1810	OAQADI ON A QUELQUE CHOSE À DIRE	Découverte de la radio, un outil éducatif	5 400 €	2 100 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2017 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 22 510 €;

- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'approuver les modifications d'attributions de subventions telles que définies ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 Janvier 2017

Séance publique du jeudi 26 janvier 2017

Convoqué le jeudi 19 janvier 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 janvier 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabbî YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Christophe COUR, Perla DANAN, Vincent HALUSKA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS.

Absents :

Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Reports d'affectations de subventions votées sur des exercices antérieurs

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'exécution du budget 2016, certaines subventions n'ont pu être versées sur l'exercice. Ces subventions concernent notamment des projets nécessitant la production, par la structure subventionnée, des éléments définitifs du dossier. Ces crédits peuvent faire l'objet d'un report.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de réaffecter ces montants de subventions aux structures bénéficiaires suivant la liste ci-dessous et de proroger pour un an la convention ou la lettre d'engagement.

- Dans le cadre de la thématique **ACTIVITES EDUCATIVES ET PERISCOLAIRES**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
38	RADIO AVIVA AMDCJLR	M	INITIATION À LA RADIO	1 575 €
72	CROIX D'ARGENT BASKET CAB	M	PROJET EDUCATIF DE TERRITOIRE CROIX D'ARGENT	450 €
72	CROIX D'ARGENT BASKET CAB	M	PROJET EDUCATIF DE TERRITOIRE GAMBETTA	450 €
88	RADIO AVIVA 88 FM DCJ EN LR	M	DECOUVERTE DES METIERS DE LA RADIO INITIATION AU DEBAT ET REALISATION	900 €
409	JOUEONS EN LUDOTHEQUES	M	LA LUDOTHEQUE A L'ECOLE	4 200 €
699	FEDERATION DES AVEUGLES ET	M	SENSIBILISATION AU HANDICAP	165 €

	AMBLYOPES DE FRANCE - LANGUEDOC ROUSSILLON		VISUEL	
720	LIGUE CONTRE LE CANCER COMITE DE L'HERAULT	M	N'ATTENDS PAS DEMAIN	350 €
789	COMITE DEPARTEMENTAL UFOLEP 34	M	PROJET EDUCATIF PERISCOLAIRE	5 215 €
789	COMITE DEPARTEMENTAL UFOLEP 34	M	PROJET EDUCATIF PERISCOLAIRE	5 215 €
789	COMITE DEPARTEMENTAL UFOLEP 34	M	PROJET EDUCATIF PERISCOLAIRE	5 215 €
819	OUVRE-TÊTE	M	EDUCATION A L'ENVIRONNEMENT	840 €
950	MONTPELLIER AGGLOMERATION NATATION UNIVERSITE CLUB-MUC	M	ACTIVITES NATATION PERISCOLAIRES	450 €
950	MONTPELLIER AGGLOMERATION NATATION UNIVERSITE CLUB-MUC	M	ACTIVITE NATATION PERISCOLAIRE	1 050 €
1046	VISUEL - LANGUE DES SIGNES - LANGUEDOC- ROUSSILLON	M	À TOI DE SIGNER	1 080 €
1240	SATELLITE	M	DANSE A L'ECOLE	700 €
1461	COLLECTIF KOA	M	JAZZ RENCONTRE LES MOMES	3 500 €
1469	LES FRANCAS DE L'HERAULT	M	ANIMATHEQUE	49 000 €
1531	LECTURA E OC	M	LECTURA E OC	450 €
1531	LECTURA E OC	M	L'ORA DEL CONTE (L'HEURE DU CONTE)	1 050 €
1549	COMITE DEPARTEMENTAL DU SPORT ADAPTE HERAULT	M	ACTIVITES PHYSIQUES ADAPTEES CLIS 1 MOSSON	2 400 €
1813	ASSOCIATION AXE SPORT	M	EXPRESSION CORPORELLE : EVEIL A LA MULTI DANSES	450 €
1813	ASSOCIATION AXE SPORT	M	EVEIL CORPOREL MOTRICITE / SPORT	450 €
1813	ASSOCIATION AXE SPORT	M	MULTI-DANSES	450 €
1813	ASSOCIATION AXE SPORT	M	MULTI-SPORTS	450 €
1813	ASSOCIATION AXE SPORT	M	EXPRESSION CORPORELLE ET MULTI-DANSES	1 800 €
1813	ASSOCIATION AXE SPORT	M	MOTRICITE ET MULTI-SPORTQ	1 800 €
1813	ASSOCIATION AXE SPORT	M	MULTI SPORTS	8 260 €

1813	ASSOCIATION AXE SPORT	M	MULTI DANSES	4 830 €
1813	ASSOCIATION AXE SPORT	M	ANGLAIS	4 830 €
1891	MONTPELLIER AGGLOMERATION GRS	M	GRS	900 €
1893	CENTRE CHOREGRAPHIQUE DE MONTPELLIER LANGUEDOC- ROUSSILLON	M	ATELIER DE PRATIQUE CHOREGRAPHIQUE ET DE PRATIQUE DU REGARD	690 €
2324	ECOLE DES ARTS MARTIAUX CHINOIS DE MONTPELLIER	M	DECOUVERTE DES ARTS MARTIAUX CHINOIS	1 011 €
2324	ECOLE DES ARTS MARTIAUX CHINOIS DE MONTPELLIER	M	DECOUVERTE DES ARTS MARTIAUX CHINOIS	4 130 €
2326	MUSIC EVENTS	M	CORPS CURIEUX / CORPS SENSIBLE	3 000 €
2344	MAYANE ASSOCIATION	M	MON QUARTIER FACE AUX RISQUES	300 €
2344	MAYANE ASSOCIATION	M	MON QUARTIER FACE AUX RISQUES	3 000 €
2432	ALLONS'Z'ENFANTS - CIE DIDIER THERON	M	DE L'ECOLE A LA SCENE	780 €
2432	ALLONS'Z'ENFANTS - CIE DIDIER THERON	M	L'ATELIER DES ARTS DU SPECA	1 350 €
2432	ALLONS'Z'ENFANTS - CIE DIDIER THERON	M	L'ATELIER DES ARTS DU SPECTACLE	240 €
2432	ALLONS'Z'ENFANTS - CIE DIDIER THERON	M	L'ATELIER DES ARTS DU SPECTACLE	5 180 €
2502	SPORT TAMBOURIN CLUB DE MONTPELLIER	M	PEDT SPORT TAMBOURIN	900 €
2502	SPORT TAMBOURIN CLUB DE MONTPELLIER	M	TAMBOURIN	2 100 €
3131	MUC SKATEBOARD	M	SKATE A L ECOLE	300 €
3461	CONVERGENCES 34	M	SOUTIEN A LA SCOLARITE ET DEVELOPPEMENT DES CENTRES D INTERETS DE L'ENFANT MOSSON	264 €
3461	CONVERGENCES 34	M	SOUTIEN A LA SCOLARITE ET DEVELOPPEMENT DES CENTRES D INTERETS DE L'ENFANT MILLENAIRE	264 €
3923	ASSOCIATION FORME SPORTS ET LOISIRS	M	TAPS ECOLE FREDERIC BAZILE	720 €
4144	MUC VACANCES	M	MUC VACANCES- TEMPS PRERISCOLAIRE EDUCATIF(TPE)	67 795 €

			2016/2017	
4380	AQUALOVE SAUVETAGE	M	STAGE MINI-SAUVETEURS	2 100 €
4547	LA MAISON DU JUDO	M	JUDO DECOUVERTE	900 €
4586	VACANCES EVASION	M	DEFINITION ET REALISATION D'ACTIVITE EDUCATIVES	15 645 €
5421	THEATRE ENTRE NOUS	M	THEATRE POUR JOUER	190 €
5499	COMPAGNIE LA HURLANTE	M	ATELIER MASCARADE	750 €
5537	MOM'ART FACTORY	M	DES HISTOIRES DANS MA VALISE	1 500 €
5589	THEATRE SOLILOQUE	M	VIVE LE THEATRE AUX HAUTS DE MASSANE	660 €
5844	LES DES-CALES : CLUB ASSOCIATIF LUDO-ENVIRONNEMENTAL	M	EDUCATION PAR LE JEU	2 471 €
5898	LA PETITE FABRIQUE	M	CREA	5 250 €
6049	CELLULE ARTISTIK'	M	PREMIER PAS DANS L'ART A L'ECOLE PRIMAIRE	408 €
6281	RUGBYTOTS MONTPELLIER	M	RUGBYTOTS MONTPELLIER TAPS 2015/2016	1 800 €
6322	ASSOCIATION SOCIO-CULTURELLE SONIKETE FLAMENCO	M	DANSE FLAMENCO ET MUSIQUE FLAMENCO	520 €
6360	CIE ANTIBROUILLARTS	M	VIVE LE TJEATRE AUX HAUTS DE MASSANE	660 €
6497	EAU POUR LA VIE	M	L'EAU ICI ET AILLEURS	2 250 €
6497	EAU POUR LA VIE	M	LES ENJEUX DE L'EAU	5 005 €
	LA COMPAGNIE NECH	M	LE CLAPOTIS CLAP CLAP DE L'EAU	1 350 €
	GROUPE NATURALISTE DE L'UNIVERSITE DE MONTPELLIER	M	INITIATION A LA BIODIVERSITE	1 050 €
TOTAL				243 008 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 24419, nature 6574, chapitre 922

- Dans le cadre de la thématique **REUSSITE EDUCATIVE**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
551	OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE DE L'HERAULT	M	CLASSES DECOUVERTES	55 448 €
551	OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE DE L'HERAULT	F		2 000 €

5097	LES ENFANTS D'HELENE	F		1 500 €
6285	LA MAISON DES HISTOIRES	F		400 €
TOTAL				59 348 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922

- Dans le cadre de la thématique **CONTRAT DE VILLE EDUCATION:**

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1469	LES FRANCAS DE L'HERAULT	M	CENTRE DE LOISIRS DE LA MOSSON	1 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922

- Dans le cadre de la thématique **CULTURE:**

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1523	DANSOMANIA ASSOCIATION	F		5 000 €
1902	ASSOCIATION DU NOUVEAU SAINTE-ANNE	M	24ÈME Nuits de Sainte Anne	1 800 €
1902	ASSOCIATION DU NOUVEAU SAINTE-ANNE	M	24ÈME Nuits de Sainte Anne	3 500 €
3156	PRIMESAUTIER THEATRE	M	LE PRINCIPE DU TRUC!	1 000 €
4377	PULX	M	DISTRICT DANSE	1 500 €
4472	LA VISTA THEATRE DE LA MEDITERRANEE	M	PASS VISTA	3 060 €
4974	LANGUEDOC ROUSSILLON CINEMA	M	MONTPELLIER AU CINEMA	1 050 €
TOTAL				16 910 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, chapitre 923

- Dans le cadre de la thématique **ECOLOGIE URBAINE:**

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
6470	RESEAU DES SEMEURS DE JARDINS	M	SÉMINAIRE ET FORMATION DU JARDINAGE BIO	500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2375, nature 6574, chapitre 928

- Dans le cadre de la thématique **ECONOMIE / EMPLOI:**

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1196	BGE MONTPELLIER	M	CITÉSLAB MONTPELLIER	1 200 €
5331	MILLENERGIES	F		7 000 €
TOTAL				8 200 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2390, nature 6574, chapitre 929

- Dans le cadre de la thématique **ECONOMIE DES RESSOURCES ET DU PATRIMOINE**:

Code	Structure	Type	Montant
4254	PATRIMOINE ET.ARCHITECTURE	F	800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 18891, nature 6574, chapitre 920

- Dans le cadre de la thématique **ENFANCE**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1205	CRECHE ASSOCIATIVE UNE SOURIS VERTE	M	PROJET D'EXTENSION DES LOCAUX DE LA STRUCTURE MULTI-ACCUEIL	61 766 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21433, nature 20422, chapitre 900

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1205	CRECHE ASSOCIATIVE UNE SOURIS VERTE	M	AGRANDISSEMENT DES LOCAUX	20 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25652, nature 20422, chapitre 906

- Dans le cadre de la thématique **FINANCES**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
5074	CONFRERIE DES PENITENTS BLANCS	M	RESTAURATION DE LA CHAPELLE SAINT FOY	5 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 18891, nature 6574, chapitre 920

- Dans le cadre de la thématique **INTERNATIONAL**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1608	AMITIES FRANCO- COLOMBIENNES DE MONTPELLIER	F		700 €
5072	ASSOCIATION DE GESTION DE LA MAISON DE MONTPELLIER A HEIDELBERG	M	30 ANS DE MAISON DE MONTPELLIER ET 55 ANS DE JUMELAGE ENTRE MONTPELLIER ET HEIDELBERG	3 900 €
5072	ASSOCIATION DE GESTION DE LA MAISON DE MONTPELLIER A HEIDELBERG	M	ACHAT DE MOBILIER	1 500 €
6575	CODIGE	M	COLLOQUE FRANCO- BRÉSILIEN BRAFITEC	1 000 €

TOTAL	7 100 €
-------	---------

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1350, nature 6574, chapitre 920

○ Dans le cadre de la thématique **JEUNESSE & SPORTS:**

- JEUNESSE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
775	MONTPELLIER SAUVETAGE	M	ACTION ET FORMATION CITOYENNE	1 300 €
5942	ETUDIANTS POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE ASSOCIATIF EDDA	M	GESTION ET COMMUNICATION DE LA ROUTE DES PAPILLONS	500 €
TOTAL				1 800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937, nature 6574, chapitre 924

- SPORTS

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
950	MONTPELLIER AGGLOMERATION NATATION UNIVERSITE CLUB-MUC	M	CHAMPIONNATS DE FRANCE ÉLITE NATATION QUALIFICATIFS POUR LES JEUX OLYMPIQUES	18 000 €
1195	LIONS CLUB MONTPELLIER LANGUEDOC	M	20 KM DE MONTPELLIER	3 000 €
1309	POMPIGNANE SPORT ET CULTURE	F		1 900 €
2608	RACING-CLUB LEMASSON MONTPELLIER	M	LOU CLAPAS CUP	1 050 €
3176	FESTIVAL INTERNATIONAL DES SPORTS EXTREMES - FISE	M	FISE	70 000 €
4556	MONTPELLIER EAUX VIVES CANOE-KAYAK MEVCK	M	MINI MARATHON REGIONAL DE COURSE EN LIGNE DE MONTPELLIER A PALAVAS	1 000 €
4806	ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE PAILLADE MERCURE	F		4 000 €
4913	ASSOCIATION SPORTIVE ATLAS PAILLADE	F		3 450 €
5368	MONTPELLIER RUGBY CLUB SASP	F		51 000 €
5442	SAS MONTPELLIER AGGLOMERATION HANDBALL	F		7 000 €
5442	SAS MONTPELLIER HANDBALL	F		72 500 €
5443	SASP MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB	F		45 000 €

	SASP MHSC			
5443	SAS MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB SAS MHSC	F		42 500 €
5886	FOOTBALL CLUB MONTPELLIER CÉVENNES	F		500 €
6428	FEDERATION FRANCAISE DE KARATE ET DISCIPLINES ASSOCIES	M	CHAMPIONNATS D'EUROPE DE KARATE 2016	7 500 €
	COMITE D'ORGANISATION France 2017 COUPE DU MONDE DE HANDBALL	M	COUPE DU MONDE DE HANDBALL 2017 – Participation 2015	50 000 €
	COMITE D'ORGANISATION France 2017 COUPE DU MONDE DE HANDBALL	M	COUPE DU MONDE DE HANDBALL 2017 – Participation 2016	65 000 €
TOTAL				443 400 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 924

- PARTENARIAT SPORTS

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
2139	ASPTT MONTPELLIER	M	STAGE"LA TÊTE ET LES JAMBES"	1 200 €
3659	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE TAEKWONDO	M	PARTENARIAT SPORT	1 200 €
5697	SLACKADDICT	M	STAGES VACANCES SCOLAIRES	1 500 €
TOTAL				3 900 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25722, nature 6574, chapitre 924

o Dans le cadre de la thématique **SANTE**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
578	AVENIR SANTE	M	LOS ANGELS DE LA NUECH 2015	3 600 €
578	AVENIR SANTE	M	LOS ANGELS DE LA NUECH 2016	3 600 €
2814	OPERES DU COEUR ET MALADES CARDIAQUES	F		1 300 €
5615	ASSOCIATION FRANCAISE POUR LES FAMILLES DE DONNEURS D'ORGANES - AFFDO	M	OEUVRE D'ART EN HOMMAGE AUX DONNEURS D'ORGANES ET À LEURS FAMILLES	3 000 €
TOTAL				11 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17563, nature 6574, chapitre 925

o Dans le cadre de la thématique **SOCIAL**:

- CONTRAT DE VILLE COHESION SOCIALE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
25	LES PETITS DEBROUILLARDS LANGUEDOC ROUSSILLON	M	LA SCIENCE EN BAS DE CHEZ TOI	1 000 €
25	LES PETITS DEBROUILLARDS LANGUEDOC ROUSSILLON	M	AUX SCIENCES CITOYENS-PRÈS D'ARÈNES	1 000 €
25	LES PETITS DEBROUILLARDS LANGUEDOC ROUSSILLON	M	SCIENCES DANS MON QUARTIER	1 000 €
64	ADAGES	M	ESPACE JEUNESSE	1 050 €
71	I.PROJET-ECHANGES INTERNATIONAUX CULTURE CITOYENNETE IPEICC	M	TIERS LIEU CULTUREL ET ARTISTIQUE	1 200 €
71	I.PROJET-ECHANGES INTERNATIONAUX CULTURE CITOYENNETE IPEICC	M	UNIVERSITÉ DU CITOYEN	1 200 €
661	ASSO DEPARTEMENTALE D'INFORMATION ET D'AIDE AUX VICTIMES	M	ADIAV	1 950 €
789	COMITE DEPARTEMENTAL UFOLEP 34	M	ACCUEIL JEUNES MOSSON	1 200 €
1196	BGE MONTPELLIER	M	CITÉSLAB MONTPELLIER	11 000 €
1281	KAINA	M	KAINA.TV	1 200 €
1281	KAINA	M	KAÏNA TV	1 200 €
1424	COLLEGE LAS CAZES	M	SOUTENIR LES APPRENTISSAGES POUR LA RÉUSSITE SCOLAIRE	500 €
1464	CESAM MIGRATIONS SANTE LANGUEDOC, COMITE POUR LA SANTE	M	POUR UNE PRISE EN CHARGE DES FRAGILITÉS PSYCHO- SOCIALES: MÉDIATION INTERCULTURELLEET SOUTIEN À LA PARENTALITÉ	1 500 €
1755	CENTRE ACCOMPAGNEMENT DE PARCOURS ADULTES ET JEUNES	M	ACCÈS AUX DROITS ET E- ADMINISTRATION	2 000 €
1755	CENTRE ACCOMPAGNEMENT DE PARCOURS ADULTES ET JEUNES	M	WEBACTION- MÉDIATION EMPLOI	960 €
1909	CENTRE D'INFORMATION DES DROITS DES FEMMES	M	ACCÈS AUX DROITS ET MÉDIATION	1 500 €

	ET FAMILLES - CIDFF		FAMILIALE	
1961	UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE L'HERAULT	M	MÉDIATION LOCATIVE CÉVENNES	1 200 €
2004	ASSOCIATION JEUNES PHOBOS ET PAILLADE NORD	M	GUDIANCE SOCIO ECONOMIQUE	1 050 €
2004	ASSOCIATION JEUNES PHOBOS ET PAILLADE NORD	M	ACCÈS AUX DROITS ET MÉDIATION SOCIALE	1 050 €
2575	ECOLE DES PARENTS ET DES EDUCATEURS DE L'HERAULT	M	POINT ECOUTE POUR LES PARENTS	1 500 €
2776	DECLIC FAMILLES ET TOXICOMANIES	M	PRÉVENTION ET ACCÈS À LA SANTÉ DES JEUNES ET DES FAMILLES EN GRANDE DIFFICULTÉ	3 500 €
3932	ASSOCIATION DES CEVENNES INSERTION, LOISIRS ET EDUCATION - ACLE	M	ATELIERS SOCIOLINGUISTIQUES	1 050 €
3932	ASSOCIATION DES CEVENNES INSERTION, LOISIRS ET EDUCATION - ACLE	M	ATELIERS SOCIO- LINGUISTIQUES	1 350 €
4163	VIA VOLTAIRE	M	INTERFACE	1 500 €
4163	VIA VOLTAIRE	M	PRÉVENTION, SOUTIEN, ORIENTATION SANITAIRE ET SOCIALE POUR LES JEUNES	2 100 €
4388	LE PASSE MURAILLE	M	CHANTIERS CITOYENS	3 000 €
4472	LA VISTA THEATRE DE LA MEDITERRANEE	M	ACTIONS CULTURELLES DU THÉÂTRE LA VISTA	500 €
4773	DEFI - DEVELOPPEMENT, FORMATION, INSERTION	M	ACCUEIL, INFORMATION ET MÉDIATION DE PROXIMITÉ	1 350 €
4807	ASSOCIATION TIN HINAN	M	VERS UNE INTÉGRATION SOCIO- LINGUISTIQUE RÉUSSIE	1 050 €
4807	ASSOCIATION TIN HINAN	M	LEVER LES FREINS D'ACCÈS À LA CITOYENNETÉ	1 050 €
4807	ASSOCIATION TIN HINAN	M	POUR LEVER LES FREINS D'ACCÈS À LA CITOYENNETÉ	1 200 €
4807	ASSOCIATION TIN HINAN	M	VERS UNE INTÉGRATION SOCIO-	1 050 €

			LINGUISTIQUE RÉUSSIE	
4841	VIVRE ENSEMBLE EN CITOYENS QUARTIER DES CEVENNES AVEC	M	AIDE ÉDUCATIVE AUPRÈS DES PARENTS	1 200 €
4900	ASSOCIATION NATIONALE COMPAGNONS BATISSEURS ETS LR	M	ATELIER DE QUARTIER MONTPELLIER	1 350 €
4900	ASSOCIATION NATIONALE COMPAGNONS BATISSEURS ETS LR	M	ESPACE RESSOURCES HABITAT	1 350 €
5214	INSTITUT FORMATION INSERTION MEDITERRANEE	M	CLUB	1 350 €
5233	CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT CDAD	M	FACILITER L'ACCÈS AU DROIT PAR L'ACCÈS À DES INFORMATIONS ET CONSULTATIONS JURIDIQUES GRATUITES	3 000 €
5249	SERVICE D'ORIENTATION ET DE MEDIATION POUR L'INSERTION SOCIALE - SOMIS	M	MÉDIATION ADMINISTRATIVE ET SOCIALE, INTERPRÉTARIAT, ÉCRIVAIN PUBLIC	1 560 €
5951	LE LAIT SUR LE FEU	M	DES PAROLES ET DES IMAGES 1.3	500 €
5951	LE LAIT SUR LE FEU	M	TRACES1.3/LE PETIT BARD FAIT SON CINÉMA/PASSEURS D'IMAGES	500 €
6336	UNIS CITE	M	METTRE EN PLACE UN PROGRAMME DE SERVICE CIVIQUE POUR LES JEUNES DE MONTPELLIER MÉTROPOLE	1 500 €
TOTAL				65 270 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498, nature 6574, chapitre 925

- COHESION SOCIALE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
64	ADAGES	F		1 000 €
369	INSTITUT DE VICTIMOLOGIE DU LANGUEDOC-ROUSSILLON	M	SUIVIS PSYCHOLOGIQUE DE 30 JEUNES	1 000 €
1036	PREVENTION SPECIALISEE 34	M	CHANTIERS EDUCATIFS	6 000 €
1036	PREVENTION SPECIALISEE 34	F		3 600 €
4907	RESEAU ACCUEIL	F		1 350 €

	INSERTION HERAULT RAIH			
4908	FACE HERAULT	F		1 200 €
5765	H2M	F		1 800 €
TOTAL				15 950 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498, nature 6574, chapitre 925

Code	Structure	Type	Montant
1036	ASSOCIATION PREVENTION SPECIALISEE 34	F	71 772 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 24291, nature 65733, chapitre 925

- DROIT DES FEMMES

Code	Structure	Type	Montant
1909	CENTRE D'INFORMATION DES DROITS DES FEMMES ET FAMILLES - CIDFF	F	3 600 €
3359	MOUVEMENT DU NID	F	2 040 €
4807	ASSOCIATION TIN HINAN	F	1 200 €
TOTAL			6 840 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25723, nature 6574, chapitre 925

- LUTTE CONTRE L'EXCLUSION

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
650	GAMMES UNION DES ASSOCIATIONS DU CSO ESPOIR	M	CRÉATION D'UN CADA DE 90 PLACES	30 000 €
1942	BANQUE ALIMENTAIRE DE L'HERAULT	M	INSTALLATION D'UNE CHAMBRE FROIDE NEGATIVE	10 000 €
1942	BANQUE ALIMENTAIRE DE L'HERAULT	M	LOCATION DE 5 FOURGONS	1 000 €
TOTAL				41 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1966, nature 6574, chapitre 925

- HANDICAP

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
697	APSH 34 - ASSOCIATION POUR PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP	M	HANDIJOB	2 200 €
1828	MONTPELLIER TANDEM CLUB HANDISPORT MTCH	M	ORGANISATION D'UNE SORTIE TANDEM SUR UN WEEK-END	600 €
4861	AMETHYSTE	F		1 500 €
5974	CAP'A CITE	F		500 €
TOTAL				4 800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21496, nature 6574, chapitre 925

- LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
4786	LESBIAN AND GAY PRIDE LANGUEDOC- ROUSSILLON	F		1 950 €

4786	LESBIAN AND GAY PRIDE LANGUEDOC- ROUSSILLON	M	CONFÉRENCES EUROPÉENNES ET INTERNATIONALES EPOA ET INTERPRIDE WORLD	3 000 €
4786	FIERTE MONTPELLIER PRIDE	M	MARCHE DES DIVERSITÉS GAY PRIDE ET NUIT DES DIVERSITÉS	5 000 €
5233	CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT CDAD	F		3 500 €
TOTAL				13 450 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1398, nature 6574, chapitre 925

- SOLIDARITE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
64	ADAGES	F		1 500 €
64	ADAGES	F		3 000 €
1755	CENTRE ACCOMPAGNEMENT DE PARCOURS ADULTES ET JEUNES	F		1 050 €
1914	LA PORTE OUVERTE	F		4 000 €
2800	ASSOCIATION NOUAS	F		2 250 €
5607	PASTORALE PROTESTANTE ET EVANGELIQUE DE MONTPELLIER	M	NOEL DE L'ESPOIR	2 550 €
TOTAL				14 350 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21497, nature 6574, chapitre 925

○ Dans le cadre de la thématique **URBANISME ET AMENAGEMENT DURABLE:**

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
4900	ASSOCIATION NATIONALE COMPAGNONS BATISSEURS ETS LR	M	ATELIER DE QUARTIER MONTPELLIER	2 700 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 16191, nature 6574, chapitre 928

○ Dans le cadre de la thématique **VIE ASSOCIATIVE:**

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
182	LA GARRIGA LENGADOCIANA	F		800 €
1248	ASSOCIATION DES RESIDENTS D'ANTIGONE - ADRA	M	JOURNEE DU PATRIMOINE QUARTIER ANTIGONE	200 €
6631	LES 4 HORIZONS	F		1 000 €

TOTAL	2 000 €
-------	---------

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1260, nature 6574, chapitre 920

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'adopter le report de l'affectation des subventions indiquées ci-dessus sous réserve de signature des lettres d'engagement ou conventions types ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 Janvier 2017

Séance publique du jeudi 26 janvier 2017

Convoqué le jeudi 19 janvier 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 janvier 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Christophe COUR, Perla DANAN, Vincent HALUSKA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS.

Absents :

Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Convention de partenariat entre la Ville et la Cour des comptes dans le cadre de l'expérimentation de la certification des comptes locaux

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier s'est engagée de manière volontariste dans une démarche de transparence de la gestion de ses comptes. Montpellier a l'ambition d'offrir à ses citoyens un niveau de lisibilité aussi important que celui exigé par les actionnaires des grandes entreprises

Après avoir candidaté à l'expérimentation de la certification de ses comptes prévu par l'article 110 de la loi du 07 août 2015 (loi NOTRe), la Ville fait partie des 25 collectivités (dont 10 communes) retenues pour engager la démarche de certification garantissant le niveau de qualité de tenue de leurs finances.

Sur les 10 communes retenues parmi les 25 lauréats, deux communes seulement comptent de plus de 200 000 habitants : Montpellier et Paris.

Aujourd'hui, les chambres régionales des comptes contrôlent tous les 4 à 5 ans les comptes des collectivités, et analysent de façon ciblée la qualité et le respect des normes comptables.

En s'engageant dans ce processus de certification, la Ville de Montpellier, après une période d'expérimentation de 8 ans, soumettra à la certification chaque année la régularité et la sincérité de ses comptes.

Il est proposé de s'engager dans ce dispositif avec la Cour des Comptes par le biais d'une convention de partenariat qui, comme le prévoit de l'article 110 de la loi NOTRe, « *définit les modalités de mise en œuvre et précise les acteurs chargés de cette certification expérimentale et les moyens qui l'accompagnent* ».

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la convention annexée à la présente délibération,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 Janvier 2017

Séance publique du jeudi 26 janvier 2017

Convoqué le jeudi 19 janvier 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 janvier 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Christophe COUR, Perla DANAN, Vincent HALUSKA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS.

Absents :

Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Garantie d'emprunt – Ville de Montpellier/SA3M Restanque 5,5 M€ Caisse des Dépôts et Consignations

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'opération La RESTANQUE, confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole, la SA3M souhaite réaliser un emprunt de 5,5 M€ pour financer le portage financier de cette opération importante pour le développement de la Ville de Montpellier.

Aussi, après négociation avec des banques partenaires, la SA3M a obtenu auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, l'emprunt suivant :

- o Montant : 5 500 000 €
- o Durée totale : 7 ans, à compter de la date de versement
- o Périodicité des échéances : mensuelle
- o Taux : 0.60%
- o Amortissement constant
- o Garantie de la Ville de Montpellier : 80%
- o Indemnité actuarielle en cas de remboursement anticipé
- o En cas de défaut de remboursement du prêt ou, en cas de défaut de paiement de toute somme due en vertu du contrat, les sommes échues et impayées porteront intérêt au taux d'intérêt applicable au prêt majoré de 600 points de base à compter de leur date d'exigibilité.
- o Affectation du prêt au remboursement du COI sur Restanque

La garantie de la Ville est proposée à hauteur de 80 % des montants contractés. Cette garantie est accordée pour la durée totale du prêt à hauteur de 4 400 000 €.

La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du Contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accorder le cautionnement solidaire de la Ville à hauteur de 80 % de l'emprunt que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) va contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations à hauteur de 4 400 000 € de garantie, aux conditions précisées ci-dessus
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 Janvier 2017

Séance publique du jeudi 26 janvier 2017

Convoqué le jeudi 19 janvier 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 janvier 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabi YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Christophe COUR, Perla DANAN, Vincent HALUSKA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS.

Absents :

Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Mise en place du paiement en ligne des titres de recettes via l'appliquatif TIPI

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le prolongement de la modernisation des moyens de paiement, la Ville de Montpellier souhaite adhérer à l'application des titres payables sur internet (TIPI) en partenariat avec la Direction Générale des Finances Publiques par la présente convention.

Les comptables de la Direction Générale des Finances Publiques sont seuls habilités à manier les fonds des collectivités territoriales. Dans ce cadre, l'ordonnateur émet des titres de recettes exécutoires en regard des prestations de services rendues aux usagers. Ainsi, chaque année, la Ville de Montpellier émet environ 15 000 titres de recettes. Après contrôle de leur régularité, le comptable public prend en charge ces titres de recettes avant d'en assurer le recouvrement.

Le service de paiement en ligne dénommé TIPI permet aux usagers des collectivités adhérentes de payer par l'intermédiaire du gestionnaire de télépaiement de la Direction Générale des Finances Publiques les créances ayant fait l'objet d'un titre exécutoire et pris en charge par le comptable public.

Les objectifs de la présente convention sont les suivants :

- Offrir un service public réactif et accessible à tous les usagers,
- Augmenter la rapidité du recouvrement des titres de recettes,
- Renforcer le taux du recouvrement des titres de recettes.

Les frais de fonctionnement liés à cette application sont à la charge de la Direction Générale des Finances Publiques, la Ville de Montpellier aura à sa charge le coût du commissionnement carte bancaire en vigueur.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser la signature de la convention d'adhésion au service de paiement en ligne des titres de recettes ;
- D'autoriser le prélèvement des dépenses relatives au coût du commissionnement carte bancaire sur le budget 2017 de la Ville, tous chapitres ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 Janvier 2017

Séance publique du jeudi 26 janvier 2017

Convoqué le jeudi 19 janvier 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 janvier 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabi YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Christophe COUR, Perla DANAN, Vincent HALUSKA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS.

Absents :

Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité ou à une obligation de transmission au représentant de l'Etat Changement d'opérateur de télétransmission Autorisation de signer l'avenant n° 1 à la convention

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération n° 2009/283 du Conseil municipal du 22 juin 2009, la Ville de Montpellier et la Préfecture de l'Hérault ont conclu une convention de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité.

La télétransmission sécurisée présente un avantage conséquent pour la Ville de Montpellier, sécurisant et rendant plus rapide la transmission en Préfecture, condition du caractère exécutoire de ses actes.

Le présent avenant à cette convention est établi afin de prendre en compte le changement de tiers de télétransmission agréé exploitant le dispositif homologué de transmission des actes de la collectivité soumis au contrôle de légalité.

L'Association ADULLACT par l'intermédiaire de la plate-forme S²LOW permet aux collectivités la transmission dématérialisée d'informations vers les administrations centrales : elle permet ainsi la transmission des actes aux préfectures via le protocole ACTES mis en place par le ministère de l'Intérieur.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer l'avenant n° 1 à la convention de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 Janvier 2017

Séance publique du jeudi 26 janvier 2017

Convoqué le jeudi 19 janvier 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 janvier 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabi YOUSSOU.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Christophe COUR, Perla DANAN, Vincent HALUSKA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS.

Absents :

Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Convention de sensibilisation aux bonnes pratiques pour les marchés publics du bâtiment

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le secteur du bâtiment représente une composante essentielle du tissu économique national et local.

La ville de Montpellier, est l'un des principaux donneurs d'ordre publics dans le domaine du bâtiment et des travaux publics sur le territoire régional.

La commande publique constitue un des principaux leviers que la Ville de Montpellier développe avec pour objectif constant le soutien de l'économie et de l'emploi, plus particulièrement dans ce secteur du bâtiment public.

La Fédération du Bâtiment de l'Hérault est une organisation représentant les artisans et les entrepreneurs du Bâtiment.

A ce titre, elle souhaite faciliter l'accès de ces derniers aux marchés publics de travaux en définissant de concert avec les collectivités locales et leurs groupements des règles de bonnes pratiques tendant à simplifier, harmoniser et clarifier les procédures de mise en concurrence telles que définies dans les textes en vigueur.

Animées de cette volonté de participer au développement du tissu économique local dans le strict respect partagé des principes de liberté d'accès, d'égalité de traitement et de transparence des procédures, la Fédération du Bâtiment de l'Hérault et la Ville de Montpellier s'étaient déjà rapprochées en 2013 afin d'établir une convention de bonnes pratiques pour l'application du Code des marchés publics.

La Ville de Montpellier et la Fédération du Bâtiment conviennent aujourd'hui de la nécessité de renouveler cette convention afin de:

- Tenir compte des évolutions réglementaires issues de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

- Réaffirmer les objectifs communs de transparence et d'accès des entreprises à la commande publique

Cette nouvelle convention associe également Montpellier Méditerranée Métropole, signataire jusque-là d'une convention propre, permettant ainsi une harmonisation des procédures, source de simplification pour les entreprises candidates aux marchés publics.

Cette convention porte à la fois sur les procédures de publicité et de mise en concurrence, sur l'analyse des offres, ainsi que sur l'exécution des marchés publics notamment en termes financier.

Elle réaffirme la volonté des parties de développer des actions d'information et de sensibilisation auprès des entreprises du bâtiment et des travaux publics afin de leur permettre de répondre le plus efficacement possible aux consultations lancées par les personnes publiques.

Elle réaffirme également les objectifs d'une commande publique plus qualitative attachée à retenir les offres les mieux disantes, luttant contre les offres anormalement basses et prenant en compte les préoccupations sociales et environnementales par la rédaction de clauses et critères spécifiques.

Ces dispositions s'appliquent à tous les marchés lancés par la Ville quel que soit leur montant.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de sensibilisation aux bonnes pratiques pour les marchés publics du bâtiment à intervenir avec Montpellier Méditerranée Métropole et la Fédération du Bâtiment de l'Hérault ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 Janvier 2017

Séance publique du jeudi 26 janvier 2017

Convoqué le jeudi 19 janvier 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 janvier 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Christophe COUR, Perla DANAN, Vincent HALUSKA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS.

Absents :

Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

MARCHES PUBLICS - Modifications du règlement intérieur de passation des marchés publics à procédure adaptée

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les marchés publics sont des contrats conclus à titre onéreux avec des opérateurs publics ou privés pour répondre à des besoins de travaux, fournitures ou services.

Ils sont assujettis à des règles de fond et de forme désormais prévues par l'ordonnance du 23 juillet 2015 et le décret du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

En dessous de certains seuils, 209 000 euros H.T. pour les fournitures et services et 5 225 000 euros H.T. pour les travaux, les marchés publics sont, en application de la réglementation, passés sous une forme adaptée.

Certains marchés sont également passés sous une forme adaptée quel que soit leur montant (marchés relevant des articles 28 et 29 du décret du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics) et ceci en raison de leur objet spécifique (services sociaux, services spécifiques, services juridiques de représentation).

Cette forme adaptée est définie librement par le pouvoir adjudicateur sous condition, toutefois, de respecter les principes généraux de liberté d'accès à la commande publique, d'égalité de traitement des candidats et de transparence des procédures.

Depuis 2010, la Commune a adopté un règlement intérieur définissant les règles internes applicables à ces marchés à procédure adaptée

L'évolution constante du droit des marchés public impose que ce règlement soit régulièrement modifié.

Les modifications vous étant aujourd'hui proposées sont de deux ordres :

- Des évolutions de formes et de références visant à prendre en compte l'ordonnance du 23 juillet 2015 et du décret du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics qui se sont substitués au code des marchés publics.
- La modification du premier seuil interne de procédure. Jusque-là ce seuil était fixé à 15 000 € HT. Il vous est aujourd'hui proposé d'appliquer la liberté laissée par les textes en fixant ce premier seuil à 25 000 € HT. Jusqu'à ce montant, il n'existe pas d'obligation de publicité et de mise en concurrence mais il est demandé aux services de solliciter des devis dans un souci de bonne gestion des deniers publics. Cette modification permettra de faciliter et fluidifier les achats de plus faible montant.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver les modifications apportées au règlement intérieur de passation des marchés publics à procédure adaptée de la Ville de Montpellier ;
- D'approuver ledit règlement tel qu'annexé à la présente délibération.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 27 Janvier 2017

Séance publique du jeudi 26 janvier 2017

Convoqué le jeudi 19 janvier 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 janvier 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASILVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabi YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Christophe COUR, Perla DANAN, Vincent HALUSKA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS.

Absents :

Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Convention de groupement de commandes avec MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE pour l'acquisition d'un logiciel de commande publique

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans un objectif de coordination et de groupement des achats, afin d'aboutir à des économies d'échelle et de rationaliser les achats et la dépense publique, ainsi que dans le cadre de la coopérative de services, la Métropole propose de mutualiser la procédure de mise en concurrence relative à l'acquisition d'un logiciel de commande publique.

Pour ce faire, la constitution d'un groupement de commandes en application de l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics est nécessaire.

La convention de groupement de commandes proposée définit les modalités de fonctionnement du groupement et désigne la Métropole comme coordonnateur.

A ce titre, la Métropole sera chargée de procéder à l'ensemble de la procédure de mise en concurrence, dans le respect de l'ordonnance susvisée et du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, de désigner l'attributaire et de lui notifier le marché ou l'accord cadre.

La procédure de passation sera conduite sur la base des besoins fonctionnels globaux suivants : recensement des besoins et planification, rédaction des pièces administratives et financières du dossier de consultation des entreprises, suivi administratif de la procédure de mise en concurrence, suivi technique et financier du marché, interfaces avec un logiciel financier, formation.

La signature de la présente convention n'emporte, pour la Ville, aucune obligation d'achat de la totalité des éléments fonctionnels susvisés. La procédure d'achat qui sera conduite par la Métropole laissera à la Ville toute latitude pour, à son issue, n'acquiescer qu'une partie de ces éléments voire aucun en fonction des besoins.

La Ville sera responsable de l'exécution du marché ou accord-cadre conclu à l'issue de la procédure de mise en concurrence, à hauteur de ses propres besoins.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la constitution d'un groupement de commandes avec Montpellier Méditerranée Métropole pour l'acquisition d'un logiciel de commande publique ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la présente convention constitutive du groupement de commandes ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 Janvier 2017

Séance publique du jeudi 26 janvier 2017

Convoqué le jeudi 19 janvier 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 janvier 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Christophe COUR, Perla DANAN, Vincent HALUSKA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS.

Absents :

Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Protection fonctionnelle des élus et agents de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Aux termes de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, les agents publics, titulaires ou non titulaires, peuvent bénéficier de la protection fonctionnelle.

Cette protection bénéficie également aux élus conformément aux articles L. 2123-34 et L. 2123-35 du code général des collectivités territoriales.

Cette protection peut leur être octroyée par l'administration dans trois hypothèses :

- Lorsque l'agent ou l'élue est victime d'atteinte à son honneur et à son intégrité en raison de ses fonctions (menace, violence, voie de fait, injure, diffamation, outrage) ;
- Lorsque l'agent ou l'élue est poursuivi civilement par un tiers pour faute de service et que le conflit d'attribution n'a pas été élevé ;
- Lorsque l'agent ou l'élue est poursuivi pénalement pour faute de service.

L'agent ou l'élue qui souhaite bénéficier de la protection fonctionnelle doit en faire la demande par écrit à l'autorité territoriale en donnant tous les éléments d'information et justificatifs concernant les faits et les circonstances motivant cette demande.

L'octroi de la protection fonctionnelle par la commune de Montpellier se traduit, outre une assistance de l'agent, par la mise en œuvre de différents moyens :

- Prise en charge des honoraires d'avocat utiles à la défense de la victime en cas de poursuites judiciaires engagées ainsi que les frais annexes de procédure, sur justificatifs ;
- Prise en charge des dommages et intérêts alloués à la victime sur la base de la décision juridictionnelle définitive (la collectivité se retournant ensuite contre l'auteur du dommage pour recouvrer les condamnations proposées), ainsi que les condamnations civiles.

En cas de préjudice subi par la commune, celle-ci pourra également se constituer partie civile (recouvrement des frais liés aux accidents de service notamment).

La protection fonctionnelle accordée n'est pas inconditionnelle. Il appartient à la collectivité de pouvoir apprécier jusqu'à quel point elle apporte son soutien. Ainsi, la prise en charge n'est accordée que jusqu'à la date où la juridiction initialement saisie des faits se sera prononcée.

Toute poursuite de la procédure au-delà de cette étape qui pourrait être souhaitée par la victime, donnera lieu à une nouvelle demande de protection afin de permettre à la collectivité de pouvoir apprécier si sa prise en charge est toujours fondée.


Le Conseil municipal étant compétent, il lui est demandé de se prononcer sur les demandes de protection fonctionnelle telles que précisées dans l'annexe à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'octroi de la protection fonctionnelle dans les modalités ci-dessus évoquées aux élus et agents, et pour les faits tels que désignés dans la pièce annexée à la présente délibération ;
- D'approuver notamment à ce titre les prises en charge financières découlant de cette protection : frais de justice et de représentation, pris en charge des condamnations civiles ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;
- De dire que les dépenses relatives à cette affaire seront prélevées sur les crédits inscrits au budget de la collectivité nature fonction : 6227-920 200.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 Janvier 2017

Direction des Ressources Humaines
Service Gestion
Prévisionnelle des Postes et des Emplois

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2017 / 38

Séance publique du jeudi 26 janvier 2017

Convoqué le jeudi 19 janvier 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 janvier 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASILVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSOU.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Christophe COUR, Perla DANAN, Vincent HALUSKA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS.

Absents :

Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Modification du tableau de suivi des effectifs

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier :

La création de deux postes de Technicien et d'un poste d'adjoint du patrimoine pour tenir compte des besoins de la collectivité.

I- Créations de postes :

Filière Technique :

Technicien Territorial : création de deux postes

Filière culturelle :

Adjoint du patrimoine : création d'un poste

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 Janvier 2017

Décisions

**Rapportées en séance du Conseil municipal
Du 26 janvier 2017**

**AVENANT n°1 au marché passé selon une procédure
adaptée pour la Formation BPJEPS Option Loisirs
Tous Publics MAPA N° 6B0089**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêt donnant délégation de signature de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller municipal délégué aux Ressources Humaines.

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier a attribué le marché 6B0089 « Formation BPJEPS Option Loisirs Tous Public » à l'organisme de formation Union Régionale des Francas du Languedoc-Roussillon pour un montant maximum de 55 000€ ;
- Que le prix unitaire de la formation a augmenté et permet seulement à 10 agents d'intégrer cette formation ;
- Qu'un agent supplémentaire inscrit à une session précédente doit intégrer cette formation afin de valider les unités de capitalisations manquantes pour l'obtention de son BPJEPS ;
- Qu'il est nécessaire que cet agent soit titulaire du BPJEPS option Loisirs Publics pour exercer ses fonctions ;
- Que le montant de la formation pour obtenir ces unités des capitalisation s'élève à 1520€.

Décide en conséquence :

- De signer un avenant pour augmenter de 1520€ le montant maximum du marché 6B0089, ce qui porte le montant alloué à l'organisme de formation Union Régionale des Francas du Languedoc Roussillon à 56 520€, soit une augmentation de 2,76%.
- De dire que cette dépense sera imputée sur le budget du service Formation et Compétences de la ville
Nature : 6184, fonction : 9200 ;
- D'autoriser Monsieur Le Maire ou, à défaut, Monsieur le Conseiller municipal délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 09.12.2016

Pour Monsieur le Maire, Monsieur le Conseiller
municipal délégué
Abdi EL KANDOUSSI

Publiée le : 16.12.2016
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2016/0403

Conditions d'intervention des stagiaires du CREPS

**Académie de Montpellier
Ville de Montpellier
CREPS de Montpellier**

01/09/2016 – 31/10/2017

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté 2016/2092 du 6 Juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT, Adjoint délégué à la Jeunesse et aux Sports ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de préciser les conditions d'intervention des stagiaires en formation au Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Education Populaire et du Sport Activités Physiques Pour Tous, des stagiaires en formation au Diplôme d'Etat de la Jeunesse, de l'Education Populaire et du Sport Rugby, Football et Tennis, et des stagiaires en formation au Diplôme d'Etat de professeur de Danse du 1er Septembre 2016 au 31 Octobre 2017, au sein des écoles primaires de la Ville de Montpellier ;
- Que l'intervention des stagiaires, la mise en situation pédagogique d'animation, se fera pendant les séances conduites selon un programme préalablement défini par l'Education Nationale en accord avec les éducateurs de la Ville de Montpellier,

Décide en conséquence :

- De renouveler la convention de partenariat définissant les conditions d'intervention des stagiaires en formation BPJEPS APT, des stagiaires en formation au Diplôme d'Etat de la Jeunesse, de l'Education Populaire et du Sport Rugby, Football et Tennis et des stagiaires en formation au Diplôme d'Etat de professeur de Danse du 1^{er} septembre 2016 au 31 octobre 2017 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Fabien ABERT**



**Publiée le :
Notifiée le :**

**Direction de la Réglementation et de la Tranquillité
Publique**
**Service Surveillance de la Voie Publique et
Environnement Urbain :**
**Modification de la régie d'avances Droits de
stationnements :**
**Modification de l'adresse, ajout d'une dépense
autorisée et d'un mode de règlement.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- Vu le décret n° 2008-227 du 05 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
- Vu l'arrêté 03 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Vu le Décret 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;
- Vu la décision n°2016/0056 du 29 février 2016 relative à la création de la régie d'avances des droits stationnements ;
- Vu l'avis conforme de Madame la Trésorière Municipale en date du 24 novembre 2016 ;
- Vu l'arrêté de délégation de Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- **Que pour assurer un meilleur fonctionnement de la régie d'avances il convient d'en modifier l'adresse, d'autoriser le règlement des facturations liées à l'envoi des sms à la société Paybyphone et d'ajouter un mode de règlement supplémentaire.**

Décide en conséquence :

- Que, article 1, il est maintenu une régie d'avances Droits de stationnements, auprès de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique ;
- Que, article 2, la régie est située dans les locaux de la TAM, rue **Fabrèges**, 34000 Montpellier ;

- Que, article 3, la régie paie les dépenses suivantes :
 - Carte oxygène défectueuse illisible et dont le solde ne peut être lu : remboursement dans la limite de 15 €.
 - Solde de la carte oxygène ou de l'horodateur embarqué nommé PIAF, dans les cas suivants : déménagement, renoncement à l'usage du véhicule, mauvaise utilisation, décès du titulaire de l'abonnement...
 - Remboursement maximum de deux cartes à gratter mensuelle dans les cas suivants : déménagement, renoncement, à l'usage du véhicule, mauvaise utilisation, décès du titulaire de l'abonnement...
 - **Remboursements suite aux incidents, annulations et erreurs de transactions Paybyphone aux usagers,**
 - **Règlement des facturations liées à l'envoi des sms à la société Paybyphone ;**
- Que, article 4, les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon les modes de règlement suivants :
 - Numéraire,
 - Chèques,
 - **Virement bancaire ;**
- Que, article 5, un compte de dépôt de fonds sera ouvert es qualité auprès du Trésor Public ;
- Que, article 6, ce compte permet de payer les dépenses prévues par l'article 3 ;
- Que, article 7, le montant maximum de l'avance autorisée est fixé à 1 000 euros ;
- Que, article 8, le régisseur n'est pas assujetti à un cautionnement ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire ;
- De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13/12/2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 14/12/2016
Notifiée le :

**Avenant n° 2 au Marché de service de recherche et de
développement entre la Mairie de Montpellier et
l'Association Régionale pour l'Amélioration des
Conditions de Travail en Languedoc Roussillon
(décision n°2015/0460)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu le décret n°2012-968 du 31 juillet 2015 relatif aux missions et aux fonctionnements de l'Agence Nationales pour l'Amélioration des Conditions de Travail et des Associations Régionales pour l'Amélioration des Conditions de Travail appartenant au réseau de l'Agence qui leur permet de travailler avec le secteur public ;
- Vu l'article 3 alinéa 6 du Code des Marchés Publics du 1° aout 2006 prévoyant la non-application de ses dispositions aux Accords-cadres et marchés de services de recherche et développement pour lesquels le pouvoir adjudicateur n'acquiert pas la propriété exclusive des résultats ou ne finance pas entièrement la prestation ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Adbi EL KANDOUSSI, Conseiller Municipal délégué aux Ressources Humaines ;

Considérant :

- Que la Mairie de Montpellier a souhaité mettre en œuvre une démarche de prévention des risques psychosociaux ;
- Que la Mairie de Montpellier s'est engagée dans une démarche expérimentale tant sur le volet structuration de la démarche que sur le volet diagnostic et mise en place d'un plan d'actions de prévention de risques psychosociaux ;
- Que dans ce cadre expérimental, la Mairie de Montpellier a mis en œuvre un marché de recherche et de développement avec l'Aract-LR, association paritaire ayant une délégation de la mission de service public de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (Anact) et reconnue pour sa qualité d'expertise sur le champ de l'amélioration des conditions de travail (décision n° 2015/0460) ;
- Qu'au cours de la mise en œuvre de la démarche globale, il est apparu que la mise en œuvre de ce processus nécessite des délais plus importants que prévu initialement du fait de la complexité de l'organisation des réunions dans les directions concernées.

Décide en conséquence :

- De procéder à un avenant au marché de recherche et développement attribué à l'Aract-LR pour le prolonger jusqu'au 31 décembre 2017, cet avenant n'entraînant aucune modification du montant du marché ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur le Conseiller Municipal délégué aux Ressources Humaines à signer cet avenant.

Montpellier, le 20 . 12 . 2016

Pour Monsieur le Maire, Monsieur le Conseiller
municipal délégué
Abdi EL KANDOUSSI



Publiée le : 05 . 01 . 2017
Notifiée le :

**KIOSQUE BOSC
ETUDE PATRIMONIALE
Marché N° 6A 2021**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de missionner un prestataire pour la réalisation d'une étude patrimoniale du Kiosque Bosc ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément au décret du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres ont été les suivants :
 1. la valeur technique de l'offre : 60 %
 2. le prix : 40 %
- Qu'après analyse, l'équipe composée par ARCHITECTURE & HERITAGE (R.Wieder), sis 29 rue Charles Montaland 69100 VILLEURBANNE, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n°6A2021 « Etude patrimoniale Kiosque Bosc » pour un montant de 16 475 € H.T. à ARCHITECTURE & HERITAGE (R.WIEDER) mandataire solidaire du groupement conjoint (Aslé Conseil, ALTTS SARL et COS Métrés) ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, CRB 28500, chapitre 908 ou 903 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 15.12.2016

Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publiée le : 16.12.2016
Notifiée le :

MONTPELLIER GRAND COEUR
Construction et aménagement des Halles et de la place
Alexandre Laissac
Mandat de réalisation à la Société d'aménagement de
la Métropole de Montpellier (SA3M)

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

Considérant :

- Que la commune de Montpellier a confié fin 2013, une concession d'aménagement à la Société d'aménagement Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), sur une période de 7 ans et sur un territoire de centre-ville redéfini et agrandi dont le programme prévoit notamment la démolition des halles Laissac et la relocalisation des commerçants les occupant ;
- Que depuis, et suite à de nombreuses réunions de concertation, l'opération des halles et de la place Laissac a évolué ;
- Que ce projet comprend deux composantes intimement liées, la reconstruction de nouvelles halles et l'aménagement des espaces publics afférents, qui relèvent de deux compétences distinctes. En effet, si la reconstruction de nouvelles halles est de pleine compétence communale, c'est Montpellier Méditerranée Métropole qui est compétente en matière d'aménagement des espaces publics ;
- Que la réussite de l'opération nécessite que le traitement des halles et des espaces publics afférents soit étroitement coordonné ;
- Qu'une délibération a ainsi approuvé et autorisé la signature d'une convention entre la Métropole et la Commune confiant la totalité de la maîtrise d'ouvrage de l'opération à la Commune ;
- Que la maîtrise d'ouvrage étant maintenant unifiée, il convient d'organiser aujourd'hui le suivi de l'opération.
- Qu'afin d'assurer là encore un suivi coordonné, il convient de confier la maîtrise d'ouvrage déléguée de l'ensemble de l'opération à la SA3M ;
- Que le projet de mandat à conclure avec la SA3M est joint en annexe à la présente décision. Il porte sur les missions suivantes : De faire réaliser des halles légères et fonctionnelles présentant une offre commerciale de l'ordre de 20 à 24 étals, avec des espaces partagés et conviviaux et une intervention artistique dans le cadre d'un concours avec l'école supérieure des Beaux-Arts de Montpellier Méditerranée Métropole ; et également un nouvel espace public structurant et en articulation avec le boulevard du Jeu de Paume et le quartier du Nouveau Saint-Roch et en symbiose avec les nouvelles halles et l'environnement patrimonial, résidentiel et commerçant. Le mandataire accomplira ainsi, au nom et pour le compte de la commune maître d'ouvrage, tous les actes juridiques et procédures nécessaires, dans la limite des attributions fixées dans le mandat. La rémunération forfaitaire provisoire de la SA3M est fixée à 3% du montant TTC des dépenses engagées par le mandataire, soit un montant prévisionnel de 322 609.20 € TTC. Cette rémunération du mandataire s'inscrit dans le coût global de l'opération qui s'élève donc à 9 376 003 € TTC ;

Décide en conséquence :

- D'approuver de confier la maîtrise d'ouvrage déléguée de la construction et de l'aménagement des halles et de la place Alexandre Laissac à la Société d'aménagement Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), au titre de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 ;
- D'approuver à cet effet le projet de mandat joint en annexe à la présente, dont les termes principaux sont repris ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou toute personne ayant délégation à signer ledit mandat, ainsi que tout document relatif à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, CRB 28500, chapitre 908.

Montpellier, le

15/12/16

Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publiée le : 16/12/16

Notifiée le :

Direction Proximité et Citoyenneté
Modification de la régie d'avances GUSO
Pour la rémunération des intermittents du spectacle
Augmentation du montant de l'avance

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs;
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
- Vu l'arrêté du 03 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Vu le décret n°2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;
- Vu la décision n°2011/350 du 29 juillet 2011 relative à la création d'une régie d'avances GUSO pour la rémunération des intermittents du spectacle ;
- Vu la décision n°2011/0581 du 25 janvier 2012 relative à l'augmentation du montant de l'avance ;
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Municipal en date du 8 décembre 2016 ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que pour assurer le bon fonctionnement de la régie d'avance GUSO de la Direction Proximité et Citoyenneté, il convient d'augmenter le montant de l'avance ;

Décide en conséquence :

- Que, article 1, il est maintenu une régie d'avances « GUSO » auprès de la Direction Proximité et Citoyenneté ;
- Que, article 2, la régie est installée dans les locaux de la Maison de la Démocratie, 16 rue de la République, 34000 Montpellier ;
- Que, article 3, la régie paie les dépenses suivantes :
 - Salaires aux intermittents du spectacle,
 - Charges sociales au GUSO pour les prestations des intermittents du spectacle.

- Que, article 4, les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon le mode de règlement suivant :
 - Chèques,
 - Virements.
- Que, article 5, un compte de dépôt de fond est ouvert et permet de payer les dépenses prévues à l'article 3 ;
- **Que, article 6, le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur s'élève à 10 000 €**
- Que, article 7, le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses tous les mois et avant que le maximum de l'avance ne soit atteint ;
- Que, article 8, le régisseur perçoit une indemnité de responsabilité dont le taux est précité dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;
- Que, article 9, le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire ;
- De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Municipal, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27/12/2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA**

Publiée le : 28/12/2016

Notifiée le :



MISSION GRAND COEUR
**Périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat
de proximité**
Cession de droit au bail
Propriété MAZ
1 rue Maréchal et rue Ollivier
Exercice du droit de préemption

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2077/T/R en date du 6 juin 2016 donnant délégation à Mme Stéphanie JANNIN, Adjointe à l'Urbanisme et l'Aménagement durable ;
- Vu les articles L 214-1 à L 214-3 et R 214-1 à R 214-16 du code de l'urbanisme;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010 instaurant le droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerce et baux commerciaux à l'intérieur du périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 29 septembre 2015 approuvant l'extension du périmètre d'application du droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerce et baux commerciaux ;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2013 ;
- Vu l'estimation des services fiscaux du 28 novembre 2016.

Considérant :

- que le 19 octobre 2016, Monsieur Mustapha MAZ a souscrit une déclaration de cession d'un bail commercial concernant un local situé dans l'immeuble 1 rue Maréchal et rue Aristide Ollivier, cadastrée section HM 196, au prix de 35.000 € ;
- que la dynamisation du commerce et de l'artisanat du centre-ville est un des objectifs prioritaires de l'opération Montpellier Grand Cœur lancée depuis 2003 par la Ville pour agir, de manière globale, sur tout ce qui contribue à améliorer la qualité du centre ancien pour ceux qui y vivent, le fréquentent et y consomment ;
- que la Ville a décidé par délibération du 26 juillet 2010 de définir un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité et d'y instaurer un droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerce et baux commerciaux, périmètre ayant été étendu par délibération du 29 septembre 2015 ;

- que l'objectif de la Ville est de se donner les moyens d'intervenir sur les secteurs confrontés à un danger patent de disparition de certaines offres, de manque de diversité ou de manque de qualité ;

- que le secteur rue de Verdun / rue Boussairolles / rue du Clos René / rue Aristide Ollivier, où se situe le local, présente un maillage commercial assez atypique, où sont très représentées les activités de restauration (surtout sur les axes majeurs et la partie Nord du quartier, secteur des cinémas) et d'hôtellerie, de gammes très variables.

Le linéaire commercial tend à s'étioler dans la partie Sud du secteur, ce qui constitue un handicap pour le renforcement du tissu commercial.

En complément des outils de renouvellement urbain existants qui agissent sur l'environnement du commerce (habitat, espace public) et en accompagnement du projet de reconstitution d'un circuit marchand entre la place de la Comédie et le Polygone, avec la création d'un pôle commercial important sur un délaissé ferroviaire, rue Duguesclin, il s'agit de maîtriser le niveau qualitatif futur de l'offre et de limiter la tendance actuelle (mono-fonction commerciale autour de la restauration) ;

- que l'acquéreur du droit au bail du local 1 rue Maréchal et rue Aristide Ollivier, veut y créer un magasin d'article de loisirs et bazar ;

- que cette activité étant sans lien avec la nature de la rue n'apparaît pas souhaitable, la Ville envisageant de maintenir à cet emplacement une activité artisanale (atelier-échope) ;

- que l'acquisition par la Ville de ce droit au bail permettra, dans le cadre des dispositifs prévus par les articles L 214-1 et suivants du code de l'urbanisme, de retrouver un repreneur pour ce local qui y développera une activité compatible avec le projet de redynamisation commerciale de la Ville ;

- que le prix proposé paraît excessif.

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la cession du bail commercial propriété de Monsieur Mustapha MAZ, situé 1 rue Maréchal et rue Aristide Ollivier et cadastrée section HM 196 ;

- de saisir, conformément à l'article R 214-6 du Code de l'urbanisme, le Juge de l'expropriation afin que le prix du bien soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation ;

- de consigner 1.200 €, soit 15 % de la valeur du droit au bail estimée par les services fiscaux, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, ce montant étant prélevé sur le budget de la Ville ;

- que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole interviendra, le cas échéant, à l'acte d'acquisition en qualité de tiers payeur et acquittera les loyers et les frais relatifs à cette acquisition le temps qu'un repreneur soit retrouvé pour ce local ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 15 DEC. 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Stéphanie JANNIN



Publiée le : 19.12.2016
Notifiée le :

**MARCHE PUBLIC - ENTRETIEN CURATIF ET
PREVENTIF DU MATERIEL DE RESTAURATION
COLLECTIVE ET DE BUANDERIE
MARCHE N° 6D0031**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2091 en date du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, adjointe déléguée à la Réussite Educative ;

Considérant :

- Que plusieurs services de la Ville utilisent dans leurs établissements du matériel professionnel ou électroménager tels que fours, sauteuses, armoires frigorifiques, lave-vaisselle, lave-linge, sèche-linge, etc.
- Que ces matériels doivent être entretenus de manière préventive et curative afin d'assurer la continuité du service public à la Cuisine Centrale, dans les restaurants scolaires, les écoles, les crèches et le parc de Lunaret ;
- Qu'un appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles 25 – I.1°, 67 à 68 et 78 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 a été lancé en date du 19 août 2016. Il s'agit de marchés à bons de commande d'une durée de 1 an à compter de leur notification et reconductibles 3 fois par tacite reconduction ;
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : Valeur technique 60% - Prix 40% ;
- Qu'après ouverture des plis le 20 septembre 2016 et examen des offres, la Commission d'Appel d'Offres du 15 novembre 2016 a attribué les marchés de la façon suivante :

Lot n°1 : Entretien des matériels professionnels de restauration collective de la Cuisine Centrale

Montant maxi 21 000 € HT/an - Société SALAGER-SERRA

Lot n°2 : Entretien des matériels professionnels de restauration collective dans les restaurants scolaires - Montant maxi 30 000 € HT/an - Société SALAGER-SERRA

Lot n°3 : Entretien des matériels professionnels de restauration collective dans les crèches et halte- garderies - Montant maxi 20 000 € HT/an - Société SALAGER-SERRA

Lot n°4 : Entretien des appareils électroménagers de cuisine et de buanderie des écoles, des crèches et du parc de Lunaret - Montant maxi 20 000 € HT/an – Société DJL MAINTENANCE

Montant estimation année 1 : 91 000 € HT

Montant estimation sur la durée du marché : 364 000 € HT.

Décide en conséquence :

- Suite à la décision de la Commission d'Appel d'Offres du 15/11/2016, d'attribuer les marchés aux prestataires susvisés ;
- De dire que ces marchés auront une durée de 1 an (2017) et pourront être renouvelés trois fois pour les années 2018, 2019, 2020. Les montants maxi de chaque lot seront ceux de la période initiale et seront identiques pour chaque période de reconduction ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville :
 - Direction de la Politique Alimentaire : CRB 13000 – Nature 61558
 - Direction de l'Education : CRB 11000 - 61558
 - Direction de l'Enfance : CRB 10200 – Natures 61558 et 6156
 - Direction du Parc de Lunaret : CRB 27100 – Nature 61559
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Madame l'Adjointe déléguée à signer les marchés et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 20.12.2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA**

Publiée le : 21.12.2016
Notifiée le :



Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2016/454

**Achat de boulangerie salée ou sucrée
Marché n° 6B0054
Retire et remplace la décision n° 2016/0421**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 06 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de boulangerie salée ou sucrée traditionnelle et haut de gamme (avec livraison si nécessaire) pour les manifestations protocolaires et événementielles (réceptions, vins d'honneur, etc) de la Direction de l'Evenementiel et du Protocole ;
- Qu'une procédure a été lancée sous la forme d'un marché public à procédure adaptée, en l'application de l'article 27 et des articles 78 et 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient le prix (70%) et la valeur technique (30%) ;
- Que les sociétés La Croustillette, 1224 rue de Centreyrargues – 34070 MONTPELLIER, pour le lot n°1 et JEDA (Scholler), 121 avenue de Lodève – 34070 MONTPELLIER, pour le lot n°2, ont présenté les offres les plus intéressantes au regard des critères de jugement des offres ;
- Que suite à une erreur de numérotation de marché, la présente décision remplace la décision n°2016/0421 du 2 décembre 2016.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n°6B0054 précité à la société La Croustillette (1224 rue de Centreyrargues – 34070 MONTPELLIER) pour le lot n°1 à hauteur de 25 000€ HT maximum et à la société JEDA (Scholler, 121 avenue de Lodève – 34070 MONTPELLIER) pour le lot n°2 à hauteur de 60 000€ HT maximum ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement 2016 de la Direction de l'Evenementiel et du Protocole, nature 60623, tous chapitres ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur le Premier Adjoint délégué à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 15.12.2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA**



Publiée le : 19.12.2016
Notifiée le :

**MARCHE PUBLIC N° 5D0027
GRAMMONT – CONSTRUCTION DES
VESTIAIRES 12
LOT N°1 – GROS ŒUVRE
AVENANT N°1**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier les articles 20 et 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2092/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT, Adjoint au Maire, délégué à la Jeunesse et aux Sports ;
- Vu la décision n° 2015/0446 du 20 octobre 2015 attribuant le marché de travaux n° 5D0027 « Grammont – Construction des vestiaires 12 » - lot 1 « Gros œuvre » à la Société EMF Entreprises ;
- Vu le rapport d'avenant n°1 relatif au marché n° 5D0027 - lot 1 « Gros œuvre » ;
- Vu le projet d'avenant n°1 relatif au marché n° 5D0027 - lot 1 « Gros œuvre » ;

Considérant :

- Que le marché public n° 5D0027 « Grammont – Construction des vestiaires 12 » - lot 1 « Gros œuvre » a été attribué à la Société EMF Entreprises pour un montant de 448 339,63 € H.T. ;
- Qu'au regard du risque d'inondations important, un caniveau d'évacuation supplémentaire des eaux de pluie sur l'accès principal du bâtiment est nécessaire ;
- Que ce caniveau d'évacuation des eaux de pluie n'a pas été prévu en phase projet car non obligatoire mais vu la configuration du terrain et la nature du sol argileux, ces travaux supplémentaires s'avèrent indispensables ;
- Que ces travaux supplémentaires entraînent une augmentation du montant initial du marché de 860 € H.T, portant ainsi le montant du marché à 449 199,63 € H.T, soit un pourcentage d'augmentation du marché de 0,20 % ;

Décide en conséquence :

- D'adopter l'avenant n° 1 au marché n° 5D0027 « Grammont – Construction des vestiaires 12 » - lot 1 « Gros œuvre » conclu avec la Société EMF Entreprises, ayant pour objet la réalisation d'un caniveau d'évacuation des eaux de pluie ;
- D'imputer la dépense sur le budget de la Ville : ligne 25736, fonction 904412, nature 21318 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer l'avenant n° 1 avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 20.12.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Fabien ABERT

Publiée le : 21.12.2016
Notifiée le :

**Attribution du marché 6 D0038 : Maintenance
prestations et acquisitions complémentaires sur le
logiciel gestion du temps : E Témptation**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et notamment ses articles 30-1-3° et 78;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier adjoint au Maire délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que la procédure pour l'attribution d'un accord cadre à bons de commande relatif à la maintenance des prestations et des acquisitions complémentaires sur le logiciel gestion du temps : E Témptation a été lancée le 23 septembre 2016 conformément à l'article 30-1-3° du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ;
- Que seule la société HOROQUARTZ qui a développé ce logiciel, possède l'exclusivité de fournitures et de services associés pour ledit produit ;
- Que la commission d'appel d'offres en date du 15 novembre 2016 a jugé la proposition de la société HOROQUARTZ, sise 33 avenue du docteur Georges Levy – bâtiment 57, 69 693 VENISSIEUX CEDEX , comme offre économiquement avantageuse au regard des critères de jugement de l'offre suivants :
 - Valeur technique : 60%
 - Prix des prestations : 40%

Décide en conséquence :

- D'attribuer le dit accord-cadre à bons de commande à la société HOROQUARTZ sise 33 avenue du docteur Georges Levy – bâtiment 57, 69 693 VENISSIEUX CEDEX pour une durée d'un an reconductible trois fois à compter de la date de notification, pour un montant annuel maximum de 200 000 € HT , soit un montant total maximum de 800 000 € HT sur la durée totale du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la ville sur les chapitres 900 et 920 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement tout document relatif à cette affaire avec la société retenue.

Montpellier, le 27/12/2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA**



Publiée le : 28/12/2016

Notifiée le :

**Attribution d'un marché selon une procédure adaptée.
Formation Gestes et Postures pour différents services
de la collectivité. MAPA 6B0108**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/0108/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI Conseiller Municipal Délégué aux Ressources Humaines.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à une mise en concurrence pour la formation Gestes et Postures pour différents services de la Collectivité ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux Marchés Publics, l'offre de l'organisme DEKRA INDUSTRIAL a été classée première ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à DEKRA INDUSTRIAL pour un montant de 720€ HT par session. Ce marché est à bon de commande avec un minimum de 1000 € HT et un montant maximum de 15 000 € HT, pour une période de un renouvelable deux fois ;
- De dire que la dépense sera imputée au budget Formation et Compétences de la ville (nature : 6184, fonction : 9200) ;
- D'autoriser Monsieur Le Maire ou le Conseiller Municipal Délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment, à la préparation, l'exécution et le règlement du marché.

Montpellier, le 27.12.2016

Pour Monsieur le Maire, Monsieur le Conseiller
municipal délégué
Abdi EL KANDOUSSI

Publiée le : 06.01.2017
Notifiée le :

**Projet de rénovation du quartier Cévennes
Mission d'accompagnement à l'élaboration
du Plan Stratégique Local
Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée n° 6B 0147**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à la réalisation d'une mission consistant à accompagner la Ville de Montpellier dans l'élaboration et la formalisation du plan stratégique local relatif au Projet de Rénovation Urbaine du quartier Cévennes (Petit Bard - Pergola) ;
- Qu'à la suite d'une consultation de bureaux d'études (MAPA n° 6B0147) du 21 octobre 2016 au 10 novembre 2016 inclus, conformément au décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, le bureau d'étude ENEIS Conseil, situé 2, boulevard Saint Martin 75 010 PARIS, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à ENEIS Conseil pour un montant de 29 962,50 € HT et une durée de 5 mois ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville, nature : 2031, fonction : 908 241 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.

Montpellier, le

21.12.2016

Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publiée le : 22.12.2016
Notifiée le :

**Assistance à maîtrise d'ouvrage
Bureau d'études techniques
Tous corps d'état
Accord-cadre n° 6D0016**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et notamment les articles 25-I.1°, 67 à 68, et 78 ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max Lévida, Premier Adjoint au Maire, délégué aux Finances ;
- Vu l'arrêté n° 2016/5101/T/R du 15 décembre 2016, donnant délégation de signature à Madame Isabelle Marsala, en remplacement de Monsieur Max LEVITA, du 19 au 23 décembre 2016 inclus ;

Considérant :

- Que la Ville a besoin d'une assistance à maîtrise d'ouvrage à caractère technique afin de mener des études techniques Tous Corps d'Etat sur le patrimoine de la Ville ;
- Qu'en conséquence, un appel d'offres ouvert a été lancé, sous la référence 6D0016 « Assistance à maîtrise d'ouvrage - Bureau d'études techniques - Tous corps d'état », conformément aux articles 25-I.1° et 67 à 68 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande, sans minimum, ni maximum. Cet accord-cadre, conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa notification, pourra être reconduit par périodes successives d'un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans ;
- Que le montant annuel des commandes est estimé à 350 000 € H.T. ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : la valeur technique de l'offre (70%) et le prix des prestations (30%) ;
- Que la Commission d'Appel d'Offres, dans un avis rendu le 15 novembre 2016, a choisi l'offre du groupement P3G INGENIERIE / VENATHEC / UNDERGROUND ENGINEERING / INGEOR / GAPIRA INGENIERIE, ayant comme mandataire P3G INGENIERIE comme économiquement la plus avantageuse ;

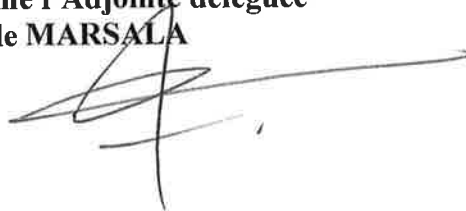
Décide en conséquence :

- D'attribuer l'accord-cadre n° 6D0016 « Assistance à maîtrise d'ouvrage - Bureau d'études techniques - Tous corps d'état » au groupement P3G INGENIERIE/VENATHEC/UNDERGROUND ENGINEERING/INGECOR/GAPIRA INGENIERIE, ayant comme mandataire la société P3G INGENIERIE - 471 rue Charles Nungesser - Mas des Cavaliers 2 - 34130 MAUGUIO.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville – Chapitres 900 à 907, 910, 915, 917.

- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Madame l'Adjointe déléguée à signer l'accord-cadre et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises, membres du groupement retenu.
- De charger Monsieur le Directeur Général des Services de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20.12.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA



Publiée le : 21.12.2016
Notifiée le :

**ASSURANCE
SINISTRE INCENDIE ECOLE VAN GOGH
DU 20 JUILLET 2011
INDEMNITE DE SINISTRE**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'à la suite du sinistre incendie survenu le 20 juillet 2011 à l'école Van Gogh des négociations ont été menées avec l'aide du Cabinet GALTIER, expert de la Ville, et le Cabinet ABCV EXPERTISES, expert de la Compagnie d'assurance SMACL ;
- Qu'à l'issue de ces négociations la SMACL propose une indemnité de 335 404 € incluant les honoraires d'expert du Cabinet GALTIER d'un montant de 15 847 € ;
- Que cette proposition paraît acceptable au vu des dispositions contractuelles et des dommages subis ;

Décide en conséquence :

- D'accepter le montant d'indemnité tel que précisé dans la lettre d'acceptation pour un montant de 335 404 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 05.01.2017

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA**



Publiée le : 10.01.2017
Notifiée le :

**ASSURANCE
SINISTRE CHOC DE VEHICULE
ECOLE DIDEROT
INDEMNITE DE SINISTRE**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que le 19 décembre 2011 un véhicule a occasionné des dégâts à l'école DIDEROT après avoir percuté violemment le portail d'entrée de l'établissement et terminé sa course dans le bâtiment ;
- Que notre compagnie d'assurance SMACL nous présente une offre de 30 344,29 € en réparation du préjudice subi ;
- Que cette offre est raisonnable au vu des dispositions contractuelles et des dommages subis ;
- Que la SMACL, après obtention du recours exercé contre l'auteur des dommages, réglera à la Ville la somme de 3 371 € correspondant à la franchise prévue au contrat.

Décide en conséquence :

- D'accepter l'indemnité de sinistre telle que précisée dans les conditions ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 05 . 01 . 2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 10 . 01 . 2017
Notifiée le :

Contentieux
**Commune de MONTPELLIER c/ SYNDICAT DES
COPROPRIÉTAIRES DE LA RÉSIDENCE LE
ROND POINT D'ASSAS**
**Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de
permis de construire n° PC 34172 16V0022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 13/06/2016, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la SARL OBJECTIF TERRAINS, visant à procéder à l'extension et au réaménagement d'une maison de ville en 8 logements, 151 rue Aristide Maillol ;
- Que le SYNDICAT DES COPROPRIÉTAIRES DE LA RÉSIDENCE LE ROND POINT D'ASSAS a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 03/11/2016 sous le n° 1605468-1 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05.01.2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 10.01.2017

Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2016/0463

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ SAS
DISTRIBUTION CASINO FRANCE
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de
permis de construire n° PC 34172 15V0215

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 23/05/2015, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la SARL PROPAV, visant à réaménager et étendre un commerce avec création d'un point de retrait, 139 rue Ferdinand Barre ;
- Que la SAS DISTRIBUTION CASINO FRANCE a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès de la Cour Administrative d'Appel de Marseille, le 04/11/2016 sous le n° 16MA04093 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05.01.2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 10.01.2017
Notifiée le :



Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2016/0464

**ASSURANCE EXPOSITIONS
POLICE AXA ART n° F 1009654
MODIFICATION DE GARANTIES AU 10/11/2016
AVENANT**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'à la suite de l'acquisition des tirages de Ralph GIBSON d'une valeur de 21 000 €, le montant des capitaux couverts au titre de la police n° F 1009654 est porté à 311 000 € ;
- Qu'AXA ART a établi un avenant entérinant la modification des garanties sans augmentation de prime ;

Décide en conséquence :

- D'adopter l'avenant de modification des garanties portant le montant des capitaux à 311 000 € à compter du 10 novembre 2016 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05 . 01 . 2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 10 . 01 . 2017
Notifiée le :



Contentieux

Commune de MONTPELLIER c/ ERTECO FRANCE
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de
permis de construire n° PC 34172 15V0329

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 30/09/2016, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la SAS LP EXPANSION, visant à réaliser la construction d'un bâtiment multi-usages (Drive Leclerc + parc de stationnement + salle de sport « Fitness »), 890 av Fabre de Saint Castor ;
- Que la société ERTECO FRANCE a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès de la Cour Administrative d'Appel de Marseille, le 29/11/2016 sous le n° 16MA04400 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05 . 01 . 2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 10 . 01 . 2017
Notifiée le :

**Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier**

Décision n° 2016/0466

**Attribution d'un marché pour la prestation de mise en
place de salles et services de restauration des centres de
loisirs et entretien de locaux à la Sté SMDS
Marché n° 6D00221100**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2016-360 relatif aux marchés publics et notamment l'article 27, et passé en application de l'article 78 du décret 2016-360 relatif aux accords-cadres ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2091/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire déléguée à la Réussite Educative ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire d'assurer l'entretien des locaux des centres de loisirs ainsi que le service de restauration durant les vacances scolaires ;
- Que la Ville a souhaité confier cette prestation à une entreprise sur un secteur géographique déterminé de la ville et pour une période limitée ;
- Que les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :
 - valeur technique 40% ;
 - performance en matière d'insertion professionnelle des publics en difficulté 20% ;
 - prix des prestations 40% ;
- Que l'entreprise SMDS- Parc 2000 – Rue Claude François – BP 7273 – 34085 MONTPELLIER Cédex 4 - présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché concernant la prestation de mise en place de salles et services de restauration des centres de loisirs, entretien de locaux à la société SMDS pour une durée d'un an et pour un montant compris entre 20 000.00 € et 200 000.00 € ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, chapitre 924, nature 6188 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe Déléguée à signer tout document relatif à ce marché.

Montpellier, le 05.01.2017

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA**

**Publiée le : 09.01.2017
Notifiée le :**

130



Direction des Affaires
Juridiques et de la
Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2016/0467

ASSURANCE
Sinistre incendie du 16 octobre 2014
Ecole James Joyce
Indemnité de sinistre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'à la suite du sinistre incendie du 16 octobre 2014 à l'école James Joyce, des négociations ont été menées avec l'aide du Cabinet GALTIER, expert de la Ville, et le Cabinet ELEX de la Compagnie d'assurance SMACL ;
- Qu'à l'issue de ces négociations la SMACL propose une offre de 36 543,06 € incluant les honoraires d'expert du Cabinet GALTIER pour un montant de 3 117,05 € ;
- Que cette offre est raisonnable et conforme aux négociations entreprises dans le respect des intérêts de la Ville au vu des dommages subis.

Décide en conséquence :

- D'accepter le montant de l'indemnité tel que précisé dans la lettre d'acception pour un montant de 36 543,06 €.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire ;

Montpellier, le 05 . 01 . 2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 10 . 01 . 2017
Notifiée le :

**ASSURANCE
SINISTRE INCENDIE du 04 aout 2015
Ecole Painlevé
Indemnité de sinistre**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'à la suite du sinistre incendie du 04 août 2015 à l'école Painlevé, des négociations ont été menées avec l'aide du Cabinet GALTIER, expert de la Ville, et le Cabinet ELEX, expert de la Compagnie d'assurance SMACL;
- Qu'à l'issue de ces négociations la SMACL propose une offre de 60 117,55 € incluant les honoraires d'expert du Cabinet GALTIER d'un montant de 2 397 € ;
- Que cette offre est raisonnable et conforme aux négociations entreprises dans le respect des intérêts de la Ville au vu des dommages subis ;

Décide en conséquence :

- D'accepter le montant de l'indemnité tel précisé dans la lettre d'acceptation pour un montant de 60 117,55 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05.01.2017

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA**

Publiée le : 10.01.2017
Notifiée le :

**MISSION GRAND COEUR
Droit de préemption urbain
propriété Consorts JAGLA
5 Rue Faubourg du COURREAU, lot 10
Exercice du droit de préemption**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2077/T/R en date du 6 juin 2016 donnant délégation à Mme Stéphanie JANNIN, Adjointe à l'Urbanisme et l'Aménagement durable ;
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu le plan de sauvegarde et de mise en valeur du secteur sauvegardé de Montpellier approuvé par arrêté préfectoral du 25 novembre 2016 ;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2013 ;
- Vu l'estimation des services fiscaux du 19 décembre 2016 ;

Considérant :

- que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;
- que le 07 novembre 2016, les Consorts JAGLA ont déposé une déclaration d'intention d'aliéner un local commercial constituant le lot 10 de la copropriété située 5 Rue du Faubourg du Courreau, cadastrée section HW0114, au prix de 65 000 € plus 5 000 € de commission d'agence.

- que la politique locale de l'habitat et de dynamisation du commerce mise en œuvre par la Ville de Montpellier, se traduit en application de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme, par des actions en faveur du renouvellement urbain, de lutte contre l'insalubrité, de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine bâti, et de revitalisation du commerce ;
- qu'à cette fin, par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain "Montpellier Grand Cœur";
- que par délibération en date du 7 octobre 2013, la Ville a défini un nouveau programme et un nouveau périmètre à partir de potentialités foncières et immobilières identifiées et évaluées ;
- que sur la base de ce programme et de ce périmètre, la Ville a décidé de confier la réalisation de l'opération à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier en vertu des articles L 300-4 et L 300-5-2 du Code de l'urbanisme ;
- que le 3 décembre 2013 la Ville a conclu avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier une concession d'aménagement "Grand Cœur 2013-2020";
- que le bilan prévisionnel de la concession d'aménagement relative à cette opération, établi sur une période de 7 ans, prévoit notamment des opérations de restructuration de commerces ou d'activités (acquisition, restructuration, location ou revente) et de création de surfaces nouvelles en rez-de-chaussée d'immeuble (4 600 m²);
- que ledit bien immobilier est situé dans le périmètre de l'opération définie ci-dessus ;
- que dans ces conditions, il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ledit bien immobilier, au vu des objectifs ci-dessus, dans le cadre de la mise en œuvre d'un programme d'actions de développement commercial du centre-ville et des quartiers en vue notamment de faire respecter les dispositions des baux commerciaux, d'être en mesure d'exercer un contrôle sur la nature et la qualité des activités commerciales en cas de cession de droit au bail, de commercialiser en cohérence avec le développement commercial du secteur et des projets à venir en cas de vacance ou encore mettre en œuvre des projets novateurs ou susceptibles de contribuer au développement urbain et économique.

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété des Consorts JAGLA, située 5 Rue du Faubourg du Courreau, cadastrée section HW0114, au prix de 65 000 € plus 5 000 € de commission d'agence.
- que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers payeur et que le bien lui sera ensuite cédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement.
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le **22 DEC. 2016**

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Stéphanie JANNIN**



Publiée le : 28/12/2016
Notifiée le :

**MISSION GRAND COEUR
Droit de préemption urbain
Propriété de Monsieur Rezki AZZAZ
1 Rue du Clos René (lot 23)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2077/T/R en date du 6 juin 2016 donnant délégation à Mme Stéphanie JANNIN, Adjointe à l'Urbanisme et l'Aménagement durable ;
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu le plan de sauvegarde et de mise en valeur du secteur sauvegardé de Montpellier approuvé par arrêté préfectoral du 25 novembre 2016 ;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2013 ;
- Vu l'estimation des services fiscaux du 8 décembre 2016

Considérant :

- que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;
- que le 29 septembre 2016, Monsieur Rezki AZZAZ a déposé une déclaration d'intention d'aliéner un local commercial constituant le lot 23 de la copropriété située 1 Rue du Clos René cadastrée section : HM0284, au prix de 140 000 €.

- que la politique locale de l'habitat et de dynamisation du commerce mise en œuvre par la Ville de Montpellier, se traduit en application de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme, par des actions en faveur du renouvellement urbain, de lutte contre l'insalubrité, de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine bâti, et de revitalisation du commerce ;
- qu'à cette fin, par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain "Montpellier Grand Cœur";
- que par délibération en date du 7 octobre 2013, la Ville a défini un nouveau programme et un nouveau périmètre à partir de potentialités foncières et immobilières identifiées et évaluées ;
- que sur la base de ce programme et de ce périmètre, la Ville a décidé de confier la réalisation de l'opération à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier en vertu des articles L 300-4 et L 300-5-2 du Code de l'urbanisme ;
- que le 3 décembre 2013 la Ville a conclu avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier une concession d'aménagement "Grand Cœur 2013-2020";
- que le bilan prévisionnel de la concession d'aménagement relative à cette opération, établi sur une période de 7 ans, prévoit notamment des opérations de restructuration de commerces ou d'activités (acquisition, restructuration, location ou revente) et de création de surfaces nouvelles en rez-de-chaussée d'immeuble (4 600 m²) ;
- que ledit bien immobilier est situé dans le périmètre de l'opération définie ci-dessus ;
- que dans ces conditions, il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ledit bien immobilier, au vu des objectifs ci-dessus, dans le cadre de la mise en œuvre d'un programme d'actions de développement commercial du centre-ville et des quartiers en vue notamment de faire respecter les dispositions des baux commerciaux, d'être en mesure d'exercer un contrôle sur la nature et la qualité des activités commerciales en cas de cession de droit au bail, de commercialiser en cohérence avec le développement commercial du secteur et des projets à venir en cas de vacance ou encore mettre en œuvre des projets novateurs ou susceptibles de contribuer au développement urbain et économique.
- que le prix proposé paraît excessif.

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété Monsieur Rezki AZZAZ, située 1 Rue du Clos René, cadastrée section HM0284, au prix de 89 000 €,
- dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme.
- que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers payeur et que le bien lui sera ensuite cédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement.
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 22 DEC. 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Stéphanie JANNIN



Publiée le : 28/12/2016
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2016/0471

CONTENTIEUX
Madame Laurence COLAS
Appel contre le jugement du TASS du 24 février 2014
Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que Madame COLAS a fait appel (instance 14/01881) du jugement rendu le 24 février 2014 par le Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05.01.2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 10.01.2017
Notifiée le :

**Mise en accessibilité de la Salle Pétrarque
Hôtel de Varennes
Marché public n° 6C0016**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015/899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016/360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et notamment l'article 27 ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire, délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que dans le cadre de la mise en conformité à la réglementation accessibilité aux personnes handicapées de la salle Pétrarque située à l'Hôtel de Varennes, il est nécessaire de réaliser une première tranche de travaux ;
- Qu'en conséquence, un marché à procédure adaptée a été lancé, conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, sous la référence n° 6C0016 « Mise en accessibilité de la Salle Pétrarque - Hôtel de Varennes ».

Le marché est alloté en 7 lots désignés ci-dessous :

Lot	Désignation
1	Maçonnerie / Pierre de taille
2	Ferronnerie
3	Menuiseries extérieures métalliques
4	Peinture / Signalétique
5	Electricité courants forts / faibles
6	Menuiseries bois
7	Espaces verts

- Que le marché démarrera à compter de la date indiquée dans l'ordre de service de démarrage des travaux (le délai d'exécution des travaux de l'ensemble des lots est de 4 mois dont la préparation de chantier).
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : la valeur technique de l'offre (70 %) et le prix des prestations (30 %) ;
- Qu'il ressort du rapport d'analyse des offres, que les entreprises suivantes ont présenté les offres économiquement les plus avantageuses, à savoir :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>	<i>Entreprise retenue</i>	<i>Adresse</i>
1	Maçonnerie / Pierre de taille	GIRARD	Agence Languedoc-Roussillon 381, avenue du Mas d'Argelliers CS 90005 34078 MONTPELLIER
2	Ferronnerie	EURL CHAU ET FER	56, chemin des Sauzèdes 34190 SAINT BAUZILLE DE PUTOIS
3	Menuiseries extérieures métalliques	SARL THERON ET FILS	13 boulevard Joseph Railhac 34700 LODEVE
4	Peinture / Signalétique	CORNIL	ZA - 40 avenue du Progrès 34820 TEYRAN
5	Electricité courants forts / faibles	SPIE	Parc Marcel Dassault 170, rue Henri Farman - B.P. 70339 34435 ST JEAN DE VEDAS Cedex
6	Menuiseries bois	ALVAREZ	481, Rue Hélène Boucher Espace Commercial Fréjorgues Ouest 34130 MAUGUIO
7	Espaces verts	POUSSE CLANET	Avenue Paysagère Maurin 34970 LATTES

Décide en conséquence :

- D'attribuer les 7 lots du marché n° 6C0016 « Mise en accessibilité de la Salle Pétrarque - Hôtel de Varennes » aux entreprises ci-dessous désignées :

<i>L o t</i>	<i>Désignation</i>	<i>Entreprises retenues</i>	<i>Montant € HT</i>
1	Maçonnerie pierre de taille	GIRARD	49 016,02
2	Ferronnerie	EURL CHAU ET FER	6 510,00
3	Menuiseries extérieures métalliques	SARL THERON ET FILS	14 086,68
4	Peinture / Signalétique	CORNIL	1 726,38
5	Electricité courants forts / faibles	SPIE	24 533,59
6	Menuiseries bois	ALVAREZ	3 298,00
7	Espaces verts	POUSSE CLANET	1 664,35

- D'imputer la dépense sur le budget de la Ville – Chapitre 900 – Fonction 0207.
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires avec les sociétés retenues.
- De charger Monsieur le Directeur Général des Services de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05.01.2017
Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 09.01.2017
Notifiée le :

**Rénovation de l'Eglise Saint Roch
Mission de maîtrise d'œuvre
Marché public n° 6B0160**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et plus particulièrement les articles 27 et 77 ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire, délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de réaliser un programme de travaux de rénovation et de mise en valeur des nefs centrale et latérales et des vitraux de l'Eglise Saint Roch, en vue du 150^{ième} anniversaire du sanctuaire Saint Roch ;
- Que pour cela, il convient de confier à un prestataire extérieur une mission de maîtrise d'œuvre ;
- Qu'en conséquence, un marché à procédure adaptée a été lancé, conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, sous la référence n° 6B0160 « Rénovation de l'église Saint Roch - Mission de maîtrise d'œuvre », pour une durée de 50 mois, sous la forme d'un marché avec une tranche ferme et trois tranches optionnelles :
 - o Tranche ferme : mission de maîtrise d'œuvre pour la rénovation de la nef centrale, hors vitraux
 - o Tranche optionnelle n° 1 : mission de maîtrise d'œuvre pour la rénovation des nefs latérales, hors vitraux
 - o Tranche optionnelle n°2 : mission de maîtrise d'œuvre pour la rénovation des vitraux de la nef centrale
 - o Tranche optionnelle n°3 : mission de maîtrise d'œuvre pour la rénovation des vitraux des nefs latérales
- Que les critères de jugement des offres étaient les suivants :
 - o Valeur technique : 70 %
 - o Prix : 30 %
- Qu'après analyse, la société DAEDALUS ARCHITECTURE - 6 Rue Jacques d'Aragon - 34000 MONTPELLIER, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n° 6B0160 « Rénovation de l'église Saint Roch - Mission de maîtrise d'œuvre » à la société DAEDALUS ARCHITECTURE, pour un montant total de 68 200 € H.T. réparti comme suit :

- o Tranche ferme : 23 100 € H.T.
- o Tranche optionnelle 1 : 19 250 € H.T.
- o Tranche optionnelle 2 : 12 100 € H.T.
- o Tranche optionnelle 3 : 13 750 € H.T.

- D'imputer la dépense sur le budget de la Ville de Montpellier - Ligne 24393 - Fonction 900/907 - Nature 21318.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint délégué à signer le marché avec l'entreprise retenue et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.
- De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08 . 01 . 2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 09 . 01 . 2017
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
d'appel d'offres ouvert pour la fabrication, pose et
dépose d'articles de pavoisement - AOO
6D00401250/1-**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à la désignation d'un prestataire en vue de la fabrication, la pose et la dépose de supports de communication pour le pavoisement de différents sites afin de promouvoir les événements ayant lieu pour l'un ou l'autre membre du groupement, la ville de Montpellier ou Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Qu'à la suite d'une procédure d'appel d'offres ouvert du 23 août 2016 soumise aux dispositions des articles 25.I 1, 67 à 68 du décret 360-2016 du 25 mars 2016. Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre à bons de commande avec un minimum et un maximum et un opérateur économique, passé en application des articles 78 et 80 du décret sus-cité ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : la valeur technique pour 60% ,le prix pour 40% ;
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 29 novembre 2016 a attribué le marché à la société DECOR 34, 48 rue Claude Balastre Espace Entreprise Camargue 3, 34 000 Montpellier, qui a proposé l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché précité à la société Décor 34 pour un montant minimum de 50 000 € HT et un montant maximum de 200 000 € HT pour une période de 1 an avec une durée maximum de reconduction de 3 ans ; le montant minimum sur la durée du marché est de 200 000 € HT, le montant maximum de 800 000 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement, chapitres 920, 922, 923, 924, 925, 928 et 929 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 16.01.2017

Pour M. le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 19.01.2017
Notifiée le :

**ZAC Port Marianne - Blaise Pascal
Convention de participation
Ville / SERM / UDAF 34
Parcelles CT 307 et 383 rue des Frères Lumière**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L. 311-4 ;
- Vu la délibération du 26 juin 1987 approuvant le dossier de création de la ZAC Blaise Pascal ;
- Vu la délibération du Conseil municipal en date du 29 février 1988 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC Blaise Pascal ;
- Vu la concession d'aménagement signée en date du 27 mars 1988 ;
- Vu la délibération du Conseil municipal en date du 25 juillet 2001 approuvant par avenant n°5 la transformation de ce traité de concession en convention publique d'aménagement ;
- Vu l'arrêté n°2016/2077/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation à Stéphanie JANNIN, Adjointe au Maire déléguée à l'Urbanisme et à l'Aménagement durable ;

Considérant :

- Que l'Union Départementale des Associations Familiales de l'Hérault (UDAF 34), association familiale reconnue d'utilité publique et constructeur du projet d'extension de la crèche Costebelle, envisage, sur les parcelles CT n°307 et 383 situées rue des Frères Lumières à Montpellier, de réaliser une extension de la crèche Costebelle pour une superficie d'environ 165 m² de surface de plancher (SDP).
- Qu'il y a lieu d'établir, en vue de compléter la demande de permis de construire relative à ladite extension, une convention de participation entre la Ville de Montpellier et l'UDAF 34, afin de préciser les conditions de sa participation financière au coût de l'équipement de la zone d'aménagement concerté Blaise Pascal, les parcelles cadastrées section CT 307 et 383, objets du programme de construction, étant localisées à l'intérieur du périmètre de la ZAC, mais non acquises par l'aménageur et propriétés de l'UDAF 34.
- Que le projet d'extension de la crèche porte sur une surface de plancher (SDP) d'environ 165 m² pour permettre au constructeur d'étendre son activité d'accueil de jeunes enfants de moins de 4 ans.
- Qu'il y a lieu, compte-tenu de la nature du porteur de projet (association familiale reconnue d'utilité publique) et de l'activité concernée (crèche), d'ajuster le montant de la participation au coût de l'équipement de la zone d'aménagement concerté Blaise Pascal comme suit :
 - Base de calcul : 50 €/ m² SDP pour un local d'accueil de jeunes enfants ;
 - Montant : 165 m² X 50 € = 8 250 €

Soit un montant total de 8 250 euros

Le montant total définitif de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m² SDP autorisé par le permis de construire effectivement délivré.

Décide en conséquence :

- De conclure la convention de participation entre la Ville de Montpellier et l'Union Départementale des Associations Familiales de l'Hérault (UDAF 34), association familiale reconnue d'utilité publique, telle qu'annexée à la présente décision.
- D'autoriser le versement du montant de la participation directement au bénéfice de la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) selon les modalités de l'article 4.2 de la convention de participation.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 17.01.2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Stéphanie JANNIN

Publiée le : 18.01.2017
Notifiée le :

MARCHE PUBLIC
**Achat et maintenance de postes de travail bureautique
et serveurs pour la Ville et le CCAS**
N° 6D0049

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Qu'il convient d'acquérir des postes bureautiques et des serveurs indispensables à l'équipement des services de la Ville et du CCAS ;
- Qu'un appel d'offres a été lancé conformément aux dispositions des articles 25-I.1° et 67 à 68 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et sous la forme d'un marché alloti, pour une durée d'un an reconductible trois fois ;
- Que conformément à l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, le lot 1 de ce marché est passé pour le groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier. Les lots 2, 3, 4 sont passés pour la Ville de Montpellier.
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres pour chacun des lots étaient les suivants :

- . Prix des prestations 40 %
- . Valeur technique 50 %
- . Performances en matière de protection de l'environnement 5 %
- . Prestations de garantie et maintenance 5 %

- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 13 décembre 2016, a attribué les marchés suivants :

Lot 1 – Micro-ordinateurs :

A la société DELL sise 1 Rond-Point Benjamin Franklin – 34938 MONTPELLIER Cedex 9 qui a présenté l'offre la plus économiquement avantageuse ;

Lot 2 – Serveurs et stockage :

A la société APX INTEGRATION sise 165 Bureaux de la Colline – 1 rue Royale Bât. E – 92213 SAINT-CLOUD Cedex qui a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Lot 3 – Composants informatiques et imprimantes pour les écoles :

A la société ORDISYS sise 145 rue Michel Debré – 30900 NIMES qui a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Lot 4 – Classes mobiles :

A la société ORDISYS sise 145 rue Michel Debré – 30900 NIMES qui a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature des marchés précités pour une durée d'un an reconductible trois fois à compter de la date de notification pour les :

Lot 1 – Micro-ordinateurs :

Avec la société DELL, pour un montant total estimé sur la durée du marché de :

- 1 120 000 € HT pour la Ville
- 40 000 € HT pour le CCAS

Lot 2 – Serveurs et stockage :

Avec la société APX INTEGRATION, pour un montant total estimé de 200 000 € HT sur la durée du marché ;

Lot 3 – Composants informatiques et imprimantes pour les écoles :

Avec la société ORDISYS pour un montant total estimé de 80 000 € HT sur la durée du marché ;

Lot 4 – Classes mobiles :

Avec la société ORDISYS pour un montant total estimé de 400 000 € HT sur la durée du marché ;

- De dire que la dépense sera imputée sur les budgets de la Ville et du CCAS, tous chapitres.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les sociétés retenues.

Montpellier, le 16.01.2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 18.01.2017
Notifiée le :

**MISSION D ACCOMPAGNEMENT POUR LA
MISE EN OEUVRE DU PLAN DE GESTION
FORESTIER DU PARC ZOOLOGIQUE
MARCHE 6B0141**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

Considérant

- Qu'il est nécessaire de faire appel à un prestataire extérieur pour accompagner la mise en œuvre du plan de gestion forestier du parc zoologique de Lunaret en raison des spécificités du site et des obligations réglementaires ;
- Qu'en conséquence, un marché public selon la procédure adaptée a été lancé, en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sous la référence 6B0141 ;
- Que les critères d'analyse des offres étaient les suivants : la valeur technique pour 60% et le prix pour 40% ;
- Qu'il ressort du rapport d'analyse des offres que l'entreprise Alcina a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la SARL Alcina – 10, rue des Amaryllis 34 000 MONTPELLIER pour un montant de 44 410 euros HT pour une durée de 10 ans ;
- D'imputer la dépense sur le budget de la Ville de Montpellier – Direction Parc Lunaret – Chapitre 908 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Montpellier, le 16.01.2017

Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publiée le : 17.01.2017
Notifiée le :

**MARCHE PUBLIC - AVENANT DE TRANSFERT
N°1 AU MARCHE N° 5D0036W16**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2091 en date du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Réussite Educative ;

Considérant :

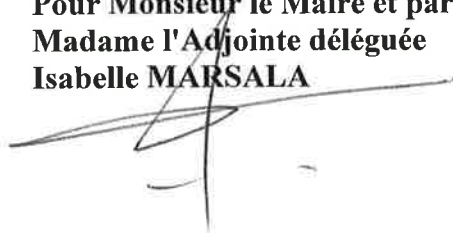
- Que la société BUONOMO PRIMEURS est titulaire du lot n° 23 « Fruits frais de saison » du marché de denrées alimentaires n° 5D0036W ;
- Que suite à une dissolution sans liquidation par transmission universelle du patrimoine, le contrat de la société BUONOMO PRIMEURS a été cédé à la société CANAVESE, nouveau titulaire, à compter du 26/08/2016 ;

Décide en conséquence :

- Que par l'avenant n°1, la société CANAVESE, nouveau titulaire du contrat, s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial ;
- Que les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant ;
- Que la durée du marché demeure inchangée ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Madame l'Adjointe déléguée à signer l'avenant n°1 au marché, et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05.01.2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA



Publiée le : 09.01.2017
Notifiée le :

**Assistance technique pour une optimisation de
l'accueil des usagers dans l'hôtel de Ville et les mairies
de proximité
Marché n° 6B0097**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/TR du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il a lieu de procéder à une optimisation de l'accueil des usagers dans l'hôtel de Ville et les mairies de proximité de la Ville ;
- Qu'une procédure a été lancée, conformément à l'article 27 décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, sous forme d'un marché à bons de commande pour une durée de deux ans ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique 70%, prix des prestations 30% ;
- Qu'après analyse, l'entreprise SYNEOR Consulting du groupe STEDIA, 12 montée Victor Hugo – 69300 Caluire, a présenté l'offre techniquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n° 6B0097 précité à l'entreprise SYNEOR Consulting du groupe STEDIA, pour un maximum de dépense de 81150 € HT de dépenses sur 2 ans, à compter du 1^{er} janvier 2017 ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 617, chapitre 920 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer ce marché, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 17.01.2017

Pour M. le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 19.01.2017
Notifiée le :

**Marché public: location de films pour le cinéma
Nestor Burma
n°7B0002**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2082 du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que la programmation du cinéma municipal Nestor Burma se construit au fil de l'année, en fonction de l'offre cinématographique présente sur le marché ;
- Que les films programmés sont loués auprès de leurs distributeurs respectifs, seuls détenteurs des droits d'exploitation et de diffusion ;
- Que la mise en concurrence entre ces distributeurs est manifestement impossible et qu'en conséquence ce marché peut être conclu sans publicité ni mise en concurrence préalables, conformément à l'article 30 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché de location de films pour le cinéma Nestor Burma aux différents distributeurs, pour un montant global maximum de 50 000 € HT pour l'année 2017 ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 14.01.2017

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Sonia KERANGUEVEN**



Publiée le : 19.01.2017
Notifiée le :

**Marché public: transport aller et retour d'œuvres
d'art pour l'exposition Séquence 1 à la Panacée
N°6B0162**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2082 du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que la Ville présentera à la Panacée, à partir du 27 janvier 2017, l'exposition Séquence 1 et qu'il convient d'organiser le transport des œuvres d'art composant cette exposition ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 27 et 28 du décret 2016/360 du 25 mars 2016, sous la forme d'un marché ordinaire d'une durée de 4 mois à compter de la notification ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient la valeur technique (60%) et le prix (40%) ;
- Qu'après analyse, l'entreprise LP Art, 274 rue de Rosny 93100 Montreuil a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché de transport aller et retour d'œuvres d'art pour l'exposition Séquence 1 à la Panacée à LP ART, pour un montant de 85 522.00 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 14.01.2017

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Sonia KERANGUEVEN**



Publiée le : 19.01.2017
Notifiée le :



M. DULAC / COMMUNE DE MONTPELLIER
REFERE-EXPERTISE
DECISION D'ESTER

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que M. DULAC est propriétaire de terrains agricoles situés sur la commune de Lattes en bordure du ruisseau le Rieucoulon qui traverse la ville de Montpellier pour se jeter dans la rivière de la Mosson à Lattes ;
- Qu'à la suite de chaque épisode pluvieux, les terrains du requérant sont inondés ;
- Que par requête en date du 10 novembre 2016, le requérant demande la nomination d'un expert judiciaire en vue de déterminer les causes de ces inondations ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 12.01.2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 17.01.2017
Notifiée le :



MONTPELLIER c/ MAZ Mustapha

Fixation du prix du bail commercial préempté situé 1 rue Mareschal, par le juge de l'expropriation Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que la commune de Montpellier a décidé de préempter le bien de M. MAZ Mustapha, cadastré HM n° 196, situé 1 rue Mareschal à Montpellier ;
- Qu'aucun accord n'ayant été obtenu, le juge de l'expropriation a été saisi pour fixer le prix ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 12.01.2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 11.01.2017

Notifiée le :

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ SAS MIRAND
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de
permis de construire valant autorisation commerciale
n° PC 34172 15V0329.

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 30/09/2016, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la SAS LP EXPANSION, visant à réaliser la construction d'un bâtiment multi-usagers (Drive Leclerc + parc de stationnement + salle de sport « Fitness »), 890 av Fabre de Saint Castor ;
- Que la SAS MIRAND a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès de la Cour Administrative d'Appel de Marseille, le 30/11/2016 sous le n° 16MA04425 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 12.01.2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 17.01.2017
Notifiée le :

Contentieux
Madame Cécile JOURDAN
Recours contre l'arrêté du 28 septembre 2016 lui
infligeant un blâme

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que Madame JOURDAN conteste (instance n° 160593717) l'arrêté du 28 septembre 2016 lui ayant infligé un blâme ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 12 . 01 . 2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 17 . 01 . 2017
Notifiée le :



CONTENTIEUX
MONTPELLIER c/ BORDERIE Jean
Dossier n° PE 34172 12V0130
Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que M. BORDERIE Jean a réalisé des travaux sans autorisation administrative au n° 75 rue de la Combe-Caude et qu'il est poursuivi pour ces faits devant le tribunal correctionnel ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la commune dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 12.01.2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 17.01.2017
Notifiée le :



CONTENTIEUX
MONTPELLIER c/ TILLOL Rémi (BRIC A BRAC)
Dossier n° PE 34172 14V0028
Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que M. TILLOL Rémi a réalisé des travaux sans autorisation administrative au n° 26 rue des Écoles Laïques et qu'il est poursuivi pour ces faits devant le tribunal correctionnel ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la commune dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 12.01.2017

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA**

Publiée le : 17.01.2017
Notifiée le :

**Marché public: mise à disposition de l'exposition
William Gedney, Only the lonely, au Pavillon
Populaire du 28 juin au 17 septembre 2017
N°7B0003**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2082 du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que la Ville présentera du 28 juin au 17 septembre 2017, au Pavillon Populaire, une exposition photographique intitulée *William Gedney, Only the lonely* ;
- Que les droits relatifs aux œuvres présentées sont détenus par la Bibliothèque David M. Rubenstein Rare Book & Manuscript Library, Duke University, Durham, Caroline du Nord (USA) et qu'en conséquence la convention de mise à disposition des œuvres peut être conclue sans publicité ni mise en concurrence préalables, conformément à l'article 30 du décret 2016/360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention de mise à disposition des œuvres de l'exposition *William Gedney, Only the lonely*, jointe en annexe, avec la bibliothèque David M. Rubenstein Rare Book & Manuscript Library, pour un montant global de 18 000 € ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Madame l'Adjointe déléguée à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 14.01.2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Sonia KERANGUEVEN

Publiée le : 19.01.2017
Notifiée le :

Autorisation de passer des commandes à l'UGAP pour l'achat de véhicules légers et de deux roues (7D0001)

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016, donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué aux Finances,

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de véhicules, tous types, de deux à quatre roues, dans le cadre du programme d'achats de la Ville de Montpellier, pour l'année 2017,
- Que les conditions tarifaires de l'UGAP sont intéressantes pour la Ville de Montpellier, rabais compris entre 28% et 43% sur le tarif public en fonction des modèles (véhicules particuliers, véhicules utilitaires, fourgons, et scooters de deux et trois roues). Les conditions sont entre 2% et 7% plus avantageuses que celles que la Ville pourrait obtenir en lançant sa propre procédure.
- Que l'UGAP respecte en tous points la législation sur les marchés publics.

Décide en conséquence :

- D'autoriser les commandes à la société UGAP pour un montant total maximum de commandes de 700.000 € HT. Ce montant correspond au total des différents budgets d'investissement de la Ville pour l'achat de véhicules, alloués aux services Parc Auto, Direction de la Réglementation et de la Tranquillité publique, Direction paysage et bio diversité pour l'année 2017. C'est un marché unique (7D0001), d'une durée d'exécution de un an à compter de sa date de notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville, nature 2182, tous chapitres.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint Délégué aux Finances à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 16.01.2017

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA**

Publiée le : 18.01.2017
Notifiée le :

**Autorisation de passer des commandes à L'UGAP
pour l'achat de couches culottes.
(7B0001)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016, donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de couches culottes, dans le cadre du fonctionnement des crèches et haltes garderies de la Ville de Montpellier, pour l'année 2017.
- Que les conditions tarifaires de l'UGAP sont intéressantes pour la Ville de Montpellier (prix identiques voire inférieurs aux prix pratiqués par les revendeurs).

Décide en conséquence :

- D'autoriser les commandes à la société UGAP pour un montant total maximum de commandes de 75.000 € HT jusqu'au 31 décembre 2017 (7B0001).
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 60628 tous chapitres.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 16.01.2017

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA**

Publiée le : 18.01.2017

Notifiée le :



Arrêtés réglementaires

Janvier 2017

SPORTS
REGLEMENT D'ACCES ET D'UTILISATION DES
SKATEPARKS DE LA VILLE DE MONTPELLIER

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L2212-2 ;
- Vu le Code la Santé Publique, et notamment les articles R1336-6 à R1336-10 ;
- Vu le Code Pénal, et notamment l'article R610-5 ;
- Vu le Règlement d'accès et d'utilisation des skateparks de la Ville de Montpellier ;
- Considérant qu'il appartient au Maire, en vertu de ses pouvoirs de police, de prendre toutes les mesures propres à assurer le maintien de l'ordre public, de veiller au respect de la sécurité, tranquillité et salubrité publiques en élaborant des mesures de police appropriées ;
- Considérant qu'il est nécessaire d'assurer le bon ordre et les meilleures conditions de sécurité pour l'utilisation des équipements de sports et de loisirs mis à la disposition du public et des usagers des skateparks communaux ;

Arrête :

ARTICLE 1 : L'autorisation d'occupation des installations de plein air est délivrée à titre gracieux aux clubs de Montpellier constitués en association à but non lucratif régie par la loi de 1901, ainsi qu'aux établissements scolaires primaires de la Ville qui en font la demande avant le 5 mai de l'année en cours. Les autres autorisations d'occupation sont consenties à titre onéreux conformément aux tarifs et modalités fixées par le Conseil Municipal. Les autres autorisations d'occupation sont consenties à titre onéreux conformément aux tarifs et modalités fixés par le Conseil Municipal.

**CHAPITRE 1 : Dispositions Générales sur le fonctionnement des
Skateparks**

ARTICLE 2 : Connaissance et acceptation du règlement

2.1 Cet arrêté a pour objet de définir le règlement d'utilisation des skateparks, et de préciser les modalités d'utilisation de ces équipements sportifs.

2.2 Le fait d'entrer dans l'enceinte du skatepark vaut acceptation du présent règlement. Ce règlement est accessible sur le site de la Mairie www.montpellier.fr. Il est disponible sur simple demande auprès de la Direction Sport Jeunesse de la Ville de Montpellier. Une copie sera annexée à chaque convention conclue par la Ville pour une utilisation privative totale ou partielle de l'équipement.

Le présent arrêté sera affiché à l'entrée des skateparks.

2.3 Considérant que la pratique des activités sportives par les jeunes est utile sur le plan de la socialisation et qu'elle contribue à défendre les valeurs d'engagement, de vie collective, de citoyenneté et de responsabilité, la Ville de Montpellier s'engage à faciliter l'instauration d'un dialogue avec les responsables des associations et les usagers pour l'application du présent arrêté et du règlement afin de favoriser le développement harmonieux des actions éducatives et sportives pouvant être mises en place sur le site.

ARTICLE 3 : Fonctionnement des Skateparks

3.1 Les Skateparks de la Ville de Montpellier sont gérés par le Service Municipal des Sports.

3.2 Les utilisateurs de ces installations doivent solliciter au préalable une autorisation d'occupation. Cette autorisation est notifiée aux bénéficiaires.

ARTICLE 4 : Conditions d'utilisation des installations

Le personnel de la Direction Sport Jeunesse est chargé, lors de sa présence, de la régulation du site.

A l'occasion de manifestations particulières (activités encadrées, événements, compétitions, démonstrations), l'accès au site peut être limité.

Seule la Ville de Montpellier est habilitée à réserver et à attribuer la mise à disposition du site.

Toute demande doit être adressée à Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier, 1 place Georges Frêche 34267 Montpellier Cedex 2.

Toute activité encadrée doit faire l'objet d'une demande préalable d'utilisation auprès de la Direction Sport et Jeunesse de la Ville de Montpellier.

Dans le cadre de l'attribution annuelle de créneaux aux associations pratiquantes, celles-ci bénéficient d'un usage prioritaire.

L'utilisation de l'équipement est autorisée de 8 h à 22 h du lundi au dimanche. Sauf exception, dans le cadre de l'organisation d'un événement autorisé par la Ville de Montpellier dont les créneaux horaires seront précisés aux utilisateurs par courrier et par voie d'affichage.

L'utilisation de l'équipement dans le cadre des activités encadrées, scolaires, et associatives est sous la responsabilité de la personne morale représentant le groupe scolaire ou l'association.

L'âge minimum pour les patineurs (non encadrés) est 8 ans sur l'ensemble des Skateparks.

En y accédant, les utilisateurs acceptent les risques liés à la pratique de ces activités et en assument l'entière responsabilité.

Les équipements sont ouverts aux pratiquants débutants dans le cadre d'activités encadrées par un enseignant ou par une personne adulte dûment habilitée ou diplômée.

Il est conseillé/recommandé de s'échauffer **avant la pratique sur l'équipement**.

CHAPITRE 2 : Règlements de sécurité

ARTICLE 5 : Consignes générales et sécurité

- La Ville de Montpellier se réserve la possibilité de fermer tout ou partie de l'équipement des Skateparks à tout moment, dès lors que les opérations de réfection ou des éléments constitueraient un danger pour les usagers ou pour tout motif d'intérêt général.
- Les représentants dûment mandatés par le Service des Sports sont chargés du contrôle de la bonne application de ces règles. En cas de manquement notoire touchant au non respect des règles élémentaires de fonctionnement et de sécurité, ils sont habilités à prendre toute décision de sauvegarde des lieux ou des personnes.

5.1 Généralités

- Il appartient à chacun de respecter les flux, les règles de circulation et de privilégier les trajectoires linéaires. Les règles de bonne conduite, de courtoisie et de citoyenneté s'imposent à tous. Ne pas rester statique sur les modules.
- Les utilisateurs et associations s'engagent à adopter un comportement prudent et respectueux vis-à-vis d'autrui.
- Lors des activités encadrées et lors des compétitions ou des démonstrations, les personnes responsables et les éducateurs sportifs veilleront à faire appliquer le règlement et rappelleront les consignes de sécurité et de bon usage du skatepark aux utilisateurs.
- Les utilisateurs doivent veiller à maintenir l'équipement en bon état, de propreté et de salubrité. Ils sont tenus de faire un usage des lieux et des installations conformes à leur destination. Tout pratiquant est tenu de signaler dans les meilleurs délais toute dégradation observée afin de prévenir les risques consécutifs et de provoquer les réparations nécessaires.

L'adresse email pour informer immédiatement la Ville de Montpellier est :
accueil@ville-montpellier.fr

- En cas de dégradations dûment constatées, la Ville se réserve le droit d'annuler en tout ou partie les autorisations. Ces annulations seront communiquées aux intéressés par les moyens les plus appropriés et ne donneront lieu à aucune indemnité.
En cas de déprédation même accidentelle, le bénéficiaire de l'autorisation sera tenu de supporter les frais de réparation ou de remplacement.

5.2 Règles de Sécurité

- Par sécurité, il est interdit d'utiliser le site en cas de pluie, lorsque la surface est mouillée, en période de gel ou de neige.
- La présence d'au moins 2 utilisateurs équipés de téléphone portable est recommandée sur le site afin de pouvoir prévenir les secours en cas d'accident.
- Procédure d'urgence : en cas de graves problèmes, si le personnel du service n'est pas présent, contacter :
 - les pompiers (le 18 ou 112)
 - la Gendarmerie (le 17)
 - le SAMU (15)
 - la Ville de Montpellier (04.67.34.70.00)

Règles de sécurité active :

- La présence de vélos et véhicules à moteur est strictement interdite dans les établissements.
- Par mesure d'hygiène les animaux sont interdits.
- L'accès de l'équipement est strictement interdit aux vélos autres que les BMX et les VTT trial, aux trottinettes pliantes, aux cyclomoteurs, aux jouets radiocommandés, à tout véhicule à moteur ou toute autre utilisation non conforme à la destination des lieux.
- Il est formellement interdit d'escalader les installations par les rampes de protection, les modules aire de street et le local buvette,

Règles de sécurité passive :

- Respecter l'âge minimum pour les patineurs non encadrés sur l'ensemble des skateparks.
- Pour des raisons d'hygiène, de salubrité et de sécurité, la tenue sportive doit être adaptée à la pratique sportive et à l'utilisation des skateparks.
- Sont interdits dans l'enceinte des skateparks, conformément aux dispositions du Code du Sport :
 - les documents, tracts, badges, insignes, banderoles ou supports publicitaires de toutes tailles, de nature politique, idéologique, philosophique ;
 - tout objet pouvant servir de projectile, constituer une arme ou susceptible de mettre en péril la sécurité du public (articles pyrotechniques, couteaux, bouteilles, verres, boîtes métalliques, barres, hampes rigides et de gros diamètre, etc.) ;
 - toute boisson alcoolisée.
- Il est interdit de fumer sur l'ensemble des installations.

Protections :

- Le port du casque est obligatoire. Il est également fortement conseillé le port de protège poignets, genouillères et coudières.

ARTICLE 6 : Assurances

6.1 La Direction Générale des Services, la Police Municipale et Monsieur le Commissaire Principal sont chargés de faire respecter le présent règlement dont toute infraction peut faire l'objet d'un procès verbal. Son auteur pourra être poursuivi, le cas échéant devant les tribunaux compétents. Les manquements au présent arrêté peuvent être sanctionnés par application de l'article R 610 -5 du Code Pénal lorsqu'ils ne sont pas passibles de sanctions plus élevées.

6.2 L'autorisation d'utiliser les installations sportives municipales ne dispense pas les bénéficiaires de garantir leur responsabilité par la souscription des assurances nécessaires à la réparation des dommages causés aux personnes et aux biens en cas d'accident ou pour toute autre cause.

6.3 Les utilisateurs sont tenus pour responsables des dommages volontaires causés sur les installations. Les dégradations de toute nature donneront lieu à remboursement de la part des responsables légaux ou de leurs parents pour les mineurs.

6.4 Les usagers doivent obligatoirement posséder une assurance en responsabilité civile afin de couvrir les dommages matériels et corporels qu'ils peuvent éventuellement causer à un tiers ou au matériel.

6.5 La Ville de Montpellier se réserve la possibilité de fermer tout ou partie de l'équipement des Skateparks à tout moment, dès lors que les opérations de réfection ou des éléments constitueraient un danger pour les usagers ou pour tout motif d'intérêt général.

6.6 La Ville dégage toute responsabilité en ce qui concerne les vols et les accidents pouvant survenir dans l'enceinte des installations sportives.

Montpellier, le **02 JAN. 2017**

**Pour Monsieur le Maire et par
délégation, Monsieur l'Adjoint
délégué**

Fabien ABERT

Publié le : 03 JAN. 2017

Notifié le :

**Arrêté permanent
Mesures de circulation et de stationnement
Avenue Lepic**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122.22 et L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 413-1, R. 415-15, R. 417-3, R. 417-10, R. 417-11 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication, livre 1, sixième partie, feux de circulation permanents et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté 2015-P125 du **24 août 2015** ; réglementant la circulation et le stationnement des véhicules avenue Lepic ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 22 décembre 2008 modifiant les horaires et les tarifs du stationnement payant sur voirie ;
- VU l'arrêté municipal n°2013/NT/R/DGU-P279, du 27 décembre 2013, portant réglementation du stationnement payant sur voirie dans les voies de Montpellier ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h Avenue Lepic dans les deux sens.

Article 2 :

La circulation des véhicules et des piétons est réglementée par des feux tricolores circulaires à l'intersection de la bande cyclable, de la Place du Huit Mai 1945 et de l'Avenue Lepic.
En cas de non fonctionnement des signaux lumineux ou de leur mise en clignotant jaune les conducteurs abordant cette intersection sont tenus de céder le passage aux véhicules venant par la droite.

Article 3 :

Le stationnement payant de tous les véhicules est autorisé dans la zone longue durée, aux emplacements prévus à cet effet Avenue Lepic des deux côtés dans les alvéoles aménagées.

Ces dispositions sont applicables **de 9h à 18h tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**

Tout stationnement d'un véhicule excédant 48 heures sera considéré comme abusif.

Le stationnement est limité à 9 heures et soumis au paiement de la redevance correspondante. Le paiement s'effectue au moyen d'horodateurs implantés dans la zone de stationnement. Le ticket délivré est apposé par les automobilistes derrière le pare-brise de manière à être visible et lisible de l'extérieur du véhicule.

Tout stationnement d'un véhicule ne respectant pas les dispositions de durée et de paiement prévus à l'alinéa précédent sera considéré comme abusif et passible de mise en fourrière immédiate.

Une tarification et une durée spécifiques sont applicables pour le stationnement résidentiel dans cette zone selon les modalités définies lors de la délibération municipale visée ci-dessus.

Article 4 :

Les personnes à mobilité réduite ont un emplacement réservé Avenue Lepic :

- côté impair à 20 mètres de l'immeuble situé à l'angle de la place du Huit Mai 1945 (2 place(s)) et au n° 11 ter (1 place(s)) ;
- côté pair au n° 2 (1 place(s)).

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les véhicules des personnes à mobilité réduite doivent être munis de la carte de stationnement pour personnes handicapées apposée sur le pare-brise.

Article 5 :

Les véhicules de transport en commun ont un emplacement réservé Avenue Lepic côté pair face au n° 7 (1 place(s)) et au n° 32 (1 place(s)).

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 6 :

Les cycles ont 3 places réservées Avenue Lepic côté impair au n° 11 ter.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 8 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures, et l'arrêté n° 2015-P125 du 24 août 2015, susvisé est abrogé.

Article 9 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 02 janvier 2017

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 06 JAN. 2017

Arrêté n° 2017-T1

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue André Le Nôtre**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'isolation de combles à la demande des établissements BOUZAT ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 janvier 2017** et jusqu'au **19 janvier 2017** inclus, Rue André Le Nôtre côté impair au n° 325 sur un emplacement de 5 mètres, le stationnement est interdit.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge des établissements BOUZAT

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 02 janvier 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

05 JAN. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction d'arrêt Rue Boyer

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagements à la demande de Europe déménagement Groupage ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **04 janvier 2017** et jusqu'au **05 janvier 2017** inclus, Rue Boyer sur les places de stationnement nécessaires aux emprises de travaux, l'arrêt et le stationnement sont interdits.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du requérant

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 janvier 2017

The image shows a circular official stamp of the Mayor of Montpellier (Hérault). The text 'Maire de MONTPELLIER' is written around the top half of the circle, and '(Hérault)' is at the bottom. In the center of the stamp is a stylized sun or flower emblem. Overlaid on the stamp is a handwritten signature in blue ink, which appears to be 'Luc ALBERNHE'.

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 06 JAN. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Lunaret

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de branchement d'eau à la demande de Véolia Eau ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 05 janvier 2017 et jusqu'au 20 janvier 2017 inclus, Rue Lunaret au droit du numéro 54 sur 2 places, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 janvier 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 06 JAN. 2017

Arrêté n° 2017-T2765

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue de la Cavalerie**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison d'une campagne de sensibilisation du public au tri des déchets à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **02 janvier 2017** et jusqu'au **19 décembre 2017** inclus, Rue de la Cavalerie au droit du numéro 24 sur 3 places, le stationnement est interdit.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 janvier 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

06 JAN. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Circulation interdite Avenue du Professeur Grasset

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de tirage de fibre optique à la demande de France Télécom ;

Arrête :

Article 1er :

Le **12 janvier 2017**, Avenue du Professeur Grasset côté impair, dans sa partie comprise entre la Rue Crova et l'Avenue Pierre d'Adhémar, la circulation est interdite.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Circet.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 janvier 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

06 JAN. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Boulevard de la Perruque

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de réfection de trottoirs menés par la Métropole à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **09 janvier 2017** et jusqu'au **27 janvier 2017** inclus, le Boulevard de la Perruque, dans sa partie comprise entre la Rue des Clématites et l'Avenue du Maréchal Leclerc est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :
 - aux véhicules de secours, de maintenance, de nettoyage et de service public ;
 - aux véhicules de police ;
 - aux riverains.
- Le stationnement est interdit.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur le Boulevard de la Perruque, emprunte :

- la Rue des Clématites
 - la Rue des Boutons d'Or
 - l'Avenue du Maréchal Leclerc
- et se termine sur le Boulevard de la Perruque.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de MALET.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 02 janvier 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 05 JAN. 2017

**Procédure négociée relative au marché public de
maîtrise d'œuvre de l'aménagement des archives
municipales de la Ville de Montpellier
Déclaration sans suite**

- Vu le Code des marchés publics et notamment son article 66, VI, alinéa 6 ;
- Considérant qu'il est nécessaire de déclarer sans suite la procédure négociée relative au marché public de maîtrise d'œuvre de l'aménagement des archives municipales de la Ville de Montpellier, parue le 04 novembre 2015 au JOUE et au BOAMP

Arrête :

Article 1^{er} :

La procédure négociée relative au marché public de maîtrise d'œuvre cité ci-dessus, est déclarée sans suite pour un motif d'intérêt général tenant à la nécessité de redéfinir l'opération en termes tant de programme que de part de l'enveloppe financière prévisionnelle à affecter aux travaux.

Article 2 : Le présent arrêté sera notifié à l'ensemble de candidats par la SA3M, dans le cadre de la convention de mandat dont les termes ont été approuvés en Conseil Municipal, par délibération n°2015/304 du 23 juillet 2015.

Montpellier, le 03 JAN. 2017

**Pour Monsieur le Maire et par
délégation, Madame l'Adjointe
déléguée**



Sonia KERANGUEVEN

Publié le : 06 JAN. 2017
Notifié le :

Arrêté n° 2017-T5

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
WOMEN'S MARCH ON MONTPELLIER**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement de la manifestation WOMEN'S MARCH ON MONTPELLIER ;

Arrête :

Article 1er :

Les dispositions définies par le présent arrêté seront appliquées à la diligence des services de police.

Article 2 :

Le 21 janvier 2017 de 14h30 à 16h00, la circulation est interdite;

- Rue Foch
- Place des Martyrs de la Résistance
- Rue de la Loge
- Place Jean Jaurès
- Place de la Comédie.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Osez le Féminisme.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 03 janvier 2017

Monsieur l' Adjoint délégué


Duc ALBERNHE

Publié le : 13 JAN. 2017

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2017-T6

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Avenue Bouisson-Bertrand**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de pose de mobilier urbain à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **09 janvier 2017** et jusqu'au **18 janvier 2017** inclus, Avenue Bouisson-Bertrand au droit du numéro 19 bis sur 1 place, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise.


Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 3 janvier 2017

 Monsieur l'Adjoint délégué
Luc ALBERNHE

Publié le : **06 JAN. 2017**

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction d'arrêt Rue Levat

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de pose de mobilier urbain menés par la Métropole à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 09 janvier 2017 et jusqu'au 27 janvier 2017 inclus, Rue Levat sur les emplacements nécessaires aux emprises de travaux, l'arrêt et le stationnement sont interdits.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de URBAN 'T

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 3 janvier 2017

 Monsieur l'Adjoint délégué
Luc ALBERNHE

Publié le : 13 JAN. 2017

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Rue de la Vieille Poste**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de voirie menés par la Métropole à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **23 janvier 2017** et jusqu'au **03 février 2017** inclus, la Rue de la Vieille Poste au niveau de la pharmacie est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise MALET.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Fait à Montpellier, le 3 janvier 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

05 JAN 2017

Arrêté n° 2017-T9

Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
MATCH MHSC - DIJON

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 412-28 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du match de Football MHSC - DIJON ;

Arrête :

Article 1er :

Les dispositions édictées aux articles 2 à 18 du présent arrêté rentreront en vigueur le :

- Samedi 14 janvier 2017 MHSC - DIJON
Le coup d'envoi du match sera donné à 20h00.

Article 2 :

Le **14 janvier 2017**, l'Avenue de Heidelberg dans sa partie comprise entre le rond point Schuman et l'avenue de Louisville côté Nord est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- l'arrêt et le stationnement sont interdits ;
Ces dispositions sont applicables **6 heures avant le début du match et pendant 3h30 après le coup d'envoi.**
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation est interdite.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules officiels munis de macarons, aux autobus, aux services de secours et aux véhicules autorisés.

Article 3 :

Le **14 janvier 2017**, Avenue de Heidelberg dans sa partie comprise entre la rue de Bonaparte et la rue de la Forêt Noire, sur le parking situé côté "la Mosson", l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Ces dispositions sont applicables **6 heures avant le début du match et pendant 3h30 après le coup d'envoi.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

Le **14 janvier 2017**, Avenue de Heidelberg au droit du n°315, sur le parking de la piscine ainsi que la voie d'accès au tennis club et aux locaux techniques de la piscine, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 5 :

Le **14 janvier 2017**, la Rue de Liège, dans sa partie comprise entre la Rue des Planètes et l'Avenue de Heidelberg est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules officiels munis de macarons, aux autobus, aux services de secours et aux véhicules autorisés.
- L'arrêt et le stationnement sont interdits.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules munis d'un macaron GIG-GIC.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 6 :

Le **14 janvier 2017**, Rue des Planètes, la circulation est interdite.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules officiels munis de macarons, aux autobus, aux services de secours et aux véhicules autorisés.

Article 7 :

Le **14 janvier 2017**, Avenue de l'Europe depuis la Place Robert Schuman vers et jusqu'à la Rue de Cambridge, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **4 heures avant le début des matchs et pendant 3 heures après la fin des matchs.**

Toutefois, le sens neutralisé de la rue de Cambridge vers le rond-point de Schuman pourra être utilisé comme zone de stationnement.

Article 8 :

Le **14 janvier 2017**, Rue du Professeur Blayac depuis l'Avenue de l'Europe vers et jusqu'à Rond-Point des Portes de l'Hérault, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures**.

Article 9 :

Le **14 janvier 2017**, Rue d'Oxford depuis l'Avenue de Barcelone vers et jusqu'à l'Avenue de l'Europe, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures**.

Article 10 :

Le **14 janvier 2017**, Avenue de Heidelberg depuis l'Avenue de Louisville vers et jusqu'à l'Avenue de Barcelone, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures**.

Article 11 :

Place Robert Schuman, sur le parking "Espace Mosson", un stationnement payant est institué.

Le stationnement se fera sur les emplacements prévus à cet effet. Il sera formellement interdit en dehors des zones délimitées par panneaux ou marquages au sol.

Le droit sur ces emplacements est fixé forfaitairement à 2 euros.

Ces dispositions sont applicables 4 heures avant et 2 heures après le début des matchs.

Le parking sera fermé 45 minutes après la fin du match et les véhicules encore en stationnement seront considérés comme gênant et susceptibles d'être mis en fourrière

Article 12 :

Le **14 janvier 2017**, Avenue de la Liberté bretelle d'accès à la RN 109 direction JUVIGNAC, un sens interdit est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures**.

Article 13 :

Le **14 janvier 2017**, Avenue de la Liberté depuis l'avenue Pablo Neruda vers la place Robert Schuman, un sens interdit est institué.

Ces dispositions sont applicables **4 heures avant le début des matchs et pendant 3 heures après la fin des matchs**.

Article 14 :

Le **14 janvier 2017**, Square de Surville dans sa partie comprise entre la rue de Liège et l'avenue d'Heidelberg, sur le parking situé avenue de Heidelberg, l'arrêt et le stationnement sont interdits. Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules munis d'un macaron GIG-GIC. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 15 :

Le **14 janvier 2017**, Avenue de Louisville au droit du square de Surville, Il est instauré une mise en impasse.

Article 16 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 17 :

Les dispositions du présent arrêté seront appliquées à la diligence des services de police.

Article 18 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 19 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 03 janvier 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

04 JAN. 2017



Arrêté n° 2017-T10

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue des Justes parmi les Nations**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison d'un déménagement à la demande de Mr WOODSWORTH. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **06 janvier 2017** et jusqu'au **07 janvier 2017** inclus, Rue des Justes parmi les Nations au droit de la place Rudolf Brazda, le stationnement est interdit.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Mr WOODSWORTH.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 3 janvier 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

05 JAN. 2017

Arrêté n° 2017-T11

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Bretelles parking Comédie
Tunnel de la Comédie**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2016-T2574 du 08 décembre 2016 ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, pour permettre le remplacement du rideau coupe-feu ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 25 janvier 2017 les dispositions de l'arrêté 2016-T2574 du 08 décembre 2016 sont prorogées jusqu'au 26 janvier 2017 inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 03 janvier 2017



Monsieur l'Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

06 JAN. 2017

Arrêté n° 2017-T12

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Allée Avogadro**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison d'un déménagement à la demande de Mr DESPERIES et Mme SUET ;

Arrête :

Article 1er :

Le **14 janvier 2017**, la circulation est interdite Allée Avogadro
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Hippolyte, emprunte :

- la Rue Alfred Nobel

et se termine sur la Rue de la Vieille Poste.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Mr DESPERIES et Mme SUET.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 3 janvier 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

05 JAN. 2017

Arrêté n° 2017-T13

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue de Famagouste**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison d'un déménagement à la demande de Mr BRANGER ;

Arrête :

Article 1er :

Le **07 janvier 2017**, Rue de Famagouste sur 2 places de stationnement à proximité du numréo 118, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Mr BRANGER.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 3 janvier 2017

The image shows a circular official stamp of the Mairie de Montpellier. The stamp features the coat of arms of Montpellier in the center, surrounded by the text "MONTPELLIER" at the top and "MAIRIE" at the bottom. Overlaid on the stamp is a handwritten signature in blue ink.

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 05 JAN. 2017

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Grand-Rue Jean Moulin**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'études préliminaires pour l'effacement de réseau à la demande de ORANGE ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **05 janvier 2017** et jusqu'au **06 janvier 2017** inclus, Grand-Rue Jean Moulin, le stationnement est interdit sauf pour le camion nacelle.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'intervenant..

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 03 janvier 2017

 Monsieur l' Adjoint délégué
Luc ALBERNHE

Publié le : 06 JAN. 2017

202